



Le RARRe

#2

2025

RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RÉSILIENCE DANS L'AIRE GRENOBLOISE



© Lou Herrmann

www.aurg.fr

SOMMAIRE

P.3 Édito

PARTIE 1 INTRODUCTION | QU'EST-CE QUE LE RARre ?

P.5 Un collectif : l'Atelier des Futurs

Une posture : concevoir une prospective pragmatique qui intègre les contraintes et invite à l'action

P.6 Une invitation à changer nos approches

P.7 Des balises méthodologiques

P.8 Un champ d'exploration : 44 risques classés en 6 familles

PARTIE 2 DOCUMENTER ET QUESTIONNER | LES GRANDES CONCLUSIONS

P.11 Une forte inquiétude envers l'avenir

P.12 Famille A - changement climatique, pollutions, effondrement des écosystèmes, catastrophes naturelles ou technologiques

P.14 Famille B - (in)disponibilité des ressources et (dys)fonctionnement des réseaux

P.16 Famille C - activité économique

P.18 Famille D - (in)capacité d'action, d'anticipation et de transformation

P.20 Famille E - (in)capacité de réponse aux besoins sociaux

P.22 Famille F - cohésion sociale

PARTIE 3 DÉBATTRE | LES ENSEIGNEMENTS DU FORUM

P.25 Un forum mobilisateur

P.28 Les enseignements de l'exercice prospectif

PARTIE 4 ESSAIMER ET CONCRÉTISER | LES ACTIONS RÉALISÉES

P.35 Un panel d'outils de communication, de valorisation et de sensibilisation

P.36 Des ateliers d'échange et de sensibilisation tout au long de l'année

P.38 De nombreuses séances de présentation et de dialogue

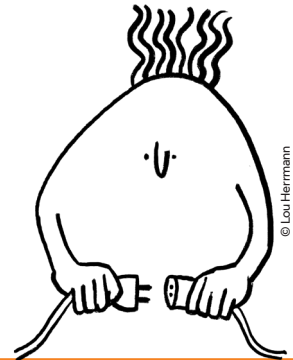
P.40 Le RARE en amélioration continu

P.42 En route pour la troisième édition

ANNEXES QUESTIONNER ET DOCUMENTER

P.43 Questionner | Les enseignements de l'enquête auprès des habitants de l'aire grenobloise

P.64 Documenter | Les risques à la une



L'Atelier des Futurs, un collectif d'acteurs institutionnels de la région grenobloise au service d'une prospective pragmatique et d'une action publique éclairée.

Nous avons le plaisir de vous présenter la nouvelle édition du Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise – édition 2025, fruit des travaux menés cette année par l'Atelier des Futurs. Sa méthode d'exploration des risques locaux, inspirée du Global Risks Report, croise une analyse objective avec une vision sensible d'un large spectre de risques – présents ou à venir – sur notre territoire. Mais le RARRe ne se limite pas à un simple état des lieux et des perspectives. Il incarne une démarche collective et une ambition d'intérêt général : outiller les acteurs de l'aire grenobloise pour mieux anticiper les risques systémiques et construire des politiques résilientes. Cette dynamique repose sur une conviction forte et une conception renouvelée de la prospective : il est devenu indispensable de penser l'avenir autrement, avec courage, lucidité et pragmatisme, en tenant compte des réalités, des complexités et des tensions qui traversent nos territoires et nos sociétés.

Dans un contexte marqué par la contrainte budgétaire, la défiance sociale, les injonctions parfois contradictoires entre court et long terme, l'action publique a besoin d'être nourrie, soutenue, renouvelée. C'est, depuis 2020, le sens de l'engagement des membres de l'Atelier des Futurs transcrit dans le RARRe : repenser collectivement nos façons d'appréhender l'avenir, en s'affranchissant des schémas du passé, en mutualisant réflexions, expertises et moyens, à l'échelle pertinente.

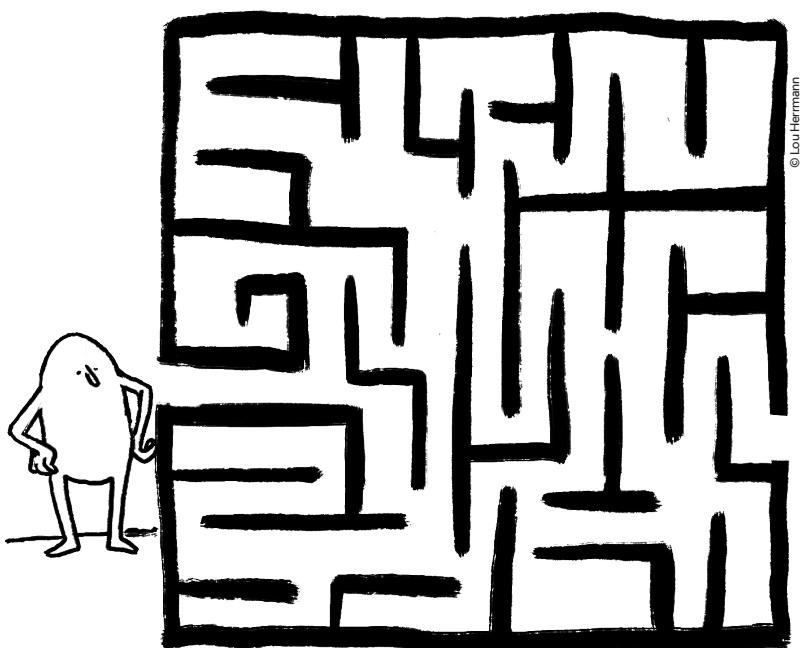
Cette nouvelle édition du RARRe intègre plusieurs évolutions issues en particulier des attentes exprimées par les élus locaux. En 2025, l'accent a été mis sur l'enquête, élargie à l'ensemble de l'aire grenobloise, afin de confronter notre grille d'analyse – construite à partir de dire d'experts, de la presse et des études locales – à la perception des habitants de la région grenobloise, dans toute sa diversité.

Conscients des limites de notre démarche, nous mettons un point d'honneur à travailler avec rigueur, à faire évoluer nos méthodes et à favoriser la diffusion de nos travaux dans le débat public local. L'objectif est clair : que ces travaux contribuent à des prises de conscience et à des décisions publiques éclairées.

De fait, nombreux sont les acteurs et les collectivités qui nous ont sollicités cette année pour intervenir au sein de leurs instances, dans des ateliers, séminaires ou colloques. Au-delà de notre territoire, notre approche suscite aussi l'intérêt : nous avons été invités à la présenter dans plusieurs événements nationaux.

Cela nous semble la manifestation d'un besoin fort : celui de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, pour réduire nos vulnérabilités, en mesurer les interactions, nous y préparer sans tarder et agir.

Bonne lecture



PARTIE 1

INTRODUCTION

QU'EST-CE QUE LE RARRe ?

LE RARRe, UN OUTIL DE PROSPECTIVE LOCALE

Le Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise est le fruit des travaux de l'Atelier des Futurs, un collectif d'acteurs institutionnels locaux. Le RARRe a pour objectif de proposer aux décideurs locaux une vision large des risques qui affectent ou pourraient affecter le territoire, sous l'angle de la documentation et du ressenti. Cette édition est la seconde.



UN COLLECTIF : L'ATELIER DES FUTURS

En 2020, l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise a proposé de réunir les acteurs locaux de la prospective au sein d'un collectif de travail : l'Atelier des Futurs. Aujourd'hui, quatorze partenaires* du territoire sont signataires d'une charte d'engagements selon trois principaux axes :

- Partager des ressources, des expériences et des expertises.
- Fédérer les initiatives autour de la prospective et de la résilience.
- Imaginer des solutions neuves en faveur du renouvellement de l'action publique locale.

Le RARRe est le fruit de leurs travaux.

*Département de l'Isère, Grenoble Alpes Métropole, Ville de Grenoble, Le Grésivaudan, Le Pays Voironnais, PNR Chartreuse et Vercors, l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, le SCoT de la GReG, Territoires de Sciences, Inria, Pacte (UGA), Grenoble École de Management, Pôle Alpin Risques Naturels (PARN)

UNE POSTURE : CONCEVOIR UNE PROSPECTIVE PRAGMATIQUE QUI INTÈGRE LES CONTRAINTES ET INVITE À L'ACTION

Le temps est fini où « le progrès » était vecteur d'avenir meilleur et source de toutes les solutions. Depuis les années 1970, les alertes des scientifiques convergent sur les limites d'une croissance infinie dans un monde fini. Le rapport du MIT (*rapport Meadows 1972*), puis les travaux du GIEC ou de l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services), des agences gouvernementales ou des *Think Tanks* comme le *Shift Project*, sont une invite pressante à renouveler nos façons de penser et préparer le futur.

En conséquence, la posture du RARRe se veut pragmatique : il s'agit de regarder en face, sur notre territoire, les risques systémiques à anticiper dans un monde de plus en incertain, aux ressources limitées. La posture est ainsi résolument ancrée dans notre territoire. Cela signifie analyser les manifestations locales de risques déjà présents ou à venir, avec une focale prospective, et explorer un large panel de risques, au-delà des risques majeurs appréhendés sous l'angle réglementaire par les Plans de prévention des risques naturels ou technologiques, les Pics

(Plans intercommunaux de sauvegarde) et les PCS (Plans communaux de sauvegarde). Cela signifie également produire des éléments territorialisés, concrets, utiles, arrimés aux stratégies et politiques publiques des collectivités.

Le RARRe ne porte pas de regard sur la dimension positive (un avenir radieux) ou négative (c'était mieux avant) du futur. Il part du réel, des réalités territoriales et sociales de l'aire grenobloise. Il jongle avec les différents horizons et les différentes temporalités (du long terme mais aussi du court terme car les choix faits aujourd'hui peuvent être très engageants). **Il a pour modeste ambition de nourrir le débat collectif et la construction des politiques publiques à l'échelle de l'aire grenobloise** en permettant aux acteurs d'intégrer les risques, ruptures et tendances d'évolution qu'il leur faudra anticiper. Cela pour ouvrir un espace de réflexion collective sur les actions à engager pour renforcer la résilience de notre territoire et permettre à chaque acteur de définir sa propre stratégie, en conscience et avec réalisme.

UNE INVITATION À CHANGER NOS APPROCHES

Cette approche élargie des risques s'inspire du *Global Risks Report*, présenté chaque année depuis 2006 lors du Forum Économique Mondial de Davos et qui aborde cinq familles de risques pouvant impacter la marche du monde à court terme (d'ici deux ans) et à plus long terme (à 10 ans) : risques environnementaux, sociétaux, économiques, géopolitiques et liés aux effets indésirables des technologies émergentes. À partir de sa propre grille (6 familles, 44 risques), le RARRe cherche à documenter la connaissance et à connaître le ressenti des habitants de la région grenobloise.

Comme le *Global Risks Report*, le RARRe invite à élargir les définitions classiques du risque et de la résilience, très liées à l'anticipation d'évènements ponctuels dommageables, de catastrophes naturelles ou technologiques (notion d'aléas). L'un comme l'autre intègrent des facteurs de risques liés aux dynamiques de fragilisation durables, de stress chronique ou de transformations structurelles (comme le changement climatique). Et ce, dans une perspective d'action éclairée pour faire face aux risques et réduire les vulnérabilités.

FACTEURS DE RISQUES

PHÉNOMÈNES DOMMAGEABLES
POUVANT TOUCHER L'AIRE GRENOBLOISE
AUJOURD'HUI ET DEMAIN

- ✓ Aléas, événements ponctuels (ex. Inondations)
- ✓ Stress chroniques, fragilisations durables (ex. Pollutions)
- ✓ Transformations structurelles
(ex. Enneigement stations, raréfaction de ressources)

FAIRE FACE

VULNÉRABILITÉS

FRAGILITÉS DES TERRITOIRES,
SYSTÈMES, ORGANISATIONS,
INFRASTRUCTURES CRITIQUES,
susceptibles d'être activées par les facteurs de risques
ou d'en aggraver les conséquences

RÉDUIRE

RÉSILIENCE & ADAPTATION

Se préparer dès maintenant aux facteurs de risques,
notamment en évoluant et en se transformant
pour réduire nos vulnérabilités



FAIRE DE LA PROSPECTIVE AUTREMENT

REGARDER EN FACE

- ✓ les risques systémiques à anticiper dans un monde de plus en plus incertain (en allant au-delà des risques naturels et technologiques réglementaires)

PARTAGER COLLECTIVEMENT

- ✓ les faits à prendre en compte pour penser l'avenir

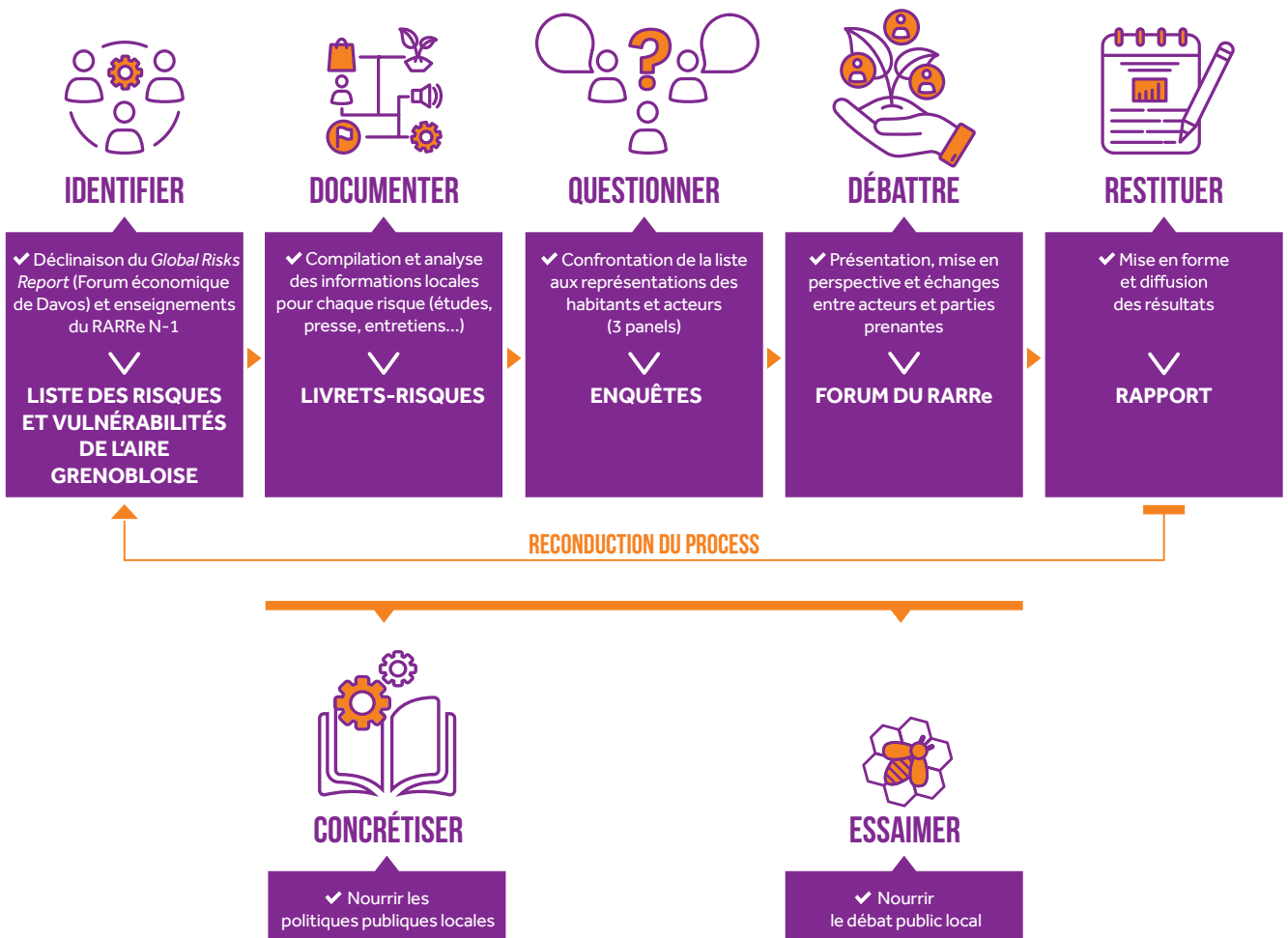
RÉFLÉCHIR ENSEMBLE SUR L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES

- ✓ chaque acteur restant libre de sa stratégie et de ses actions pour faire face

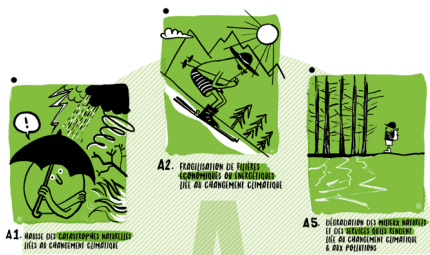
DES BALISES MÉTHODOLOGIQUES

La démarche d'élaboration du rapport combine différentes phases permettant de passer la liste des risques au crible de la documentation, de l'enquête, du débat et de l'analyse croisée.

LA DÉMARCHE DU RARRE : UN PROCESS RECONDUCTIBLE

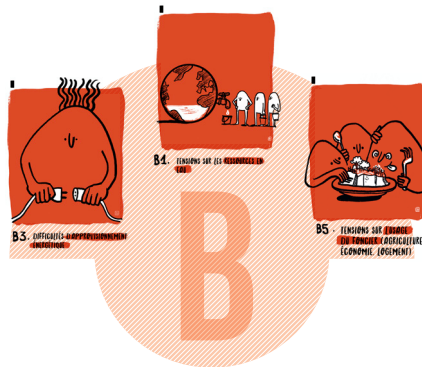


UN CHAMP D'EXPLORATION : 44 RISQUES CLASSÉS EN 6 FAMILLES



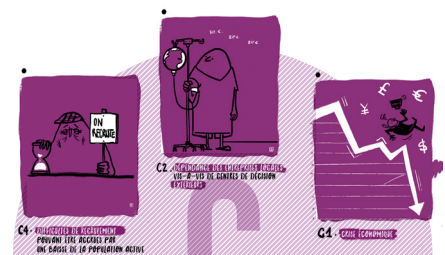
CHANGEMENT CLIMATIQUE, POLLUTIONS, EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES

- A1 – Hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique
- A2 – Fragilisation de filières économiques ou énergétiques
- A3 – Dégradation de l'état de santé des populations
- A4 – Dégradation de la qualité de vie en ville
- A5 – Dégradation des milieux naturels et des services qu'ils rendent
- A6 – Réduction des capacités locales de production agricole & alimentaire
- A7 – Risques technologiques & industriels



(IN) DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET (DYS) FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX

- B1 – Tensions sur les ressources en eau
- B2 – Difficultés d'approvisionnement alimentaire
- B3 – Difficultés d'approvisionnement énergétique
- B4 – Difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières
- B5 – Tensions sur l'usage du foncier
- B6 – Dégradation ou interruption des réseaux et infrastructures de transport
- B7 – Dysfonctionnement des réseaux de télécommunication et cyberattaques



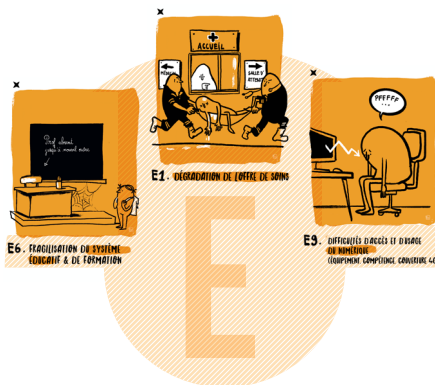
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- C1 – Crise économique
- C2 – Dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs
- C3 – Baisse d'attractivité de certains emplois, métiers ou secteurs d'activité
- C4 – Difficultés de recrutement pouvant être accrues à terme par une baisse de la population active



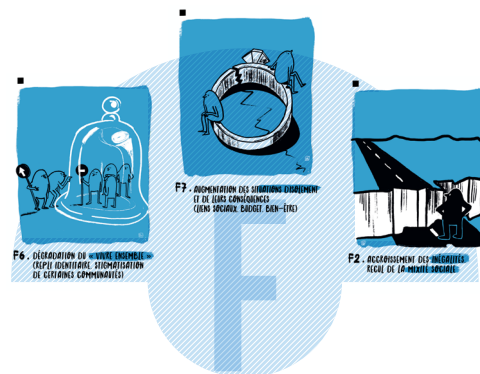
(IN) CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION

- D1 – Baisse des moyens humains et financiers dont disposent les acteurs publics
- D2 – Manque de coopération entre acteurs, entre institutions, entre territoires
- D3 – Incapacité des acteurs publics ou privés à générer de la confiance ou de l'adhésion
- D4 – Prédominance de la vision à court terme, incapacité à se projeter vers d'autres modèles de développement
- D5 – Dépendance vis-à-vis des grands acteurs du numérique
- D6 – Manque de préparation face à certains risques connus ou émergents



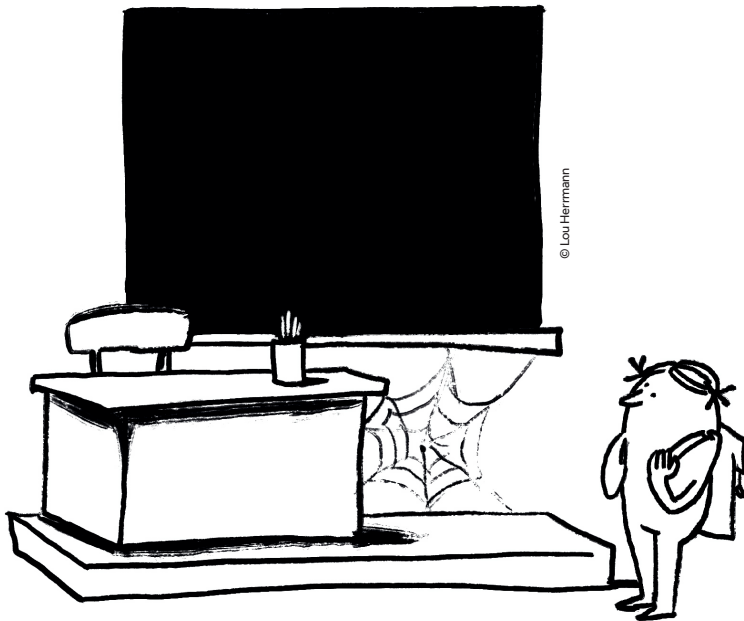
(IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX

- E1 – Dégradation de l'offre de soins
- E2 – Hausse du nombre de personnes en demande de soins
- E3 – Dégradation de la prise en charge des personnes vulnérables
- E4 – Persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle
- E5 – Manque de logements décents et abordables
- E6 – Fragilisation du système éducatif et de formation
- E7 – Fragilisation de la justice et de la police
- E8 – Augmentation du coût des déplacements et difficultés à mettre en place des alternatives à l'automobile
- E9 – Difficultés d'accès et d'usage du numérique
- E10 – Difficultés d'accès aux services publics et aux droits



COHÉSION SOCIALE

- F1 – Hausse de la pauvreté
- F2 – Accroissement des inégalités, recul de la mixité sociale
- F3 – Perte d'attractivité de l'école publique et incapacité de l'école à assurer l'égalité des chances
- F4 – Enracinement d'activités illégales / criminelles
- F5 – Difficulté d'accueil et d'intégration des migrants et réfugiés climatiques
- F6 – Dégradation du « vivre ensemble »
- F7 – Augmentation des situations d'isolement et de leurs conséquences
- F8 – Généralisation de la peur de l'avenir, de l'éco-anxiété, sentiment d'impuissance
- F9 – Ruptures démographiques
- F10 – Développement des mouvements de protestation



PARTIE 2

DOCUMENTER & QUESTIONNER

LES GRANDES CONCLUSIONS

LA MISE EN PERSPECTIVE DES ENSEIGNEMENTS DE LA DOCUMENTATION ET DE L'ENQUÊTE

Cette partie « grandes conclusions » est le cœur du RARRe. Elle propose une analyse croisée de la documentation (revue de presse et études récentes, cf annexe 2 p.64) et de l'enquête (cf annexe 1, p.43) :

Les risques sont-ils perçus à hauteur de leurs réalités ?

Quels sont les points de convergence et les points de divergence ?

Que faut-il en retenir dans une perspective d'anticipation ou d'atténuation ?

POINTS DE REPÈRE



Ce picto fait référence à des éléments de convergence entre le RARRe et le *Global Risks Report 2025*



Ce picto désigne les potentielles conséquences en chaîne du risque (effet domino) lorsqu'elles sont identifiées



Ce picto désigne un point de vigilance à l'égard de risques avérés qui pourtant semblent écartés des représentations

UNE FORTE INQUIÉTUDE ENVERS L'AVENIR

L'INQUIÉTUDE GÉNÉRALE DES HABITANTS CONVERGE AVEC L'ACTUALITÉ ET L'ÉVOLUTION DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES

L'enquête auprès des habitants de l'aire grenobloise révèle une inquiétude généralisée envers l'avenir. Aucune des familles de risques du RARRe n'échappe à ce sentiment, avec une note moyenne de 3,8 sur une échelle de 1 (pas du tout inquiet) à 5 (très inquiet). Avec une légère prédominance, le trio de tête est constitué par : le changement climatique et la dégradation de l'environnement, la dégradation des services publics, la dégradation de la situation sociale et du vivre ensemble.

En complément des risques identifiés, quelques événements majeurs pouvant toucher la France, et par ricochet l'aire grenobloise dans les 10 ans, ont été soumis à l'enquête. Plus d'un habitant sur deux pense qu'une nouvelle crise économique ou l'arrivée massive de populations fuyant des guerres ou le changement climatique sont certaines ou très probables.



L'INQUIÉTUDE EXPRIMÉE RE JOINT CELLE DES LEADERS D'OPINION ET EXPERTS INTERROGÉS PAR LE FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL DANS LE CADRE DU GLOBAL RISKS REPORT

L'enquête *Global Risks Survey* est réalisée chaque année par le *Forum Économique Mondial* auprès de leaders d'opinion et d'experts. La dernière édition, réalisée en septembre-octobre 2024, souligne un fort pessimisme sur l'évolution de la situation mondiale à 10 ans.

Les risques mondiaux perçus comme ayant les impacts les plus intenses à horizon 10 ans peuvent être répartis en trois grands ensembles :

- **La perturbation des grands équilibres planétaires** (changement climatique et autres limites planétaires), **les pollutions et leurs conséquences** (événements climatiques extrêmes, effondrement des écosystèmes, pénuries de nourriture et d'eau...) avec des effets domino notamment sur la hausse des migrations et des tensions géopolitiques.
- **La montée des tensions internationales**, se traduisant notamment par une hausse des conflits armés qui rejaillissent sur les migrations internationales. Cette montée est alimentée par une concentration croissante des ressources et technologies stratégiques entre les mains de quelques pays ou acteurs clés, aggravée par les conséquences négatives du numérique et de l'intelligence artificielle (cyber espionnage et cyber guerre).
- **La dégradation de la situation politique et sociale au sein des sociétés**, alimentée par la montée des inégalités de revenus et de richesses et aggravée par la désinformation (elle-même facilitée par les dérives des usages de l'intelligence artificielle), accélère la polarisation des opinions.

45 % pensent certaines ou très probables des attaques massives de désinformation jouant par exemple sur le résultat des prochaines élections. Et 39 % pensent certain ou très probable un démantèlement partiel du système de protection sociale (retraites, sécurité sociale). Inversement, l'arrivée d'un régime politique autoritaire ou d'une guerre sur le sol français est jugée peu probable.

Cette inquiétude globale fait écho à l'actualité locale, nationale et internationale : elle met en lumière la diversité des risques qui sont déjà là, les incertitudes politiques et économiques, la montée des tensions géopolitiques ou les reculs des droits fondamentaux et des libertés politiques. Elle résonne également avec les alertes régulièrement émises par les scientifiques, par les enquêtes journalistiques ou par les acteurs publics concernant par exemple, les impacts multifactoriels du changement climatique, l'ampleur des pollutions (par ex. PFAS, pesticides, plastiques et leurs impacts sur la santé et la biodiversité, raréfaction de certaines ressources énergétiques ou minérales...).

À noter toutefois que si 77% des personnes interrogées se déclarent pessimistes à l'égard de la situation mondiale, « seulement » 41% pensent que la qualité de vie locale se dégradera dans les 10 ans (et 27 % pensent qu'elle restera à l'égal d'aujourd'hui).

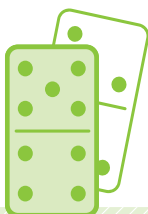
LA FAMILLE DE RISQUES



CHANGEMENT CLIMATIQUE,
POLLUTIONS,
EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES
ET CATASTROPHES NATURELLES
OU TECHNOLOGIQUES

CE QUI RESSORT DE LA DOCUMENTATION

Le changement climatique se traduit localement par une hausse des températures moyennes en toute saison, une diminution de l'enneigement en montagne, une hausse de la pluviométrie en hiver et une baisse en été, une aggravation des extrêmes climatiques : durée et intensité des vagues de chaleur (qui en 2050 dépasseront fréquemment les valeurs actuelles), épisodes de pluies intenses, durée et intensité des périodes très sèches (cf. précédent de la période 2022 - 2023) ou très humides (cf. période allant du milieu de l'automne 2023 à la fin de l'année 2024).



Les manifestations locales de l'effondrement de la biodiversité (A5) – lié à l'artificialisation des sols, aux pollutions (dont pesticides) et au changement climatique – restent insuffisamment documentées. Pourtant les forêts de l'aire grenobloise sont très impactées par la combinaison de l'allongement des sécheresses et des vagues de chaleur et de la prolifération des ravageurs.

LES MANIFESTATIONS LOCALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE VONT S'AGGRAVER ET NÉCESSITENT D'ANTICIPER DE MULTIPLES EFFETS DOMINO QUE L'ACTUALITÉ LOCALE A PU PERMETTRE DE TOUCHER DU DOIGT CES DERNIÈRES ANNÉES

- **L'aggravation des tensions sur la ressource en eau (B1)** notamment durant une période estivale élargie. Avec des effets sur l'agriculture (A6) ou encore sur la réduction des capacités de production hydroélectrique en période sèche (A2) comme durant l'été 2022.
- **L'aggravation de certains risques naturels (A1)**, notamment les incendies, les glissements de terrain ainsi que les crues ou laves torrentielles, avec des impacts potentiels sur les infrastructures de transport, sur l'habitabilité de certains secteurs, mais aussi sur les finances des collectivités territoriales (D1), par ailleurs confrontées à des difficultés croissantes pour assurer le patrimoine public.
- **La dégradation de la santé et du bien-être des populations (A3)**, notamment par l'impact des vagues de chaleur, dont l'intensité et la durée augmenteront, ce qui avive la nécessité d'atténuer l'effet d'îlot de chaleur urbain (A4).
- **Une situation de plus en plus difficile pour les stations de sport d'hiver en moyenne montagne** nécessitant d'anticiper des redéploiements d'activités (A2).
- **La surfréquentation de certains espaces de fraîcheur et de montagne durant les vagues de chaleur** avec des effets domino sur la biodiversité (A3) ou l'aggravation du risque d'incendie (A1 - massifs forestiers en période très sèche).
- ...

L'ISÈRE EN CRUE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 15/11/23
La vigilance orange activée

AUTRANS-MÉAUDRE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 05/03/25
70 ans de ski et après ?



CE QUE DIT L'ENQUÊTE

L'enquête souligne que tous les risques liés à cette famille sont fortement perçus par les habitants qui mettent en avant la hausse des catastrophes naturelles, des vagues de chaleur, mais aussi les impacts du changement climatique sur la santé, le bien-être et la qualité de vie ou encore l'accélération des pertes de biodiversité sur le territoire.

Le RARRe pointe deux « absents » dans la représentation des habitants : les impacts du changement climatique sur leur emploi ou secteur d'activité et sur leur espérance de vie.



PANDÉMIE (A3) : UN RISQUE À NE PAS OUBLIER

L'enquête souligne que **seuls 27 % des habitants de l'aire grenobloise jugent certaine ou très probable l'arrivée d'une nouvelle crise sanitaire comme le Covid en France dans les 10 ans**. Inversement, 24 % des habitants jugent ce risque assez improbable.

Pourtant, l'actualité locale relaie régulièrement les alertes des autorités sanitaires sur la prolifération des **tiques et des moustiques tigres, vecteurs de maladies infectieuses** (des cas de maladie de Lyme ou de Dengue sont régulièrement signalés dans l'aire grenobloise). L'ARS s'attend à l'émergence de foyers locaux de Dengue à l'horizon 2030 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Durant l'été 2025, des **foyers de chikungunya** ont par ailleurs été identifiés à Claix et Eybens.

Par ailleurs, le *Global Risks Report* alertait en 2023 sur la **nécessité de ne pas baisser la garde face au risque d'une nouvelle pandémie mondiale**, toujours très présent et pour autant grand oublié des résultats de l'enquête *Global Risks Survey* (où ce risque avait rejoint les profondeurs du classement après les années Covid).

Enfin, l'**épizootie de grippe aviaire - présente depuis plusieurs années - touche désormais différentes espèces de mammifères et a muté pour se transmettre directement entre ces espèces**. Si quelques contaminations humaines ont été recensées, des cas de transmission interhumaine ne sont pas encore documentés, même si ce risque est pris très au sérieux par les autorités sanitaires (Santé publique France et Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail).



SEULS 27 % DES HABITANTS DE L'AIRES GRENOBLOISE JUGENT CERTAINE OU TRÈS PROBABLE L'ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE CRISE SANITAIRE COMME LE COVID EN FRANCE DANS LES 10 ANS

LA FAMILLE DE RISQUES

B

(IN) DISPONIBILITÉ
DES RESSOURCES ET
(DYS) FONCTIONNEMENT
DES RÉSEAUX

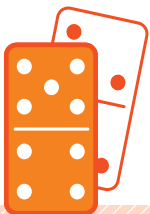
CE QUI RESSORT DE LA DOCUMENTATION

De nombreux risques de cette famille sont susceptibles de s'aggraver à moyen-long terme sur notre territoire.

■ **Les tensions sur la ressource en eau (B1)**, particulièrement sensible au changement climatique. L'étude réalisée par le Département de l'Isère (horizon 2050) souligne la nécessité d'anticiper des étés nettement plus chauds et secs, induisant une hausse de l'évapotranspiration, une aggravation de l'intensité et de la durée des périodes de sécheresse des sols ainsi que des étiages des cours d'eau. En hiver, les précipitations seront plus importantes mais tomberont moins sous forme de neige. L'évolution du niveau des nappes phréatiques reste incertaine (compensation des sécheresses estivales par la hausse des précipitations hivernales ?).

La presse fait état de la montée des inquiétudes sur la pollution de l'eau (par exemple, mise en exergue de la présence de PFAS et de différents polluants chimiques dans la nappe alluviale du Drac en aval de Le Pont-de-Claix).

■ **Les approvisionnements en énergie (B3) ou en matériaux et matières premières (B4)** s'inscrivent pour l'essentiel dans des chaînes mondialisées menacées par des crises mondiales et des tensions géopolitiques (ex. les impacts de la crise Covid en 2020-2021 puis de la guerre en Ukraine en 2022-2023). Il faut également tenir compte de la raréfaction des ressources non-renouvelables à l'heure où leur demande mondiale augmente rapidement (minerais et matériaux critiques pour la transition énergétique) ou reste très soutenue (énergies fossiles).



D'AUTRES RISQUES SONT AFFECTÉS EN CHAÎNE PAR CEUX DE CETTE FAMILLE

- **La pauvreté et les inégalités sociales (F1, F2)** : les acteurs de l'action sociale alertent sur l'impact de l'inflation et de la hausse des coûts de l'énergie.
- **La dégradation des marges de manœuvre financières des acteurs publics (D1)** du fait de la hausse de leurs dépenses énergétiques et du coût des chantiers.
- **La capacité du territoire à répondre aux besoins de logement abordable (E5) et d'accueil des activités économiques (C1)** du fait de tensions croissantes sur l'usage et la disponibilité du foncier (B5) aggravées par les difficultés à renouveler les modèles de « fabrique de la ville ».

ISÈRE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 22/04/24
*Avec toujours plus de bénéficiaires, les
grands défis de la banque alimentaire*

ISÈRE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 27/03/25
*Et si un jour certaines routes de
montagnes fermaient pour toujours*



© Lou Hermann

CE QUE DIT L'ENQUÊTE

Dans l'enquête, deux tiers des habitants interrogés pensent certain ou très probable que les prix de l'énergie vont continuer à augmenter de façon importante (B3) et sont très conscients des effets domino de ce risque sur la santé des entreprises (C1). Toutefois, les habitants sont divisés sur la probabilité de trois risques que la documentation invite pourtant à considérer avec attention :

- Des « pénuries d'eau sur votre territoire qui limiteront votre consommation » (B1) sont jugées « assez improbables » par 36 % des habitants mais « certaines ou très probables » par 35 % d'entre eux. Dans les faits, durant l'été 2022, des restrictions de consommation d'eau (remplissage des piscines privées, arrosage des jardins, nettoyage des véhicules) ont concerné la totalité de l'aire grenobloise et quelques hameaux ou villages ont dû être ravitaillés par des camions citernes.
- Les pénuries alimentaires (B2) en France causées par le changement climatique sont jugées « assez improbables » par 33 % des habitants mais « certaines ou très probables » par 34 %. De même, 32 % des habitants jugent « assez improbable » la survenue de

difficultés à se nourrir correctement » alors que 37 % pensent que « c'est certain ou très probable ». De fait, l'approvisionnement agro-alimentaire (dont nombre d'intrants agricoles) dépend de chaînes mondialisées dont la crise Covid a révélé la fragilité (cf. le rapport public annuel 2022 de la Cour des Comptes). En outre, les acteurs locaux de l'action sociale soulignent la montée inquiétante du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire et de la précarité alimentaire.

- 35 % des habitants pensent « certain ou très probable » qu'il sera plus difficile de se déplacer car il y aura de plus en plus de coupures de routes, fermetures de lignes, retards ou embouteillages (B6), alors que 28 % pensent que c'est « assez improbable ». Pourtant, différents événements récents montrent que les infrastructures de transport risquent d'être impactées par la hausse des catastrophes naturelles liées au changement climatique (coulées de boues, glissements de terrain...). Par ailleurs, la crise des finances publiques réduit la capacité à entretenir et remettre en état les infrastructures.



BLACK-OUT ÉLECTRIQUE ET FRAGILITÉ DES RÉSEAUX NUMÉRIQUES : DES RISQUES PLAUSIBLES AUX CONSÉQUENCES CONSIDÉRABLES

La péninsule ibérique a été touchée par un black-out électrique total le 28 avril 2025. Il montre la réalité de ce risque et l'ampleur de ses effets : interruption des pompes qui assurent l'approvisionnement en eau ou le fonctionnement des stations-services, indisponibilité de nombreux moyens de paiements, coupure des réseaux de télécommunication et de nombreux systèmes de transport collectif, arrêt des réfrigérateurs et congélateurs... Un rapport de la compagnie d'assurance Lloyd's - publié en 2013 - souligne qu'une tempête solaire majeure (comparable à celle de 1859 - dont la probabilité de retour serait d'environ une fois tous les 150 ans) pourrait provoquer des dégâts majeurs et durables sur les réseaux électriques et numériques. La survenue d'un tel événement en Amérique du Nord priverait d'électricité 20 à 40 millions de personnes sur une durée pouvant aller de 16 jours à 2 ans (Lloyd's / AER, *Solar storm risk to the north American electric grid*, 2013).



LES PÉNURIES ALIMENTAIRES (B2) EN FRANCE CAUSÉES PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE SONT JUGÉES « CERTAINES OU TRÈS PROBABLES » PAR 37 % DES HABITANTS

LA FAMILLE DE RISQUES



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

CE QUI RESSORT DE LA DOCUMENTATION

Si l'aire grenobloise a été plus impactée que d'autres métropoles par la crise économique et financière de 2008, elle a au contraire été moins touchée par la crise du Covid et a connu une embellie économique jusqu'en 2023-2024 se traduisant par un taux de chômage historiquement bas depuis les années 1980.

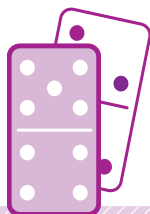
Toutefois le retournement de conjoncture observé à l'échelle nationale depuis 2024 atteint l'aire grenobloise avec une remontée du chômage (qui reste nettement inférieur à la moyenne nationale), une aggravation des défaillances d'entreprises et une baisse des projets de recrutement. Ce retournement de conjoncture (C1) est aggravé localement. Ainsi :

- La pérennité de la filière chimie est menacée depuis que l'avenir de l'entreprise Vencorex est en question (plateforme chimique Le Pont-de-Claix), avec des conséquences en cascade sur des entreprises de la plateforme de Jarrie.

- Le BTP, les commerces de centre-ville sont en difficulté.

- Les deux géants locaux des semi-conducteurs (Soitec et STMicroelectronics) sont confrontés à des incertitudes pouvant les amener à réévaluer les projets d'extension de leurs sites de Crolles et Bernin, par ailleurs contestés par des collectifs d'associations au motif de leurs impacts sur la ressource en eau (hausse de la demande, risque de hausse des rejets de polluants) et sur la consommation d'espaces agricoles.

Malgré la remontée du chômage, de fortes difficultés de recrutement (C4) subsistent dans certains métiers, pouvant être aggravées par des conditions de travail difficiles, des rémunérations peu attractives (C3) ou des difficultés d'accès à un logement abordable (E5).



SPÉCIAL BTP ISÈRE LES AFFICHES, 20/06/24
La construction en plein doute

LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT SONT SUSCEPTIBLES DE DURER ET ENTRAÎNENT DE NOMBREUX EFFETS

DOMINO : dans les secteurs de la santé (E1) et du médico-social (E3), des transports (E8) ou encore de l'éducation (E6). Elles concernent également le BTP, l'hôtellerie-restauration, le tourisme, l'agriculture ou les services aux entreprises.

LA SITUATION SOCIALE POURRA ÊTRE ÉPROUVÉE PAR LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES : montée de la pauvreté (F1), difficultés accrues d'accès à l'emploi notamment pour les jeunes et les seniors (E4). Ces difficultés pèsent également sur les recettes fiscales des collectivités territoriales (D1).

Enfin, la situation économique future pourra être impactée par d'autres risques du RARRE.

- Les effets du changement climatique (A2).
- La hausse du coût et des difficultés d'approvisionnement en énergie (B3) ou en matériaux et matières premières (B4).
- L'aggravation des tensions sur les ressources en eau (B1), qui pourra impacter des secteurs d'activité ou des entreprises très consommatrices.
- L'aggravation des tensions sur l'usage du foncier (B5) avec des entreprises qui peinent à mobiliser des locaux ou des terrains pour répondre à leurs besoins de développement malgré l'appui des collectivités.
- La réduction des marges de manœuvre financières dont disposent les acteurs publics (D1) générant une réduction des commandes publiques et des financements à différents secteurs d'activité (culture, action sociale...).
- ...



© Lou Herrmann

CE QUE DIT L'ENQUÊTE

L'enquête souligne l'inquiétude des habitants face aux conséquences de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières sur la santé des entreprises (B3 / B4 / C1) : jugé « certain » ou « très probable » par 62 % des personnes interrogées, ce risque apparaît comme le plus inquiétant du bloc Économie de l'enquête. Par ailleurs, 53 % des habitants pensent « certain » ou « très probable » que des grandes entreprises du territoire fermeront ou licencieront dans les 10 ans, et 52 % qu'une nouvelle crise économique touchera la France.

Les habitants sont également inquiets de la montée des maladies professionnelles dues au stress ou à l'épuisement (C3) : risque jugé « certain » ou « très probable »

par 56 % des personnes interrogées (à noter que l'actualité sociale a été marquée par des mouvements de grève dans plusieurs entreprises ou services publics pour dénoncer une dégradation des conditions de travail).

La hausse du chômage est jugée plutôt probable (42 % des habitants pensent « certain » ou « très probable » que de plus en plus de personnes auront des difficultés à trouver un travail contre 19 % qui pensent que c'est « assez improbable »). La hausse des difficultés de recrutement rencontre en revanche un point de vue plus contrasté : 38 % pensent qu'elle est « certaine » ou « très probable », 29 % pensent qu'elle est « assez improbable ».



LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL SONT ABSENTS DE LA REPRÉSENTATION DES HABITANTS

Le risque intitulé « votre emploi ou votre secteur d'activité sera menacé dans les prochaines années par le changement climatique » est jugé le moins probable parmi tous ceux testés dans l'enquête (9 % des habitants le jugent « certain » ou « très probable », 57 % le jugent « assez improbable »).

Pourtant, le 3^e Plan national d'adaptation au changement climatique insiste sur les nombreux impacts directs du changement climatique à anticiper sur les conditions de travail dans de nombreux métiers (y compris dans les bureaux, usines ou entrepôts non climatisés, risquant de surchauffer en cas de canicule) et sur le fonctionnement de nombreux secteurs d'activité (dont le tourisme ou l'agriculture et l'agro-alimentaire).



56 % DES HABITANTS

JUGENT « CERTAINE » OU « TRÈS PROBABLE »

**LA MONTÉE DES MALADIES PROFESSIONNELLES DUES AU STRESS
OU À L'ÉPUISEMENT (C3)**

LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) CAPACITÉ
D'ACTION,
D'ANTICIPATION
ET DE TRANSFORMATION

CE QUI RESSORT DE LA DOCUMENTATION

Les acteurs publics (État, collectivités territoriales, universités...) souffrent d'une **baisse de leurs marges de manœuvre financières**. Elle est le fait d'une **restriction des ressources dans un contexte de hausse structurelle des dépenses** causée par l'augmentation des prix de l'énergie, des salaires ou des cotisations retraites des agents, l'augmentation des dégradations liées aux actes de malveillance ou aux aléas naturels, la remise à niveau de nombreuses infrastructures et équipements vieillissants ou encore, pour le Département, la progression des dépenses d'aide sociale obligatoire.

Cette situation se répercute sur les secteurs qui dépendent avant tout des **subventions ou dotations publiques** : culture, action sociale, associations caritatives ou de sécurité civile, sport, établissements privés (à but lucratif ou non) assurant la prise en charge des personnes vulnérables, établissements privés de santé...

Cela se combine avec les difficultés de recrutement, l'ensemble venant alimenter la **dégradation des services publics** (cf. famille E).

La presse locale fait état d'une **crise du bénévolat** impactant les associations caritatives ou de protection civile, mais aussi le recrutement de sapeurs-pompiers volontaires. Les **difficultés croissantes des collectivités territoriales à assurer leurs locaux ou équipements**, en raison de la montée des sinistres liés aux aléas naturels ou aux actes de malveillance, sont également relayées.

Cette situation limite les marges de manœuvre dont disposent les acteurs publics pour se préparer aux risques actuels ou émergents (D6). Et ce, dans un contexte où certains projets et politiques publiques soutenant les transitions peuvent être contestés de façon parfois très virulente (D4, F10) car jugés socialement injustes ou perçus comme portant atteinte à l'activité économique.



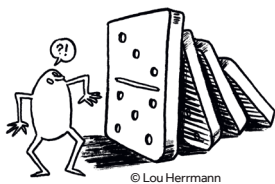
En 2023, le *Global Risks Report* alertait sur le fait que la **succession de crises et d'urgences de court terme freine la capacité des acteurs publics à dégager des moyens financiers et des capacités de réflexion pour anticiper les menaces de long terme**, dans un contexte où la **polarisation sociale, la dégradation du débat public, la montée des populismes ou des extrémismes « réduisent l'espace pour une recherche collective de solutions face aux risques globaux »**.

ISÈRE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 04/02/25

"On nous a résilié deux contrats" : quand les collectivités peinent à trouver un assureur

ISÈRE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 25/02/25

"On se demande si on est encore utile", SOS caserne (des pompiers) en détresse



© Lou Herrmann

CE QUE DIT L'ENQUÊTE

L'enquête interpelle sur la défiance de la population vis-à-vis des acteurs publics (D3). Ainsi, 60 % des habitants n'ont « pas du tout » ou « plutôt pas » confiance dans la capacité des acteurs publics à protéger les populations des risques. Par ailleurs, 57 % d'entre eux jugent assez improbable une hausse de la confiance dans les institutions locales dans les 10 ans à venir.

Les personnes les moins confiantes sont surreprésentées parmi les populations socialement défavorisées (ouvriers, personnes peu diplômées et en difficulté financière).

L'enquête révèle également que, face à la plupart des risques jugés inquiétants, les habitants pensent majoritairement qu'il est possible d'agir localement mais que les pouvoirs locaux n'ont pas pris de mesures pour limiter le risque.

Une majorité d'habitants pense que le manque de moyens humains et financiers des collectivités est appelé à durer (55 % jugent « assez improbable » que la situation s'améliore).

Les représentations sont moins tranchées – bien que majoritairement négatives – sur les deux sujets suivants :

■ Une plus grande capacité des acteurs locaux (collectivités, entreprises, associations) à coopérer et agir collectivement pour faire face aux risques est jugée « certaine » ou « très probable » par 22 % des habitants mais – inversement – « assez improbable » par 30 % d'entre eux.

■ Une plus grande capacité des acteurs locaux à sensibiliser les habitants sur les risques qui les menacent est jugée « certaine » ou « très probable » par 20 % des habitants alors que 30 % pensent – inversement – que c'est « assez improbable ».

Ces deux sujets – coopérations et sensibilisation sur les risques – pourraient constituer des points d'appui pour permettre aux acteurs publics de progressivement regagner la confiance des populations.



DÉSINFORMATION ET MANIPULATION DE L'OPINION : UNE MENACE CROISSANTE Y COMPRIS À L'ÉCHELLE LOCALE

Le *Global Risks Report* alerte depuis plusieurs années sur la montée du risque de désinformation et de manipulation de l'opinion, accru par la diffusion sur les réseaux sociaux et par la capacité croissante de l'intelligence artificielle à générer des *deepfakes* (faux contenus) de plus en plus crédibles.

L'enquête du RARRe souligne que 45 % des habitants de l'aire grenobloise jugent « certain » ou « très probable » que d'ici 10 ans, la France subira des campagnes massives de désinformation jouant – par exemple – sur le résultat des prochaines élections.

À titre d'exemple, localement, en septembre 2024, Grenoble Alpes Métropole a dû publier un démenti face à la diffusion sur les réseaux sociaux d'une fausse information indiquant que l'eau du robinet serait impropre à la consommation dans une quinzaine de communes.



UNE MAJORITÉ D'HABITANTS PENSE QUE LE MANQUE DE MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS DES COLLECTIVITÉS EST APPELÉ À DURER

55 % JUGENT « ASSEZ IMPROBABLE » QUE LA SITUATION S'AMÉLIORE

LA FAMILLE DE RISQUES

(IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX

CE QUI RESSORT DE LA DOCUMENTATION

L'aire grenobloise n'échappe pas à la crise nationale du système de santé et de prise en charge des personnes vulnérables (E1, E3). Ce système sous tension est pris en tenaille entre :

■ Une hausse de la demande (E2) sous l'effet du vieillissement de la population, de l'augmentation des maladies chroniques (affections de longue durée) et de la dégradation générale de l'état de santé mentale et physique liée à l'augmentation de la sédentarité, du surpoids, de l'exposition aux polluants, des facteurs de stress ou d'anxiété (dont la pauvreté et l'insécurité sociale).

■ Une insuffisance de moyens pour y faire face, liée au départ à la retraite de nombreux médecins et aux impacts du numéris clausus limitant le nombre de places en faculté de Médecine jusqu'à sa suppression en 2019, aux difficultés de recrutement (C4) dans les métiers de la santé, du soin et du social, aux restrictions budgétaires et à la hausse des charges dont souffrent les établissements, avec, par exemple, de très nombreux Ehpad publics en déficit chronique ces dernières années.

Cette situation a de lourdes conséquences sanitaires : difficulté d'accès à un rendez-vous médical, saturation des services d'urgence et des maisons de santé ouvertes aux soins non programmés, manque de place dans les structures d'accueil des enfants et adultes en situation de handicap.

Plus largement, elle limite la robustesse du système de santé face à une nouvelle crise sanitaire majeure (nouvelle pandémie, vague de chaleur majeure...).

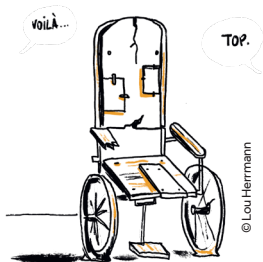
De façon plus globale, l'aire grenobloise n'échappe pas à la dégradation de nombreux services essentiels (E6, E7) : petite enfance (baisse des capacités d'accueil nettement supérieure à celle de la natalité en raison d'une diminution du nombre d'assistantes maternelles), éducation (difficultés de recrutement des enseignants, accompagnants d'élèves en situation de handicap et animateurs périscolaires), police (difficultés de recrutement), justice (avec par exemple une surpopulation carcérale importante).

Enfin, comme de nombreuses grandes aires urbaines françaises, la région grenobloise est confrontée à une crise structurelle de l'accès au logement (E5) qui semble s'aggraver : saturation des dispositifs d'hébergement d'urgence, allongement du délai d'attente pour un logement social, effondrement des mises en chantier... Cette situation réduit la capacité des individus à construire leur parcours de vie, aggrave les inégalités socio-spatiales mais aussi les difficultés de recrutement.

La dégradation de l'accueil des migrants (F5) est également relatée : saturation des structures d'hébergement (conduisant de nombreuses personnes à dormir dans la rue ou dans des écoles), dysfonctionnements de la plateforme numérique permettant la prise de rendez-vous en Préfecture.

SANTÉ MENTALE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 12/12/23
des adolescents fragiles depuis la pandémie

ISÈRE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 18/12/24
Immobilier : le logement social ne sort toujours pas de la crise



© Lou Herrmann

CE QUE DIT L'ENQUÊTE

L'aggravation des difficultés d'accès aux soins (E1, E3) – jugée « certaine » ou « très » probable par presque deux tiers des habitants – est de loin, le risque jugé le plus inquiétant dans l'enquête. Presque 70 % des habitants qui l'ont sélectionné comme inquiétant pensent qu'on peut agir localement, mais seuls 19 % que les pouvoirs locaux ont pris des mesures pour le limiter. Cette représentation paraît en décalage d'une part, avec les faibles moyens d'action dont disposent les collectivités territoriales dans un contexte de pénurie de médecins et d'autre part, avec les actions menées pour tenter d'attirer des médecins et personnels soignants (maisons de santé, appui à l'installation...).

L'enquête souligne trois autres sujets de préoccupation :

- L'impact de la dématérialisation des démarches (E9, E10), avec 80 % des habitants de l'aire grenobloise pensant qu'il sera de plus en plus difficile d'effectuer des démarches si on ne maîtrise pas les outils numériques et 57 % que les difficultés d'accès au service public

et aux droits sociaux auront plutôt tendance à augmenter. À noter : cela rejoint les alertes du Défenseur des Droits (en 2022) sur les effets pervers du tout numérique et de la fermeture des guichets (complexification de l'accès au droit pour les personnes qui ne « rentrent pas dans les cases » du système ou qui souffrent d'illectronisme).

- La hausse du coût des déplacements (E8 : augmentation du prix de l'essence, difficulté à changer de voiture), jugée « certaine » ou « très probable » pour 72 % des habitants.

- Les difficultés d'accès au logement (E5), jugées « certaines » ou « très probables » pour 61 % des habitants.

L'enquête révèle enfin qu'une part significative de la population doute de la pérennité du système français de protection sociale : près de 40 % des habitants de l'aire grenobloise pensent qu'il est « certain » ou « très probable » que ce dernier sera partiellement démantelé dans les 10 ans (contre un quart des habitants qui jugent cette hypothèse « assez improbable »).



QUAND LA CRISE DU SYSTÈME DE SOINS ET DE PRISE EN CHARGE DES PERSONNES VULNÉRABLES SE RÉPERCUTE SUR L'ACTIVITÉ DU SDIS (SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS)

Le SDIS de l'Isère note une augmentation du nombre d'interventions pour des « secours à personne » qu'il attribue aux difficultés d'accès à un professionnel de santé (notamment pour des « soins non programmés ») mais aussi au vieillissement de la population et à l'augmentation du nombre de personnes âgées isolées qui n'ont pas d'autres solutions que d'appeler les pompiers pour – par exemple – les aider à se relever à la suite d'une chute. Cette hausse s'inscrit dans un contexte où les moyens humains du SDIS sont pénalisés par la difficulté croissante à recruter et à fidéliser des sapeurs-pompiers volontaires.

C'est pourquoi le SDIS s'appuie sur des données concernant le vieillissement de la population, l'offre de soins et l'évolution du nombre d'aidants familiaux pour dimensionner ses capacités d'intervention futures dans le cadre de la révision de son Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).



61 % DES HABITANTS JUGENT « CERTAINES » OU « TRÈS PROBABLES » LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU LOGEMENT (E5)

LA FAMILLE DE RISQUES



COHÉSION SOCIALE

CE QUI RESSORT DE LA DOCUMENTATION

Si le taux de pauvreté de l'aire grenobloise est inférieur à la moyenne nationale, le territoire n'échappe pas à la tendance nationale de **montée de la pauvreté (F1)** et des **inégalités sociales (F2)**, alimentée par l'inflation, l'aggravation du poids des dépenses contraintes dans le budget des ménages ou les difficultés d'accès à un emploi suffisamment stable et rémunérateur **(C1, E4)**.



À NOTER La pauvreté touche plus fortement certaines catégories de population dont les familles monoparentales et les jeunes. Elle génère de multiples effets pervers : mal logement **(E5)**, précarité alimentaire **(B2)**, précarité énergétique **(B3)**, renoncement à des soins de santé **(E1)**, etc., et provoque un **sentiment d'insécurité sociale** qui pèse sur la capacité à se projeter dans le futur et sur la santé mentale.

Concernant le sentiment d'insécurité (qui s'exprime dans le **risque F6** Dégradation du vivre ensemble), l'**agglomération grenobloise connaît, depuis avril 2023, une vague sans précédent de fusillades et règlements de comptes liés au trafic de drogue (F4)** en dépit des efforts des forces de l'ordre. Ce narcotrafic impacte fortement la vie quotidienne dans les quartiers concernés : pressions et menaces, suspensions d'activités périscolaires ou sportives, destructions d'équipements publics...



À NOTER Les syndicats de policiers alertent sur les effets négatifs de la réforme de la police judiciaire et de la priorité donnée au démantèlement des points de deal qui limite les moyens disponibles pour identifier les têtes de réseaux **(E7)**.



Le **Global Risks Report** alerte sur la montée en puissance des « activités économiques criminelles ou illicites » (dont l'évasion fiscale et la délinquance en col blanc) et plus largement, sur l'essor des organisations mafieuses et criminelles alimenté par la hausse de la pauvreté, l'absence de perspectives d'intégration sociale ou la fragilisation des États...

Pour autant – et malgré l'enracinement du trafic de drogue dans l'agglomération grenobloise – l'enquête du RARRe souligne que 44 % des habitants pensent qu'il est « assez improbable » en France que les réseaux mafieux prennent le contrôle d'une partie de la société.

GRENOBLE LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 25/05/24

Les jeunes migrants, chair à canon de la guerre des gangs

LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ, 15/09/24

Le Secours populaire alerte sur l'avancée de la précarité



© Lou Herrmann

CE QUE DIT L'ENQUÊTE

L'enquête du RARRe confirme le ressenti général des Français d'une dégradation du lien social (F6) : près de 70 % des habitants pensent que, dans l'aire grenobloise, le racisme et les discriminations vont augmenter et 65 % que les gens auront plus de mal à vivre ensemble. Cela peut s'expliquer par une actualité internationale et nationale qui nourrit les tensions et les craintes au sein de la société : conflit israélo-palestinien qui alimente les tensions entre communautés, actes racistes et antisémites, dissolution de l'Assemblée nationale et instabilité politique associée, montée de l'extrême droite, vagues de violence chez les jeunes, enracinement du narcotraffic...

Environ 80 % des habitants pensent que le nombre de personnes pauvres et les inégalités entre riches et pauvres (F1, F2) tendront à augmenter dans les 10 ans, ce

qui rejoint la documentation de ces risques. Près des trois quarts des habitants pensent que le nombre de personnes souffrant de solitude (F7) va s'accroître, ce qui est corroboré par l'augmentation rapide du nombre de personnes vivant seules ainsi que des familles monoparentales.

Environ 70 % des habitants pensent que les violences lors des manifestations sociales ainsi que l'insécurité et la délinquance vont s'aggraver. Ces derniers viennent en seconde position des risques du RARRe jugés les plus inquiétants.

Enfin, bien que la part de collégiens de Grenoble Alpes Métropole inscrits dans un établissement privé ait baissé de 4 points entre 2015 et 2022 (source OBS'y, sept. 2024), près de 60 % des habitants pensent que les inégalités au sein du système éducatif (F3) vont augmenter.



RUPTURE DÉMOGRAPHIQUE (F9) – LES TENDANCES EN COURS ET ÉVOLUTIONS À ANTICIPER

L'Isère n'échappe pas à la tendance nationale de baisse de la natalité, liée la combinaison de trois phénomènes :

- **La baisse du désir d'enfants, aggravée par la montée des inquiétudes pour l'avenir (F8)** comme le démontre une étude nationale de l'Ined (Institut national d'études démographiques).
- **Les obstacles à la réalisation du désir d'enfants** (expliquant que le nombre d'enfants par foyer est en moyenne inférieur au nombre d'enfants souhaités), qui ont tendance à s'aggraver selon l'Unaf (Union nationale des familles) : difficulté d'accès à un mode de garde amplifiée par la baisse des capacités d'accueil (cf. famille E), **crise de l'accès au logement (E5)**, **difficulté d'accès à un emploi stable pour les deux membres du couple (F4)**, hausse du coût de la vie...
- **La baisse de la fertilité** due à l'âge plus tardif auquel les couples font des enfants mais aussi aux conséquences de l'exposition aux polluants et des modes de vie.

En parallèle d'une tendance lourde au vieillissement de la population, l'espérance de vie continue d'augmenter. Cela pourrait toutefois changer sous l'effet de l'**impact sanitaire de l'exposition aux polluants** et de la **sédentarité** ou encore, de la **crise persistante du système de santé**. Pour autant, dans l'enquête du RARRe, **37 % des habitants pensent qu'il est « assez improbable »** que l'espérance de vie diminue dans l'aire grenobloise à cause du **changement climatique** (même si 25 % des habitants pensent au contraire que c'est « certain » ou « très probable »). À noter que selon les projections du programme *Human Climate Horizons (HCH)* des Nations Unies, **la hausse des températures liée au changement climatique pourrait favoriser une baisse de la mortalité en France** car le déclin des décès dus au froid serait plus fort que la hausse de ceux causés par l'aggravation de la durée et de l'intensité des vagues de chaleur (Source Ined).

Quant à l'arrivée massive de populations fuyant leurs pays à cause des guerres ou du changement climatique, elle est jugée « certaine » ou « très probable » par **54 % des habitants** de l'aire grenobloise. **Mais cette crainte doit être relativisée.** En 2023, seuls 4 000 ménages ont fait une première demande d'asile en Isère. Et **l'immense majorité des personnes déplacées restent dans les régions ou pays limitrophes** (car peu ont les possibilités financières et d'entraide permettant de tenter une migration au long cours, source Ined).



ENVIRON 80 % DES HABITANTS PENSENT QUE LE NOMBRE DE PERSONNES PAUVRES ET LES INÉGALITÉS ENTRE RICHES ET PAUVRES (F1, F2) TENDRONT À AUGMENTER DANS LES 10 ANS



PARTIE 3

DÉBATTRE

LES ENSEIGNEMENTS DU FORUM

UN FORUM EN MODE DESIGN FICTION

Le second forum du RARRe s'est tenu le 13 mai 2025, en présence d'une cinquantaine de participants : élus, responsables de collectivité, chercheurs, issus des territoires de la région grenobloise. Pensé et organisé par un groupe de travail de l'Atelier des Futurs, il était inscrit dans la programmation grenobloise de la Biennale des villes en transition. Le lieu (hall du palais des sports), l'accueil et la logistique étaient mis à disposition par la Ville de Grenoble.

Son objectif, après une présentation rapide des résultats des phases Documenter et Questionner, était de mettre les participants en situation d'imaginer des pistes de résilience face à la manifestation de risques sur le territoire en 2030, dans le cadre d'un atelier de Design fiction, conçu selon la méthode « *How to, What if* ».

UN FORUM MOBILISATEUR

UNE DIVERSITÉ D'ACTEURS RÉUNIS POUR PARTAGER LES RÉSULTATS DU RARRe ET S'INITIER À LA PROSPECTIVE DES RISQUES

Le Forum a mis en présence des acteurs très divers, leur donnant l'opportunité de se rencontrer et d'échanger en dehors de leurs scènes institutionnelles. Malgré une moindre présence d'élus par rapport à la première édition, la grande attention et la motivation des participants a donné lieu à un travail de qualité.

En s'invitant dans la programmation de la Biennale des villes en transition et au sein de l'espace Grenoble 2040 magnifiquement illustré de la fresque du futur (support de la démarche prospective Grenoble 2040), le RARRe manifestait son ancrage territorial et sa volonté de faire converger les démarches prospectives locales menées par les collectivités.

Les principaux objectifs poursuivis étaient les suivants :

- Acculturer les participants à la prospective des risques et à la résilience sur notre territoire ;
- Faire toucher du doigt les effets domino ;
- Identifier des pistes de travail / d'action pour favoriser la résilience locale.



Étape-clé de la démarche du RARRe, le Forum est l'occasion de réunir des acteurs locaux pour les informer, les sensibiliser, mettre en débat les résultats, nourrir leurs réflexions, et imaginer avec eux des mises en mouvement possibles. C'est aussi l'occasion de recueillir les attendus en matière d'amélioration de la démarche, au sens de sa meilleure utilité pour l'action publique.

AU CŒUR DU FORUM : UNE MISE EN SITUATION PROSPECTIVE

Aux participants aléatoirement répartis en huit tables de six à huit personnes, il a été proposé de s'immerger dans un scénario local plausible en 2030. Ce scénario – conçu à partir des travaux du RARRe - devait permettre d'explorer à la fois un aléa conjoncturel de nature catastrophique aggravé par des dynamiques de fragilisation structurelle de notre territoire sur un temps plus long. Il a été tissé à partir de quatre fils rouges thématiques issus des principaux risques relevés pour la région grenobloise, notamment : crise de la santé ; aléa climatique ; baisse des budgets publics ; crise numérique.

L'INTRODUCTION EN DESIGN FICTION

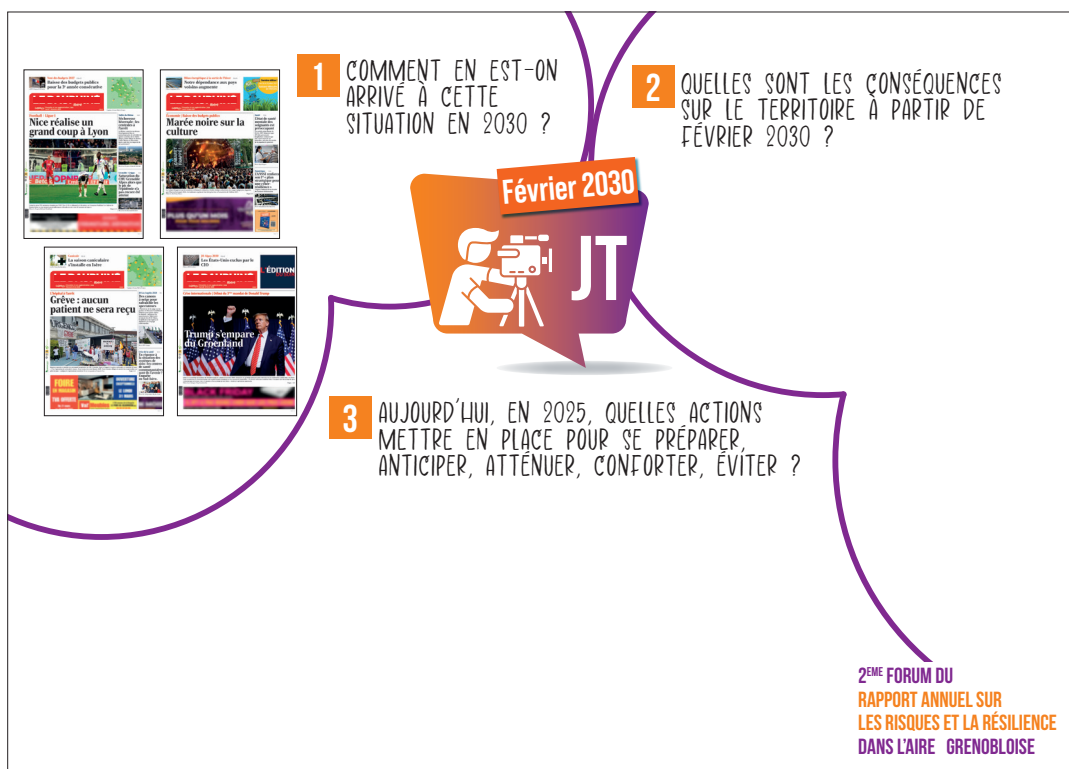
Un journal télévisé fictif a capté l'attention des participants qui ont ensuite poursuivi leur immersion dans le scénario à l'aide de Unes fictives du Dauphiné Libéré.

LE SCÉNARIO

Notre territoire se trouve devant une situation de rupture, du fait d'un black-out de grande ampleur, provoqué par une cyberattaque au début des Jeux olympiques d'hiver 2030. Cet événement s'inscrit dans un contexte où l'aire grenobloise est fragilisée par l'aggravation de la crise du système de santé, la réduction des budgets publics et par une série d'aléas climatiques (sécheresses, canicules) provoquant des effets domino sur la production d'énergie (mise à l'arrêt des centrales nucléaires de la vallée du Rhône) ou sur l'offre culturelle en baisse drastique faute de financements.



Une séance conçue et animée avec l'appui de Marie Leroy, consultante en design fiction



Face à ce scénario, la séance de travail (1h30) était construite en trois temps itératifs à partir de la méthode d'animation prospective
How to? (Comment faire ?)
What if? (Et si ?)
So what? (Et alors, et ensuite ?)

LA MÉTHODE

1 [How to ?]

Poursuivre notre immersion et comprendre comment on en est arrivé là.

2 [What if ?]

Réfléchir aux conséquences pour le territoire et ses habitants à l'horizon 2030 et aux enjeux d'anticipation.

3 [So what ?]

Être force de proposition sur ce qu'on peut faire dès à présent, sur les actions à engager dès 2025 pour se préparer.

Chaque table avait un profil spécifique de territoire (rural, urbain, montagne ou périurbain) de manière à ancrer territorialement les réflexions et ajuster les réponses.

UN EXERCICE RICHE D'ENSEIGNEMENTS

L'exercice a été apprécié des participants, très actifs et enthousiastes durant le temps imparti. Ils se sont facilement saisis du scénario (« prémonitoire », car écrit avant le black-out en Espagne-Portugal du 28 avril 2025), jugé crédible et réaliste. Ils auraient souhaité le faire durer plus longtemps, notamment pour partager ensemble les réflexions produites à chaque table, chacune ayant eu sa propre dynamique d'échanges, de projections et d'approche des sujets. Les visions exprimées oscillent entre optimisme et pessimisme, avec un trait commun : la nécessité d'adosser le rôle des pouvoirs publics à une plus grande responsabilisation des habitants, via la construction d'une solide culture du risque.



Design Fiction ?

Le Design Fiction est une approche prospective conçue pour explorer des futurs possibles. Cette méthode transforme des hypothèses plausibles en scénarios immersifs (mis en images) permettant aux organisations de se projeter pour mieux anticiper les changements à venir et imaginer des solutions. Elle s'appuie sur des objets fictifs et souvent sur des questions du type « Et si ? » pour stimuler la créativité collective et explorer des disruptions majeures.

LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXERCICE PROSPECTIF

AVERTISSEMENT

Lors de la mise en situation prospective, chaque table a dessiné sa propre vision de l'après 2030 sur un territoire donné. Les éléments qui suivent en donnent un compte rendu, complété d'analyses produites par l'Agence d'urbanisme. Ils témoignent de la densité des réflexions autant que de la diversité des sujets et des exemples d'action qui ont émergé.

UNE VULNÉRABILITÉ À COURT TERME DE NOS TERRITOIRES ET NOS SOCIÉTÉS

Les effets domino d'un black-out de longue durée ont été explorés et débattus. Une table a bénéficié du témoignage d'un participant qui a vécu celui qui a touché la péninsule ibérique le 28 avril 2025 pendant plus de 12 heures.

Notre dépendance majeure vis-à-vis des systèmes électriques et numériques a été mise en exergue : ils conditionnent le fonctionnement de la quasi-totalité des chaînes d'approvisionnements et services essentiels. **Le risque d'un redémarrage difficile des différents systèmes**, si le black-out perdure, est également perçu, comme celui de **pollutions** liées à l'arrêt des dispositifs d'assainissement.

Beaucoup ont souligné les **impacts sociaux et psychologiques d'une situation où tout ce qui nous est essentiel sans qu'on y pense s'interrompt pour une durée indéterminée** (robinets à sec, paiements en CB ou retraits et cuisson des aliments impossibles, interruption de la chaîne du froid, coupures de téléphone, plus d'accès à Internet, impossibilité de faire le plein ou de recharger sa voiture, interruption des transports en commun, etc.). Sont évoquées des situations d'angoisse, de crise de panique, de réactions incontrôlées, de violences ou de pillages ; ou a contrario des mouvements de solidarité et d'entraide.

La mise en **grande difficulté de la continuité des services de secours et de l'activation des procédures de gestion de crise** (plans communaux et intercommunaux de sauvegarde par exemple) a également été soulignée.



D'autres vulnérabilités seraient activées par la crise persistante du système de santé, par la poursuite de la baisse des budgets publics, par l'aggravation des manifestations du changement climatique ou par les tensions sur l'approvisionnement énergétique :

- La mise à mal des capacités d'action et d'anticipation des acteurs publics par : la forte réduction de leurs marges de manœuvre financières, la nécessité de faire face à une succession permanente d'urgences.
- La dégradation des infrastructures de transport que les finances publiques ne permettent plus d'entretenir et la difficulté à maintenir des lignes de transports en commun accroissant les difficultés de déplacement et l'isolement de certaines populations.
- L'arrêt de nombreux événements ou fermeture des lieux culturels faute de subventions.
- La mise à mal du modèle économique des territoires de montagne de plus en plus impacté par le manque de neige et une filière bois pénalisée par la mortalité des résineux.
- L'émergence d'une situation de « sobriété subie » due aux tensions sur l'approvisionnement énergétique (antérieures au black-out).
- La confiance des populations minée par la succession de crises et de dégradations, engendrant des réflexes de repli survivalistes. L'angoisse ou mal-être social affectent les plus jeunes.
- Les migrations résidentielles de la ville vers les montagnes (refuges face aux vagues de chaleur) mais aussi des montagnes ou de la campagne vers les villes (accès aux soins, aux services).

DES PISTES ENVISAGEABLES POUR LA RÉSILIENCE DE L'AIRE GRENOBLOISE

ANTICIPER LA GESTION DE CRISE

Prévoir des « plans B » pour maintenir les fonctions vitales en cas d'interruption des réseaux énergétiques, numériques ou électriques

L'anticipation des conséquences du black-out invite les autorités publiques à mettre en place des **stocks stratégiques** et des **dispositifs low tech**

permettant d'assurer la continuité – en mode dégradé – de systèmes de communication essentiels, de centres de soins, de services de secours, de l'approvisionnement en eau potable...
Ont été évoqués : le maintien ou le développement de réseaux de communication par radio, la constitution de stocks alimentaires non périssables, la conservation d'archives et de données papier...

ON POURRAIT DÈS MAINTENANT...

- Organiser des stress tests et des exercices de simulation permettant d'anticiper le fonctionnement des services de gestion de crise et des services publics essentiels en cas de coupure durable des réseaux électriques ou numériques.

Anticipation et gestion des crise : passer d'un modèle qui repose sur les autorités publiques à une logique de partage des responsabilités impliquant les habitants et la société civile

Certains échanges ont porté sur le fait qu'en cas de crise, les **habitants se reposent avant tout sur les pouvoirs publics et attendent d'être pris en charge ou guidés par les autorités**. L'importance d'une **responsabilisation des habitants** a été soulignée, en vue d'un partage des rôles entre les acteurs publics et la société civile pour anticiper et gérer les crises, y compris pour anticiper des situations où les acteurs publics seraient eux-mêmes défaillants.

Cela supposerait de **développer une culture du « savoir réagir » et de l'anticipation** (constitution de stocks alimentaires dans chaque foyer, redécouverte de savoir-faire comme la fabrication de conserves ou l'agriculture potagère, généralisation des formations aux premiers secours) ; et une **culture de**

l'émancipation citoyenne où les individus se prennent en mains sans tout attendre des autorités. Il a été évoqué que **les plans de gestions de crise** (plans communaux et intercommunaux de sauvegarde) **soient élaborés en concertation avec les habitants et la société civile et intègrent une palette de risques élargie** (au-delà des risques naturels et technologiques réglementaires). Des **exercices réguliers de simulations de crise** (par ex. une journée par an sans eau courante ou sans électricité) permettraient d'ancrer cette culture de l'anticipation des crises dans le quotidien. Des **projets pédagogiques** pourraient être menés dans les écoles, collèges, lycées, universités et des **débats publics** avec les habitants. A été évoquée enfin, l'idée d'un **réseau de citoyens relais**, sensibilisés à l'anticipation et à la gestion des crises au sein de chaque copropriété ou hameau.

ON POURRAIT DÈS MAINTENANT...

- Systématiser la mise en place des « réserves communales de sécurité civile » et renforcer leurs effectifs.
- Relayer et soutenir les efforts du SDIS pour faire face aux difficultés de recrutement des sapeurs-pompiers volontaires (**cf. risque D6**).
- Multiplier les « stress tests » et des exercices de crise impliquant très largement la population.
- Mettre en œuvre à l'échelle individuelle les consignes recommandant de faire des stocks d'eau et de nourriture dans les logements ainsi qu'un « sac de survie » à emporter en cas d'évacuation.
- Mettre à jour les Dicrim (Documents communaux d'information sur les risques majeurs) et les rendre plus percutants pour mieux toucher le public.

RENFORCER LES SOLIDARITÉS ET LES CAPACITÉS D'AUTO-ORGANISATION DES HABITANTS ET DE LA SOCIÉTÉ À L'ÉCHELLE DES QUARTIERS, DES VILLAGES, DES TERRITOIRES

La plupart des groupes ont imaginé que le **contexte de crise ferait émerger des nouvelles solidarités** entre générations, entre territoires, sous forme de collectifs, de centres de santé communautaires, d'habitat intergénérationnel.

Certains ont évoqué la possibilité que des **chantiers collectifs** viennent mobiliser les habitants d'un secteur pour entretenir des ruisseaux, des digues, des routes et le **développement du bénévolat**. Les **échanges de services, le troc...** pourraient (re)devenir des bases du lien social et des échanges économiques de proximité. Ces réseaux de solidarité, en partie déjà là, constituent une ressource à soutenir et étendre en prévision des crises à venir.

ON POURRAIT DÈS MAINTENANT...

- Soutenir l'émergence de réseaux d'entraide et de solidarité à l'échelle locale (tant en ville qu'à la campagne) : fêtes de voisinage, chantiers collectifs, centres de santé communautaires, projets d'habitat partagé, réseaux d'échanges de services ou de savoirs...



REPENSER L'ACCÈS AUX SOINS ET LE RAPPORT À LA SANTÉ EN S'INSPIRANT DE LA LOGIQUE DES CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES

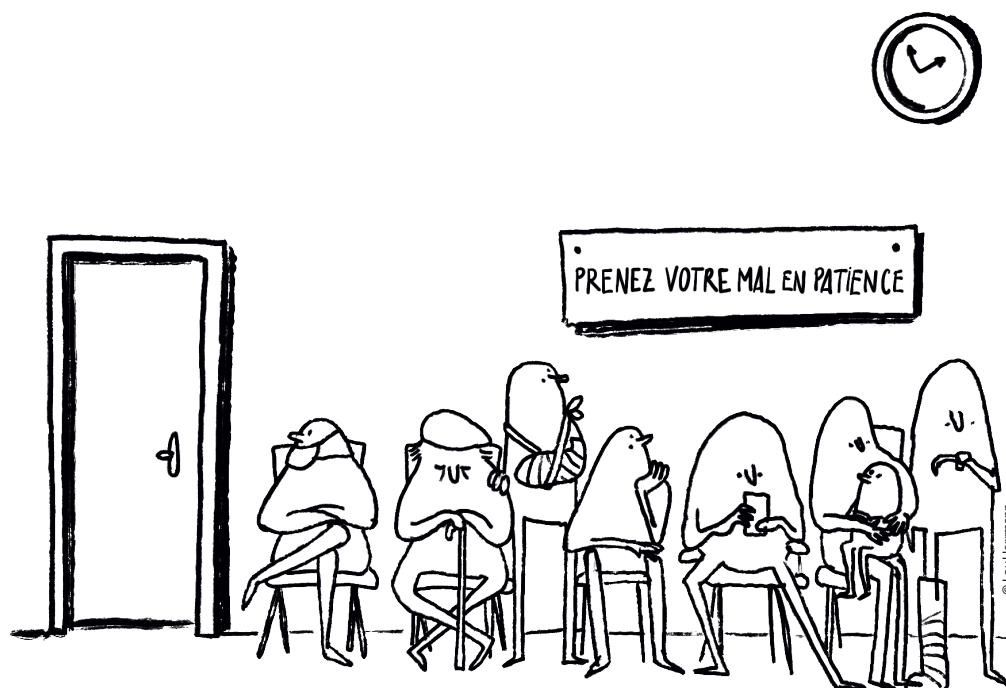


À NOTER *Les centres de santé communautaires cherchent à développer le **pouvoir d'agir et l'expertise des habitants et des communautés vis-à-vis de leur santé**, en les aidant à mettre en place des démarches de prévention et à développer leurs compétences en la matière. Les **professionnels de santé y travaillent en lien étroit avec les habitants et déploient des actions complémentaires aux soins**, notamment en s'inspirant des principes de **l'éducation populaire** : co-construction de groupes, d'ateliers ou d'autres événements permettant de consolider le lien social, de renforcer le pouvoir d'agir des personnes et de construire de la solidarité.*

Certains participants ont imaginé que ces centres de santé dispensent des **formations aux premiers secours et aident les habitants à acquérir des connaissances médicales de base** mais aussi, à **structurer des réseaux d'entraide**. Ces centres pourraient également travailler avec les Communautés territoriales de professionnels de santé (CTPS) et avec l'hôpital pour **organiser des « brigades de santé »** allant à la rencontre des habitants sur les territoires ruraux ou de montagne.

ON POURRAIT DÈS MAINTENANT...

- Accentuer le soutien à la création de maisons de santé à l'échelle des territoires et les inciter à s'inspirer de la logique de fonctionnement des centres de santé communautaires.
- Accentuer le soutien à la mise en réseau des professionnels de santé à l'échelle des communautés territoriales des professionnels de santé (CTPS) et inviter ces communautés à s'inscrire dans une démarche de prévention et d'éducation à la santé.



RENFORCER L'AUTONOMIE DES TERRITOIRES NOTAMMENT SUR LE PLAN ÉNERGÉTIQUE ET ALIMENTAIRE, VOIRE REPENSER LEUR MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ces thématiques ont notamment été abordées aux tables traitant des territoires périurbains, ruraux ou de montagne. À l'échelle des villages, **les habitants pourraient s'organiser** (avec l'appui des collectivités) **pour produire leur alimentation** (jardins potagers, jardins partagés, maraîchage, micro-élevages...) et **leur énergie, mais aussi pour renforcer les circuits courts** alimentaires et les boucles locales d'autoconsommation énergétique.

Certaines tables ont souligné qu'un **nouveau modèle de développement économique des territoires** conforterait leur autonomie de fonctionnement et d'adaptation au contexte futur.

Par exemple :

- Redéfinir collectivement le business model du territoire (tant en montagne – pour faire face à la réduction de l'enneigement – qu'en ville).
- Favoriser la relocalisation de certaines activités et la promotion de secteurs tournés vers la réponse aux besoins locaux (artisanat, tourisme de proximité...).
- Renforcer les aides aux acteurs de l'économie sociale et solidaire.
- Travailler avec la filière bois sur un modèle économique hors résineux.
- Développer l'usage du vélo, de la traction animale.
- Etc.

Cette recherche de l'autonomie, de l'autosuffisance, pourrait toutefois se heurter aux effets du changement climatique (sécheresse, tensions sur la ressource en eau).

ON POURRAIT DÈS MAINTENANT...

- Accentuer le soutien aux initiatives favorisant le renforcement des capacités locales de production énergétique ou alimentaire en circuit court : centrales solaires ou éoliennes citoyennes, autoproduction énergétique, jardins partagés, Amap...
- Mettre en place des ateliers associant collectivités et acteurs de la société civile pour faire émerger des projets de territoire orientés vers le bien-être durable, en s'inspirant de la méthode Spiral (*Societal Progress Indicators for the Responsibility of All* – indicateurs de progrès social pour la responsabilité de tous).



ANTICIPER LES MUTUALISATIONS ET LES RENONCEMENTS LIÉS À LA RÉDUCTION DES MARGES DE MANŒVRE FINANCIÈRES DES ACTEURS PUBLICS ET À L'AGGRAVATION POTENTIELLE DES CRISES

À certaines tables, les échanges ont permis aux participants de prendre du recul, de partager leurs expériences liées à des situations de crise déjà vécues (catastrophe naturelle, pollution accidentelle d'un réseau d'eau potable). Ils ont évoqué le diktat de la succession des urgences, le manque de temps et de moyens pour organiser des retours d'expérience ou pour mettre en place des réserves citoyennes de sécurité civile.

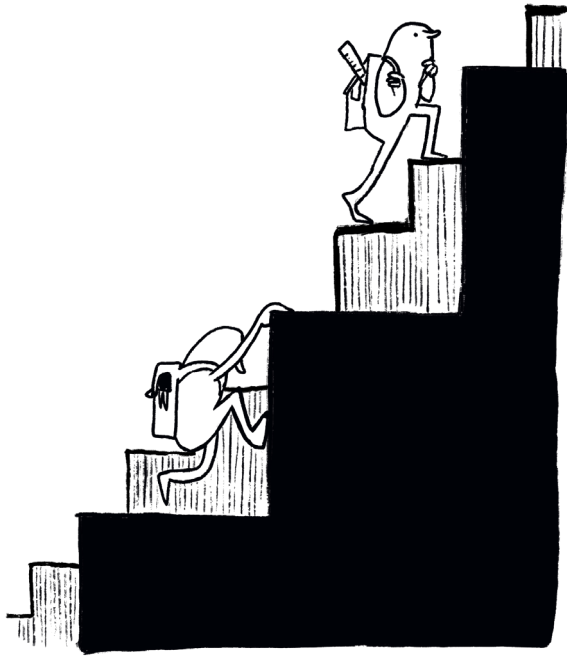
L'examen du scénario prospectif a montré que la poursuite d'une dégradation des finances publiques pourrait entraîner des défauts d'investissements sur la maintenance des infrastructures et équipements. Parallèlement, l'augmentation du nombre de crises et de leur gravité entraînerait des arbitrages politiques de plus en plus difficiles entre la gestion des urgences et la prévision / planification à moyen ou long terme.

Dans ce contexte, les collectivités seront de plus en plus amenées à clarifier les priorités budgétaires, ce qui implique des choix, donc des renoncements (abandon de certaines infrastructures ou équipements, regroupements ou mutualisation de services et de locaux).

ON POURRAIT DÈS MAINTENANT...

- Organiser des ateliers permettant de réfléchir à « ce qu'il semble indispensable de préserver tel quel », « ce qu'on pourrait abandonner, ce à quoi on pourrait renoncer » et « ce qu'il faudra transformer » afin d'anticiper les choix futurs dans un contexte de raréfaction des ressources et des moyens.





PARTIE 4

ESSAIMER & CONCRÉTISER

LES ACTIONS RÉALISÉES

FAIRE ŒUVRE UTILE : UNE DÉMARCHE AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE

Plus qu'un rapport, le RARRe est une démarche d'utilité publique au service des élus et décideurs locaux. Elle vise à les informer, à les sensibiliser et à les aider à concevoir des politiques et projets éclairés et résilients. C'est pourquoi les membres de l'Atelier des Futurs multiplient les outils et occasions de présentation, d'échanges et de mises en situation, dans une volonté d'essaimage et de concrétisation, sur le grand territoire grenoblois et ailleurs.

UN PANEL D'OUTILS DE COMMUNICATION, DE VALORISATION ET DE SENSIBILISATION

L'objectif des outils qui sont progressivement développés par l'Atelier des Futurs n'est pas seulement de faire connaître la démarche et ses productions. Il est aussi de **permettre aux acteurs qui le souhaitent de se les approprier afin qu'ils en deviennent eux-mêmes des ambassadeurs**. Diffuser au maximum les réflexions qui alimentent le RARRe et les travaux qui en découlent doit permettre de les essayer autant que possible.

L'ESPACE INTERNET : WWW.AURG.FR

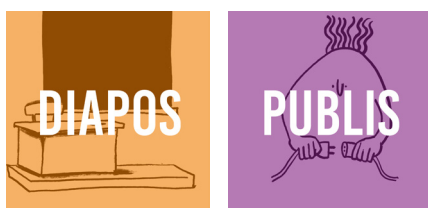
Il permet de s'informer sur la démarche et ses productions et également, de télécharger tous les documents (rapports, livrets-risques, annexes...), les outils de communication, d'accéder à des vidéos et à des ressources.

LE BLOG DE VEILLE (veille.aurg.fr)

La focale Futurs du blog de veille de l'Agence donne accès à des articles, émissions, études... dédiés à des analyses et regards prospectifs.

LES CROQ'FUTURS

Un des engagements de l'Atelier des Futurs est de contribuer au partage d'expériences et à un élargissement du domaine de la prospective, à des fins d'essaimage et de résilience. Dans cet objectif, l'Agence accueille ses partenaires à l'occasion de temps trimestriels courts, participatifs et conviviaux. Ces Croq'Futurs, aux sujets et intervenants très diversifiés, permettent de s'acculturer mutuellement aux questions de prospective territoriale. Une quinzaine de séances ont déjà eu lieu, à voir en replay sur le site du RARRe.



↓
Disponible sur www.aurg.fr

LES VIDÉOS ET DIAPOS

Une vidéo de 6' et un diaporama de présentation permettent à chacun de présenter la démarche en autonomie dans le cadre d'un conseil communautaire ou municipal par exemple.

L'EXPOSITION

Une quinzaine de panneaux présentant les familles de risques, la revue de presse et les principaux enseignements, ainsi que 6 totems illustrés de chiffres clés et dessins, des vidéos et un jeu de cartes, sont proposés aux acteurs institutionnels qui souhaitent promouvoir la démarche du RARRe et diffuser ses contenus. Un mobilier itinérant est mis à leur disposition par l'Agence d'urbanisme permettant la présentation et l'installation de ces différents supports et fichiers autoportants.



LE JEU SÉRIEUX

44 cartes risques et une matrice Probabilité / Impact permettent d'animer des exercices d'intelligence collective autour de l'identification des risques pouvant impacter une collectivité, un territoire, une stratégie ou un projet. Un kit d'animation sera prochainement proposé pour permettre à chacun de déployer en autonomie des ateliers d'intelligence collective au prisme des risques du RARRe.



DES ATELIERS D'ÉCHANGE ET DE SENSIBILISATION TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

LE JEU SÉRIEUX DU RARRe

Support d'échanges et de projections, il a été utilisé à de multiples occasions lors de cette seconde édition. Très souple d'utilisation, il a été adapté aux attendus spécifiques des commanditaires (répondre à une question, nourrir un diagnostic ou alimenter une réflexion stratégique) et au temps disponible (avec les 44 risques ou une sélection), afin d'être le plus productif possible.

COLLECTIVITÉS DE L'AIRE GRENOBLOISE

2023

⇒ **SMMAG** (Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise) – Atelier avec les agents : identifier les risques susceptibles d'impacter le système de mobilité à l'échelle de l'aire grenobloise.

2024

⇒ **Grenoble Alpes Métropole - Atelier urbain** « polarité des Boucles de l'Isère » associant différents services de la Métropole et 5 communes de son territoire : identifier les risques susceptibles d'impacter le territoire et la démarche de projet à l'échelle de la polarité.

⇒ **Grenoble Alpes Métropole - Séminaire des managers** : identifier les risques susceptibles d'impacter les capacités d'action de la Métropole d'ici 2032 (fin du prochain mandat).

2025

⇒ **Groupe Projet SCoT** regroupant les techniciens des sept EPCI membres de l'Établissement public du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la grande région de Grenoble et des institutions partenaires – Atelier dans l'optique de la révision du SCoT à 2050 : identifier les risques sur lesquels le schéma a pris en tant que document de planification ; identifier les risques susceptibles d'impacter le fonctionnement du territoire ainsi que la capacité à mettre en œuvre les dispositions du schéma et à obtenir les effets désirés.

⇒ **Communauté d'agglomération du Pays Voironnais (CAPV) - Réunion de coordination des managers et chefs de projet** : identifier les risques impactant les capacités d'action de la collectivité ; les équipements, réseaux, et infrastructures qu'elle gère ; les besoins (notamment sociaux) auxquels elle cherche à répondre dans le cadre de ses politiques publiques.

⇒ **8^e temps fort du Pacte économique local** (représentants des collectivités et de grandes entreprises du territoire Grenoble Alpes - Grésivaudan, Pays Voironnais et Grenoble Alpes Métropole) - à partir d'une liste présélectionnée, identifier les risques incontournables (qui vont impacter l'activité économique grenobloise) à prendre en compte pour actualiser la stratégie et le plan d'action du Pacte économique local. Ce premier atelier recueille la matière pour alimenter un second temps en mode forum ouvert permettant d'imaginer les actions que le Pacte économique local pourrait porter pour anticiper / atténuer chaque risque et s'y préparer.

⇒ **Communauté de communes Le Grésivaudan - Séance avec les managers** dans le cadre d'un atelier risques traitant à la fois du PICS (dimension opérationnelle ciblée risques majeurs) et du RARRe : identifier les risques impactant l'exercice des compétences de la collectivité.

AUTRES ACTEURS DE L'AIRE GRENOBLOISE

2024

⇒ **Collège Pierre Dubois, Seyssinet-Pariset** : exercice de sensibilisation auprès d'une classe de 4^{ème}.

2025

⇒ **Institut d'urbanisme et de géographie alpine (IUGA)** intervention auprès des étudiants de deuxième année du Master Urbanisme et Projet Urbain. Sensibilisation avec le jeu sérieux (chaque année depuis janvier 2023).

EN DEHORS DE L'AIRE GRENOBLOISE

2023

⇒ **Colloque national de la FNAU** (Fédération nationale des agences d'urbanisme, à Clermont Ferrand) – Utilisation du jeu sérieux dans le cadre de l'atelier « culture et prospective des risques : penser nos résiliences à l'heure de l'anthropocène ».

2024

⇒ **Conférence Archipel 2024** (colloque scientifique, Lyon) – Utilisation du jeu sérieux dans le cadre d'un atelier réunissant une quarantaine de chercheurs.

2025

⇒ Prospective « sobriété foncière 2050 Auvergne-Rhône-Alpes » pour le compte de **la DREAL et du SGAR** - Identifier les risques susceptibles d'impacter la trajectoire de sobriété foncière ou d'être impactés par cette dernière.



DE NOMBREUSES SÉANCES DE PRÉSENTATION ET DE DIALOGUE

L'Agence d'urbanisme et ses partenaires de l'Atelier des Futurs ont autant que possible répondu aux nombreuses sollicitations des acteurs institutionnels désireux de mieux connaître le RARRe. En dehors des ateliers précédemment décrits (toujours précédés d'une présentation), les rendez-vous suivants ont été honorés.

2024

→ **Échange en visioconférence avec Sophie Heading**, Global Risks Lead, World Economic Forum. Présentation de l'édition 2024 du RARRe, première déclinaison locale de la méthode du Global Risks Report.

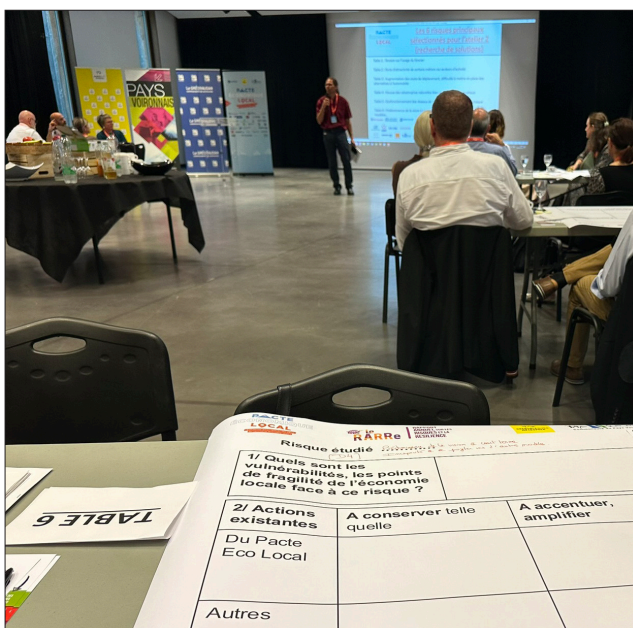
→ **Conseil de Développement (C2D) de Grenoble Alpes Métropole** – conférence inversée sur le RARRe et les résultats de la première édition.

→ **Comité syndical de métropole Savoie** – Présentation du RARRe en visioconférence à la direction en vue de nourrir une séance avec les élus, dans le cadre de la démarche prospective Métropole Savoie 2050.

→ **SPPPY** (Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions et des risques dans la région grenobloise) animé par l'État – Présentation du RARRe dans le cadre de la journée « Les bons réflexes » à destination des techniciens de collectivité et des industriels.

→ **Fondation MAIF** – Échange en visioconférence avec Marc Rigolot, directeur.

→ **AMARIS** (Association nationale des collectivités pour la maîtrise des pollutions et risques industriels) – Présentation du RARRe.



2025

→ **Université Grenoble Alpes**, séance d'échanges avec les chercheurs du Risk Institute – Présentation de la démarche et échanges sur les pistes de coopération pour améliorer la documentation des fiches risques.

→ **Département du Val d'Oise** – Présentation du RARre en visioconférence en vue de nourrir leur démarche prospective et partenariale « laboratoire des futurs possibles ».

→ **ADGCF** (Association des directeurs généraux des communautés de France) – Présentation de la démarche et de ses résultats, échanges avec la délégation régionale.

→ **SDIS** (Service départemental incendie et secours) : séance d'échange.

→ **Département de l'Isère** – Présentation de la démarche et des premiers résultats de l'édition 2 aux agents de la collectivité intéressés, dans le cadre du projet d'administration Isère 2030.

→ **PARN** (Pôle Alpin Risques Naturels) : séance d'échanges sur la contribution possible du PARN au RARre.



LE RARRe EN AMÉLIORATION CONTINUE

AVRIL 2024
RAPPORT #1

ÉDITION 1



ÉDITION 2 : 18 MOIS



IDENTIFIER

Liste des
44 risques



DOCUMENTER

Revue de
presse /
veille en
continu

Synthèse

Publication :
« les risques à la Une »



ENQUÊTER

Amélioration du
questionnaire avec
un institut de sondage

Passation de
l'enquête auprès
des habitants

Passation de
l'enquête
auprès des élus
et entreprises



DÉBATTRE



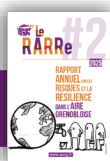
RESTITUER



ESSAIMER

Ateliers d'échange, de sensibilisation et séances de présentation

➔ Nouveautés des éditions 2 et 3



OCTOBRE 2025
RAPPORT #2

ÉDITION 3

Liste des risques actualisée



Focus groupes avec chercheurs et experts

Lecture croisée des enseignements de l'enquête et de la documentation

Documenter la résilience

Publication : « les enseignements de l'enquête »

Exploitations complémentaires de l'enquête : zooms

Partagée auprès des élus lors du Forum le 13 mai 2025

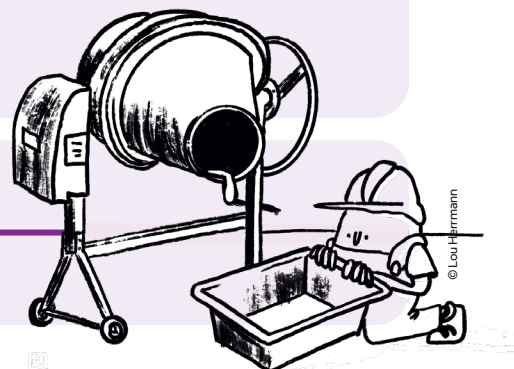
Design fiction

Intégration des enseignements du Forum

Pistes d'actions de résilience

Publication du Rapport #2

en continu (cf. p.32 et suivantes)



© Lou Herrmann

EN ROUTE POUR LA TROISIÈME ÉDITION

Le RARRe a été lancé en 2022 et sa première édition a vu le jour en 2024. Malgré ses limites, elle a connu un vif succès, localement et au-delà. Le premier Forum avait réuni le 6 février 2024 une cinquantaine d'élus et directeurs de collectivités de la région grenobloise. Un objectif était de recueillir leurs avis sur la démarche et surtout, leurs attentes pour la suite, toujours dans une perspective d'utilité publique. À cette occasion, le RARRe avait été reconnu comme un « **outil de connaissance et d'aide à la décision au service du débat et de l'action publique** ».

Les nombreuses actions menées lors de cette seconde édition, récapitulées ici, attestent de la volonté d'agir en ce sens. Selon les attentes exprimées, et après de multiples rencontres locales et temps de travail de l'Atelier des Futurs, il a été décidé, en année 2, de donner la priorité à **améliorer l'enquête et sa représentativité**, en faisant appel à un institut de sondage. L'analyse documentaire a été de fait un peu moins investie.

Elle le sera pour la **prochaine édition (2026)**, qui aura pour objectif de revoir la liste des risques pour l'actualiser et peut-être la simplifier. Cela permettra d'assurer une reprise intégrale des « Livrets-risques » qui, à partir de la presse et des études locales, détaillent les risques « présents » et « à venir » sur notre territoire. **En année 3, l'analyse s'appuiera en particulier sur la mobilisation du monde de la recherche locale et les « experts praticiens du risque ».** Elle permettra de sensibiliser les élus du nouveau mandat 2026-2032 à la problématique des risques systémiques et de la résilience.

En complément, selon les retours exprimés lors du Forum et dans diverses séances d'échanges, des pistes d'évolution sont proposées :

- Étudier l'évolution de la représentation des risques dans l'enquête d'une édition à l'autre (et vérifier si les écarts potentiels sont corrélés à l'actualité de l'année : poids de la presse et des réseaux sociaux). L'enquête du RARRe pourrait devenir un « baromètre » de la représentation des risques.
- Diversifier les sources de documentation, pour aller au-delà de la revue de presse et des études produites par l'Agence d'urbanisme et les collectivités locales.
- Renforcer le volet résilience de la démarche.





QUESTIONNER LES ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

ANNEXE 1

COMMENT PERÇOIVENT-ILS LA SITUATION DU TERRITOIRE FACE AUX RISQUES ACTUELS ET FUTURS ?

La phase Questionner a pour vocation de confronter la liste des risques aux représentations des habitants (et en complément d'un panel plus restreint d'élus et d'acteurs économiques).

Cette partie traite en synthèse des réponses apportées lors d'une grande enquête conduite en novembre 2024 auprès d'un millier d'habitants de l'aire grenobloise, principalement administrée au téléphone par un institut de sondage.



À NOTER

Dans la première édition du RARRe (2024), l'enquête avait été réalisée auprès d'habitants de la métropole grenobloise référencés dans le panel de recherche constitué par Grenoble École de Management (GEM). Il a été décidé pour cette seconde édition de renforcer le dispositif d'enquête et de le confier à un organisme professionnel, afin d'augmenter la taille et la représentativité de l'échantillon.

SOMMAIRE ANNEXE 1

PARTIE 1 P.45 LA VISION DE L'AVENIR DES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

PARTIE 2 P.49 LE REGARD DES HABITANTS
SUR LES FAMILLES DE RISQUES DU RARRe

PARTIE 3 P.50 LE REGARD DES HABITANTS SUR LA CAPACITÉ D'ACTION
DES ACTEURS LOCAUX FACE AUX RISQUES

PARTIE 4 P.52 LA REPRÉSENTATION DES RISQUES LOCAUX
POUR LES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

FICHE D'IDENTITÉ DE L'ENQUÊTE

LE PANEL



LES **HABITANTS**
DE L'AIRE GRENOBLOISE

LES DATES

NOVEMBRE 2024

L'ANALYSE

Exploitation statistique réalisée par l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise.

LE QUESTIONNAIRE

Constitué de **35 QUESTIONS**, il interroge les habitants sur leur représentation des risques et de la résilience de leur territoire.

Administré par téléphone pour **801 RÉPONDANTS**

(durée moyenne : 20 min.)

et par voie numérique

pour **203 RÉPONDANTS**.

LES RÉPONDANTS

1 004 enquêtés, représentatifs des habitants de l'aire grenobloise selon l'âge, le sexe, la densité de territoire (rural, périurbain, urbain...). L'enquête ne permet en revanche pas d'obtenir de résultats représentatifs à l'échelle de l'EPCI.

En complément, deux autres panels ont été sollicités par voie numérique en février-mars 2025 :

LES ÉLUS (54 répondants)

LES ENTREPRISES et ACTEURS DU MONDE ÉCONOMIQUE (55 répondants)

Analyse statistique non pertinente en raison du trop faible nombre de réponses.

DÉFINITIONS

Un risque est la possibilité qu'un aléa se produise et touche une population vulnérable à cet aléa. Il ne faut donc pas confondre aléa, risque et vulnérabilité. L'aléa est un phénomène (naturel, technologique, social, etc.) plus ou moins probable sur un espace donné. Le risque exprime le niveau d'effet prévisible de ce phénomène sur des enjeux (l'homme et ses activités). Il peut être défini comme la probabilité d'occurrence de dommage compte tenu des interactions entre facteurs d'endommagement (aléas) et facteurs de vulnérabilité (peuplement, répartition des biens). La notion de risque recouvre à la fois le danger de catastrophe et la perception qu'en a la société, l'endommagement potentiel, comme celle de l'endommagement effectif.

La résilience est la capacité d'un système à continuer à assurer ses fonctions principales après avoir été perturbé. De façon plus précise, l'UNISDR (*United Nations International Strategy for Disaster Reduction*) définit la résilience comme « la capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques, de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger (...) On doit vivre avec l'impossibilité d'éliminer les dommages, tout en essayant de les limiter.

De ce fait, la résilience reconnaît que le dommage n'est plus lié à une relation entre deux facteurs, comme entre aléa et vulnérabilité, mais à un ensemble de facteurs en interaction, à un système. Les origines de la notion sont principalement liées à la physique, à la psychologie et à l'écologie. Quel que soit son champ d'application, la notion est née de l'analyse systémique (globale et multifactorielle, interactions entre les risques naturels, technologiques, géopolitiques, économiques, sociaux, etc.) et leurs effets.

Source : GéoConfluences

LA VISION DE L'AVENIR DES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

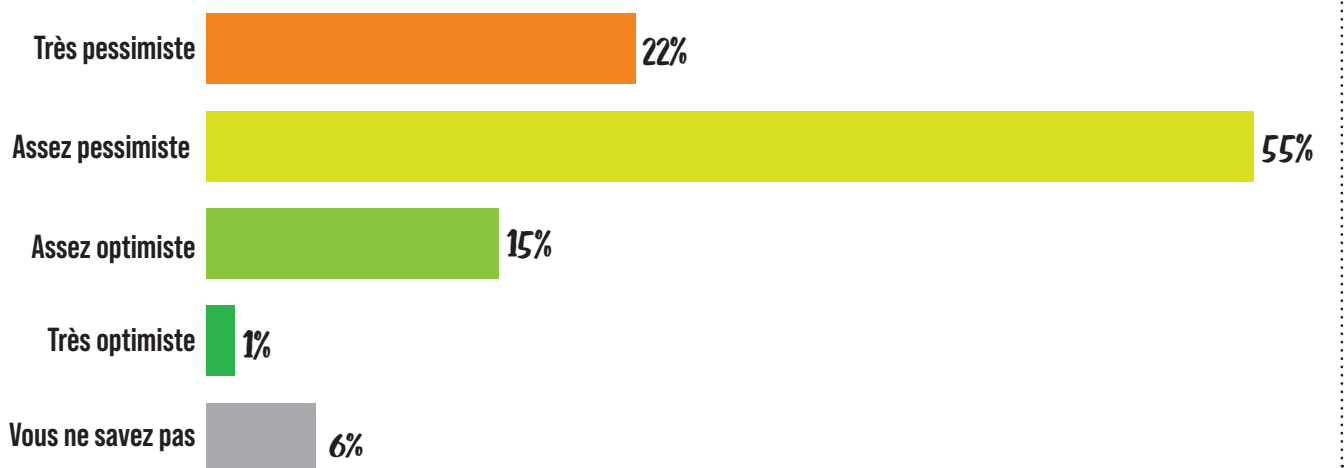
Évolution mondiale, risques globaux à l'échelle nationale, qualité de vie locale : l'enquête met en lumière une population globalement plus pessimiste sur la situation mondiale que sur la situation locale.

LA SITUATION MONDIALE : COMMENT VA-T-ELLE ÉVOLUER ?



PLUS DE 77 % DES HABITANTS INTERROGÉS SE DÉCLARENT PESSIMISTES CONCERNANT L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONDIALE.

Concernant l'évolution de la situation mondiale globale, vous êtes... ?



Parmi les « très pessimistes », on retrouve notamment les habitants qui se déclarent en difficulté financière. 34 % d'entre eux se disent « très pessimistes » contre 22 % des habitants de l'aire grenobloise.

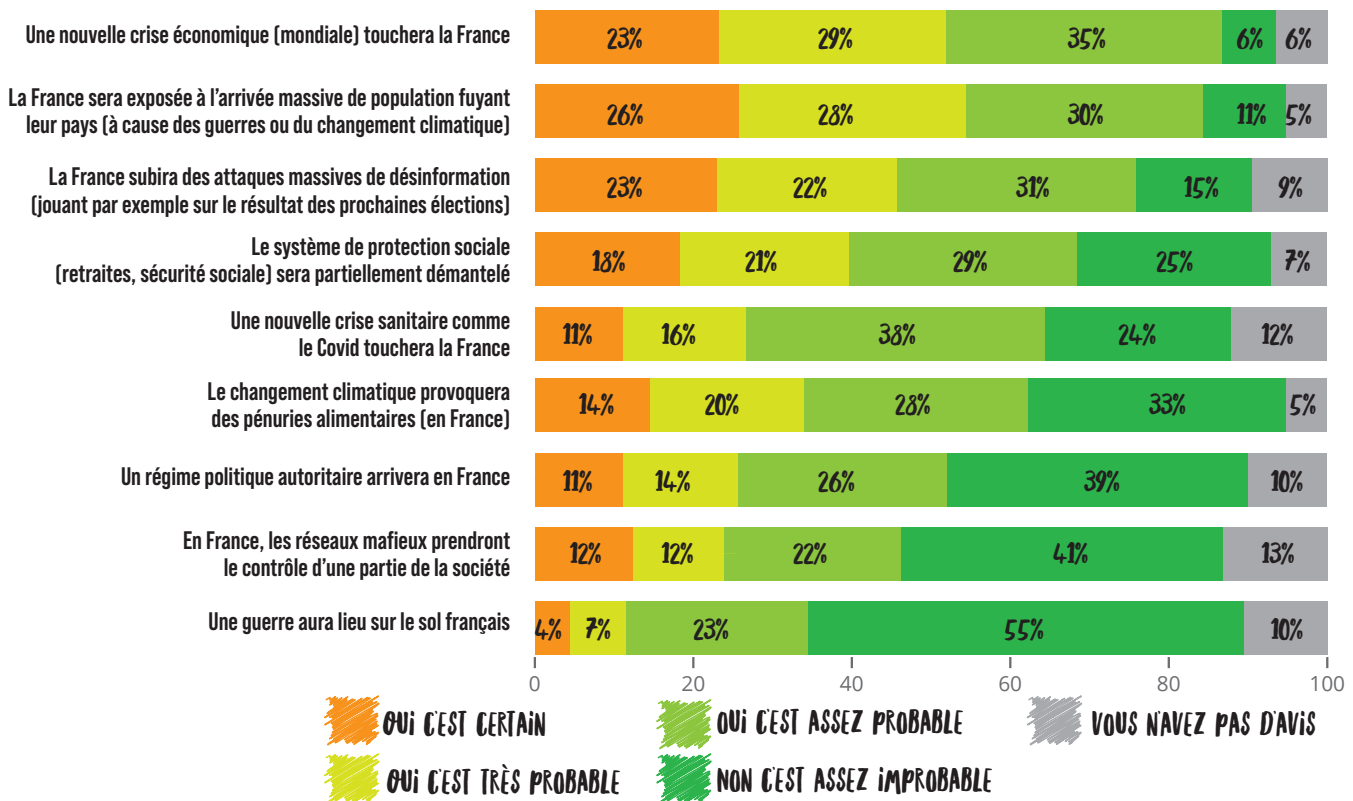
Inversement, alors que seuls 15 % des habitants se déclarent « assez optimistes », cette proportion double parmi les jeunes, les habitants de Grenoble, les personnes seules et les ouvriers.

EN FRANCE : QUELS ÉVÉNEMENTS MAJEURS SONT PERÇUS COMME PROBABLES D'ICI 10 ANS ?



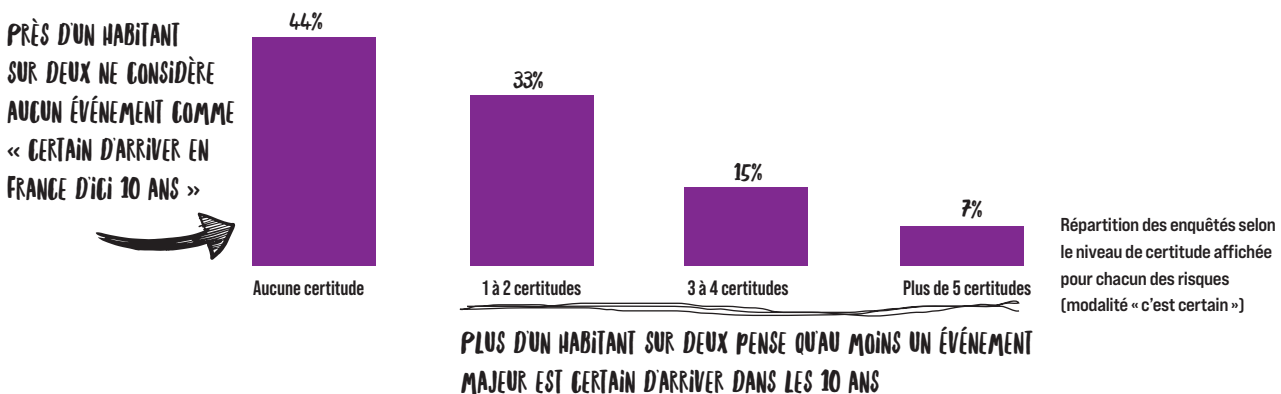
1 HABITANT SUR 2 JUGE TRÈS PROBABLE OU CERTAIN LA SURVENUE D'ÉVÉNEMENTS TELS QU'UNE NOUVELLE CRISE ÉCONOMIQUE OU UN AFFLUX MASSIF DE POPULATION.

D'ici 10 ans, pensez-vous que...



Les quatre événements jugés les plus probables sont une nouvelle crise économique, un afflux massif de population, des attaques massives de désinformation et un démantèlement partiel du système de protection sociale.

Parmi les 9 « événements-majeurs » proposés ci-dessus :





DES ÉCARTS SONT PRÉSENTS SELON LES PROFILS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET GÉNÉRATIONNELS

En moyenne, les jeunes, les catégories populaires et les personnes en difficulté financière ont tendance à estimer les événements comme plus probables, par rapport à l'ensemble des habitants. Tandis que les retraités les évaluent généralement comme moins probables.

Une nouvelle crise économique est perçue comme très probable par un habitant sur deux, notamment parmi les personnes en difficulté budgétaire, alors que cette probabilité est jugée plus faible par les personnes retraitées.

De même, l'arrivée massive de population en France est estimée très probable par un habitant sur deux.

La probabilité **d'attaques massives de désinformation** est également jugée élevée : près d'un habitant sur deux juge ce scénario certain ou très probable. Cette perception est particulièrement présente parmi les familles monoparentales et les locataires HLM.

Seul un habitant sur quatre estime assez improbable **un démantèlement partiel du système de protection sociale**. Cette hypothèse est jugée plus probable par les familles et les actifs âgés de 30 à 60 ans, tandis que les retraités lui attribuent une probabilité plus faible.

La perception d'une nouvelle crise sanitaire de type Covid divise fortement les répondants, sans tendance nette qui se dégage.

Concernant **les pénuries alimentaires liées au changement climatique**, un tiers des habitants juge ce risque très probable ou certain. Cette perception est plus marquée chez les jeunes, les employés et les personnes en difficulté financière. Un autre tiers des habitants le considère au contraire comme assez improbable. Et les retraités l'évaluent comme moins probable que la moyenne.

L'instauration d'un régime politique autoritaire en France et la prise de contrôle de la société par des réseaux mafieux sont jugées certaines ou très probables par un habitant sur quatre. Ce dernier scénario est perçu comme encore moins probable par les jeunes.

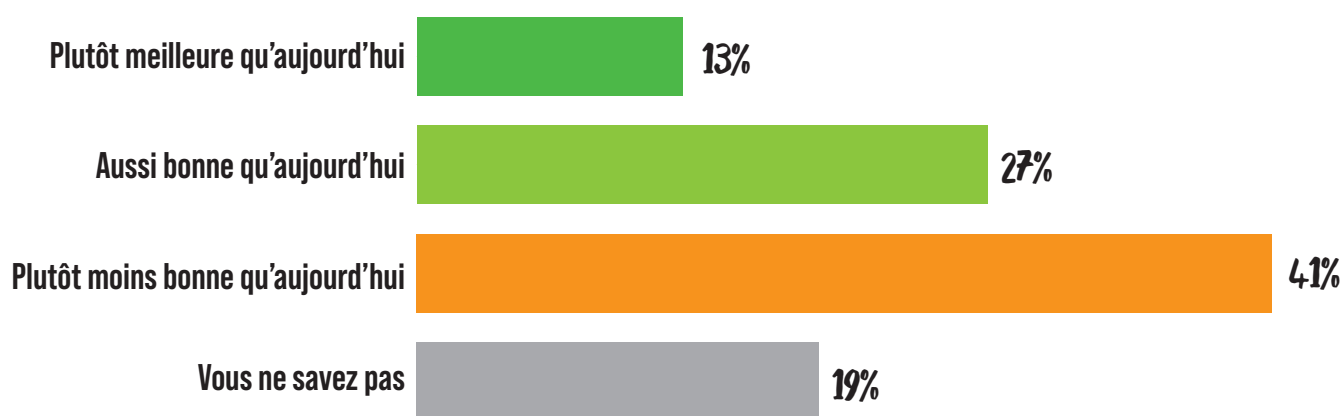
La survenue d'une guerre sur le sol français est estimée certaine ou très probable par moins d'un habitant sur dix, ce qui en fait le risque jugé le moins probable. Les catégories qui jugent ce risque certain et très probable incluent les ouvriers, les personnes peu diplômées et les locataires HLM.


LA SITUATION LOCALE : COMMENT LA QUALITÉ DE VIE DE MA COMMUNE VA-T-ELLE ÉVOLUER DANS LES 10 ANS ?




41 % DES HABITANTS ESTIMENT QUE LA QUALITÉ
DE VIE LOCALE SE DÉGRADERA.

D'ici 10 ans, vous pensez que la qualité de vie dans votre commune sera...



 Aucun profil sociodémographique ne se distingue particulièrement parmi ceux qui anticipent une dégradation de la qualité de la vie à l'échelle locale.

 Les jeunes, les étudiants ainsi que les ouvriers et employés sont proportionnellement plus nombreux à envisager une amélioration de la qualité de vie locale : un habitant sur cinq au sein de ces catégories pense qu'elle sera meilleure d'ici dix ans, contre seulement un sur dix pour l'ensemble des personnes interrogées.

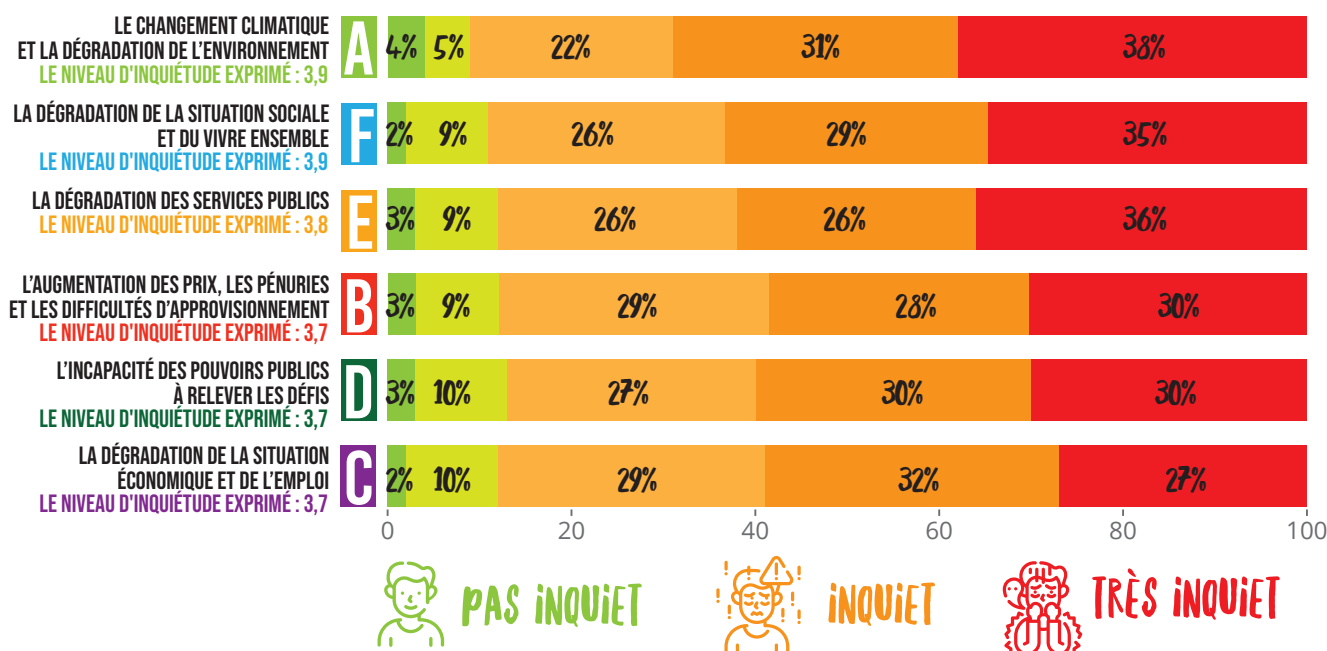
LE REGARD DES HABITANTS SUR LES FAMILLES DE RISQUES DU RARRe

Le RARRe explore les risques dans toute leur diversité : économiques, climatiques, sociétaux, sociaux... Les habitants étaient invités à exprimer leur inquiétude sur les six familles de risques que comporte la démarche.



POUR L'ENSEMBLE DES FAMILLES DE RISQUES :
UNE INQUIÉTUDE GLOBALEMENT ÉLEVÉE ET ÉQUIVALENTE
QUELLE QUE SOIT LA FAMILLE.

Pouvez-vous donner votre niveau d'inquiétude allant de 1 pour « pas du tout inquiet » à 5 pour « très inquiet » pour chaque famille de risques ?



Aucune des familles n'échappe au sentiment d'inquiétude, avec une note moyenne de 3,8.

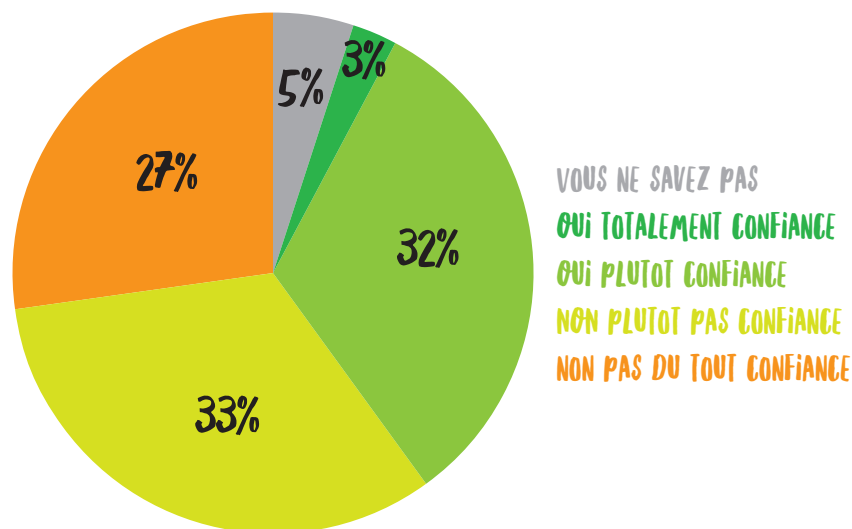
- 11 % des habitants se déclarent pas inquiets (niveaux d'inquiétude 1 et 2)
- 27 % des habitants se déclarent moyennement inquiets (niveau d'inquiétude 3)
- 29 % des habitants se déclarent inquiets (niveau d'inquiétude 4)
- 33 % des habitants se déclarent très inquiets (niveau d'inquiétude 5)

LE REGARD DES HABITANTS SUR LA CAPACITÉ D'ACTION DES ACTEURS LOCAUX FACE AUX RISQUES

LA CONFIANCE AUJOURD'HUI DANS LES ACTEURS PUBLICS

1 HABITANT SUR 3 S'ESTIME CONFIANT VIS-À-VIS DES ACTEURS PUBLICS QUANT À LEUR CAPACITÉ À PROTÉGER LES POPULATIONS FACE AUX RISQUES.

Avez-vous confiance dans les acteurs publics (État, ville, département) pour protéger les populations des risques auxquels elles sont exposées ?



Les habitants se divisent en trois groupes.

Un tiers exprime une confiance relative, notamment les personnes se situant au centre de l'échiquier politique, dont 50 % déclarent faire confiance.

Un autre tiers se montre réservé (« plutôt pas confiance »).

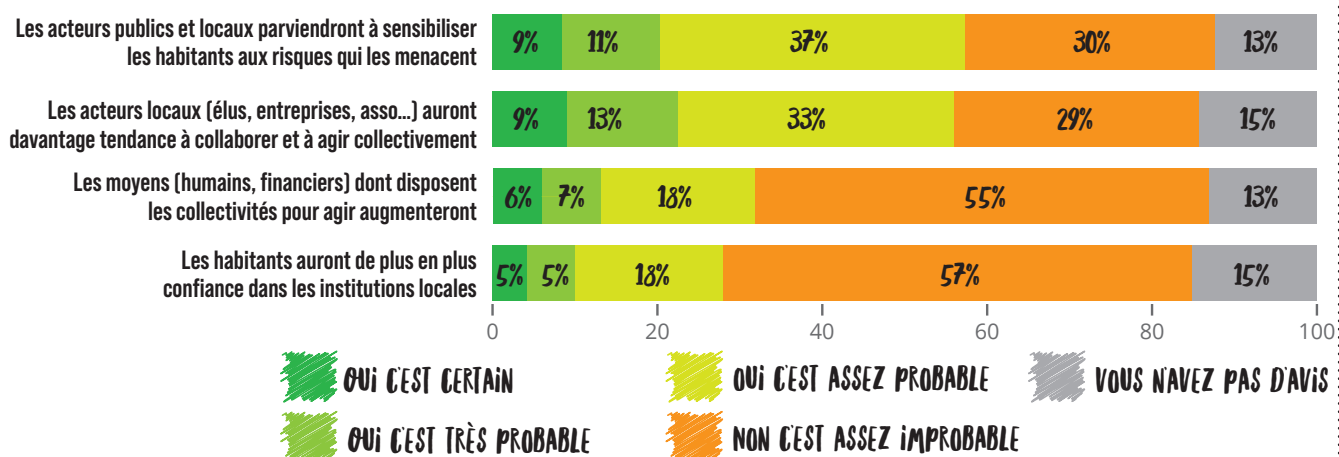
Tandis **qu'un quart affirme n'avoir « pas du tout confiance »**. Ce dernier groupe est principalement composé de personnes socialement défavorisées : ouvriers, personnes peu diplômées et en difficulté financière.

À noter que **les habitants les plus pessimistes** (concernant l'évolution de la situation mondiale) **sont aussi les moins confiants dans la capacité des acteurs publics à protéger les populations face aux risques.**



SON ÉVOLUTION DANS LES ANNÉES À VENIR

Dans les années à venir, face aux risques et aux défis, pensez-vous que...



Les habitants estiment plus probable une amélioration future de la capacité des acteurs publics à sensibiliser les habitants aux risques, ainsi qu'un renforcement de la collaboration et de l'action collective entre acteurs locaux.

En revanche, ils sont bien moins nombreux à croire en une progression des moyens ou de la capacité des habitants à faire confiance aux institutions locales : plus d'un habitant sur deux considère ces deux améliorations comme « assez improbables ».

LA REPRÉSENTATION DES RISQUES LOCAUX POUR LES HABITANTS DE L'AIRE GRENOBLOISE

ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

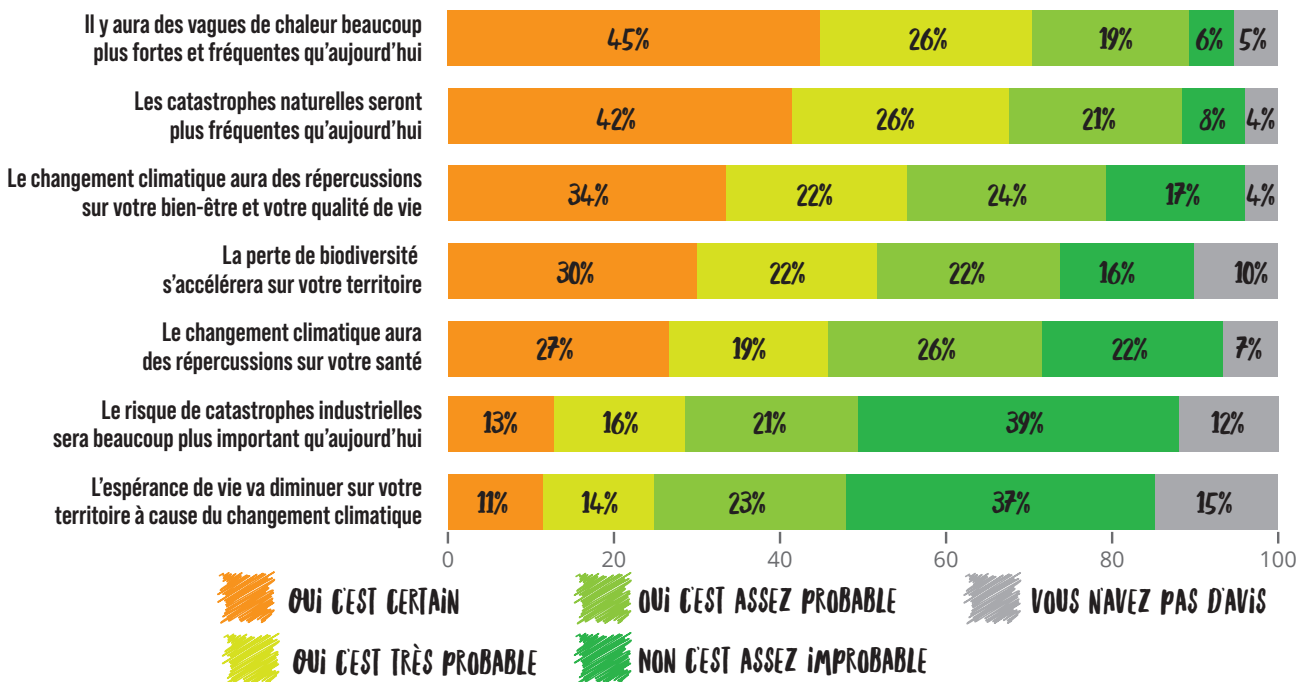
RISQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT



LES DEUX RISQUES CONSIDÉRÉS COMME LES PLUS PROBABLES SONT AUSSI CEUX JUGÉS LES PLUS INQUIÉTANTS. IL S'AGIT DE L'AUGMENTATION DES CATASTROPHES NATURELLES ET DES VAGUES DE CHALEUR.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans, pensez-vous que...



85 % des habitants ont identifié au moins un risque du bloc comme « certain » ou « très probable ». L'augmentation des vagues de chaleur et celle des catastrophes naturelles ont été considérées comme certaines par près d'un habitant sur deux. Les risques moins médiatisés ou plus techniques comme la baisse d'espérance de vie ou les catastrophes industrielles ont été estimés comme moins probables que la moyenne par les répondants.

PARMI LES 854 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

LES TROIS RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :

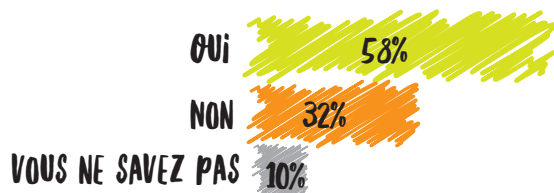


LES CATASTROPHES NATURELLES SERONT PLUS FRÉQUENTES QU'AUJOURD'HUI

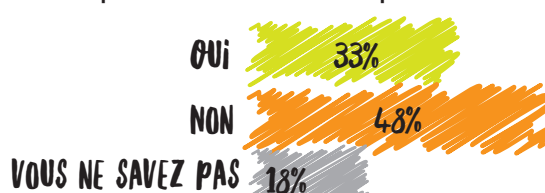
RISQUE CHOISI PAR 32 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : plus d'un répondant sur deux considère qu'il est possible d'agir à l'échelle locale. Toutefois une moitié considère que les pouvoirs locaux n'ont pas pris de mesures permettant de limiter ce risque.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



IL Y AURA DES VAGUES DE CHALEUR BEAUCOUP PLUS FORTES ET FRÉQUENTES QU'AUJOURD'HUI

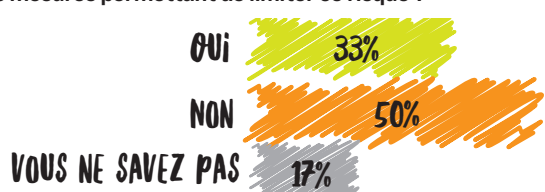
RISQUE CHOISI PAR 20 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : 45 % considèrent qu'il est possible d'agir à l'échelle locale. Et la moitié pense que les pouvoirs locaux n'ont pas pris de mesures permettant de limiter ce risque.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



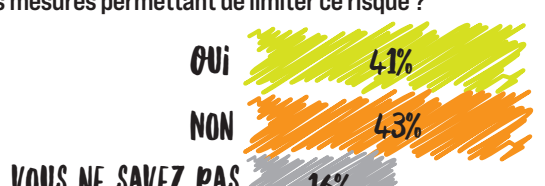
LA PERTE DE BIODIVERSITÉ S'ACCÉLÉRERA

RISQUE CHOISI PAR 17 % DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



Les habitants expriment également une forte inquiétude sur les effets du changement climatique sur leur santé, leur bien-être et leur qualité de vie, ou leur espérance de vie. En total cumulé, ces trois risques ont été identifié comme « le plus inquiétant » par 21 % des habitants, qui ont jugé au moins un risque du bloc comme étant « certain » ou « très probable ».

ÉCONOMIE

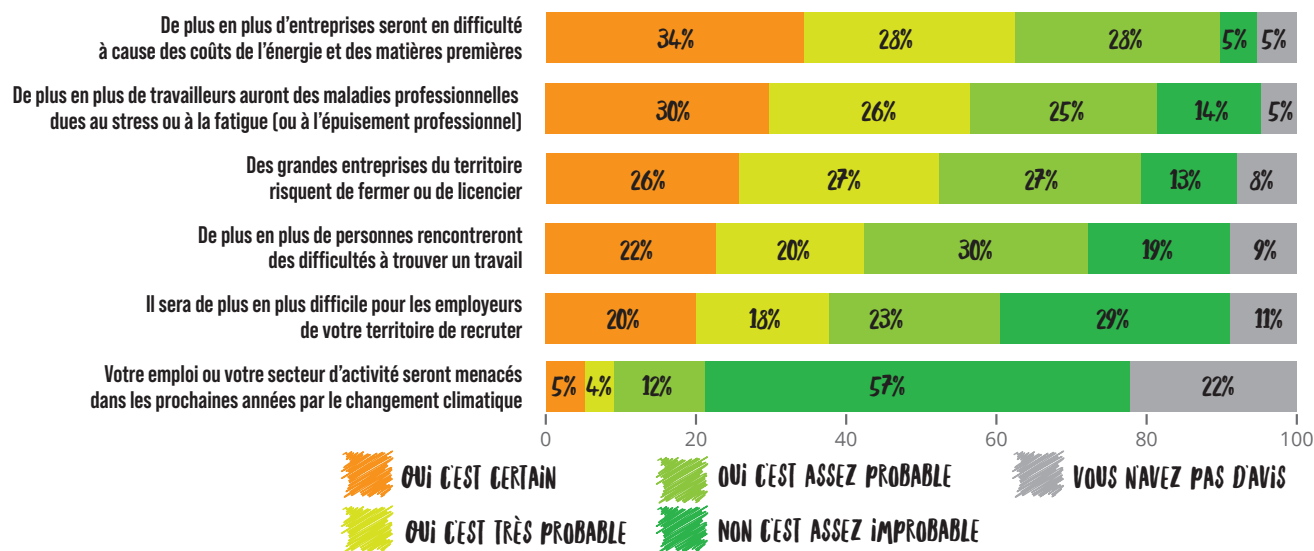
RISQUES LIÉS À L'AUGMENTATION DES PRIX, AUX PÉNURIES ET AUX DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT, À LA DÉGRADATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI



LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES LIÉES À LA HAUSSE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES SONT JUGÉES PRÉOCCUPANTES. LES MALADIES PROFESSIONNELLES SONT ÉGALEMENT ÉVOQUÉES.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans, pensez-vous que...



82 % des habitants ont identifié au moins un risque du bloc comme « certain » ou « très probable ».

Les difficultés des entreprises liées à l'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières et l'augmentation des maladies professionnelles dues au stress et à la fatigue sont parvenues en tête devant les risques de licenciement et de fermetures d'entreprises ainsi que devant les difficultés à trouver un travail. Les habitants considèrent comme peu probables les menaces potentielles sur leur emploi ou secteur d'activité liées au changement climatique.

PARMI LES 828 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

LES TROIS RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :

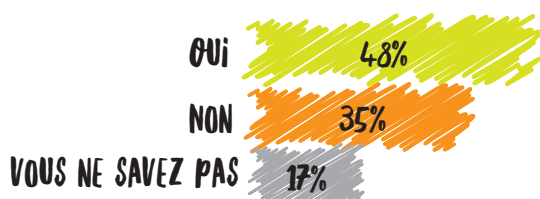


DE PLUS EN PLUS D'ENTREPRISES SERONT EN DIFFICULTÉ À CAUSE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

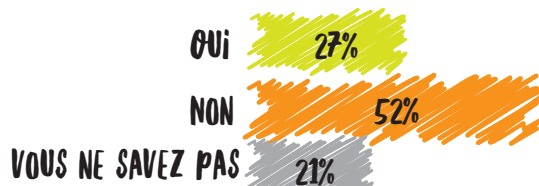
RISQUE CHOISI PAR 33 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : 48 % pensent qu'une action locale est possible,
mais un répondant sur deux estime qu'aucune mesure permettant de limiter ce risque n'a encore été prise.

Question : pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Question : pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris
des mesures permettant de limiter ce risque ?

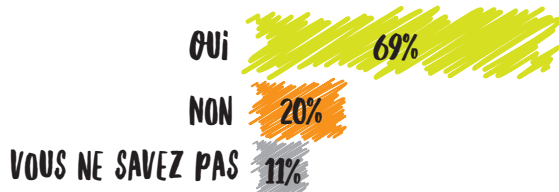


DE PLUS EN PLUS DE TRAVAILLEURS AURONT DES MALADIES PROFESSIONNELLES DUES AU STRESS OU À LA FATIGUE

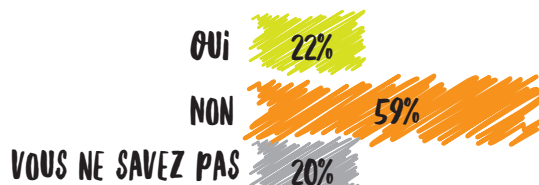
RISQUE CHOISI PAR 21 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : 69 % des répondants estiment qu'une réponse locale est possible.
59 % considèrent qu'aucune mesure permettant de limiter ce risque n'a encore été prise.

Question : pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Question : pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris
des mesures permettant de limiter ce risque ?



DES GRANDES ENTREPRISES DU TERRITOIRE RISQUENT DE FERMER OU DE LICENCIER

RISQUE CHOISI PAR 14 % DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris
des mesures permettant de limiter ce risque ?



SERVICES PUBLICS

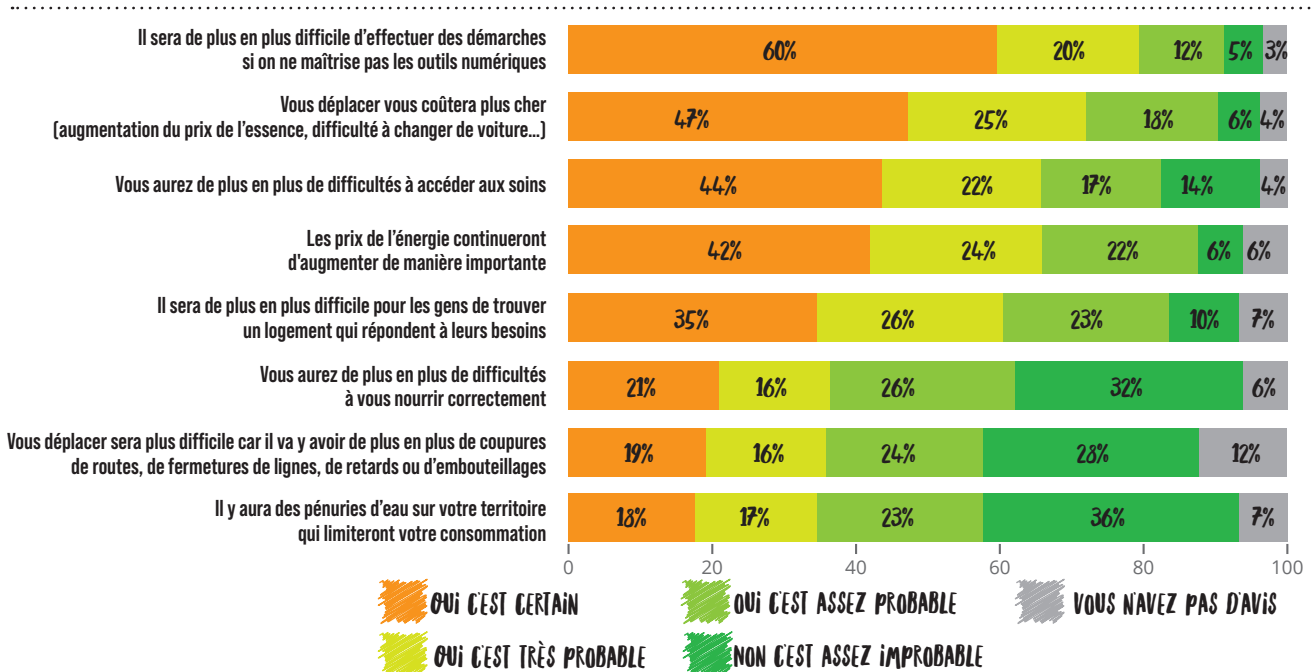
RISQUES IMPACTANT LA CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS



L'AUGMENTATION DES DIFFICULTÉS LIÉES AUX DÉMARCHES ADMINISTRATIVES, L'AUGMENTATION DES COÛTS DE DÉPLACEMENT ET DES PRIX DE L'ÉNERGIE SONT CONSIDÉRÉS COMME PROBABLES. LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SOINS FIGURENT EN TÊTE DES PRÉOCCUPATIONS.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans, pensez-vous que...



93 % des habitants ont identifié au moins un risque du bloc comme « certain » ou « très probable ».

Le risque de pénuries d'eau limitant la consommation sur le territoire est estimé le moins probable par les répondants, avec 18 % de certitude contre 36 % en moyenne pour l'ensemble des risques.

PARMI LES 937 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « CERTAIN OU TRÈS PROBABLE ».

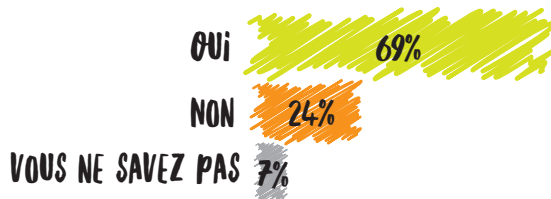
LES TROIS RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :



VOUS AUREZ DE PLUS EN PLUS DE DIFFICULTÉS À ACCÉDER AUX SOINS

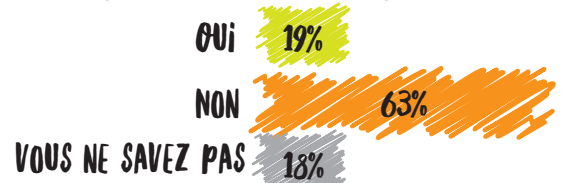
RISQUE CHOISI PAR 40 % DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Leur regard sur l'action locale : une majorité des répondants estime qu'il est possible d'agir localement sur cet enjeu et qu'aucune mesure permettant de limiter ce risque n'a été prise.

Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



LES PRIX DE L'ÉNERGIE CONTINUERONT D'AUGMENTER

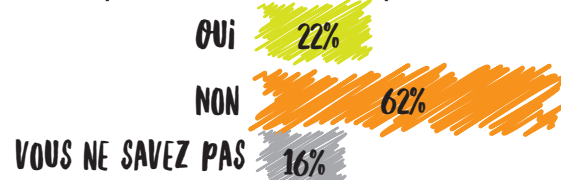
RISQUE CHOISI PAR 12 % DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Leur regard sur l'action locale : seuls 40 % pensent qu'une action locale est envisageable. 62 % des répondants estiment qu'aucune mesure permettant de limiter ce risque n'a été prise localement.

Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



IL Y AURA DES PÉNURIES D'EAU QUI LIMITERONT VOTRE CONSOMMATION

RISQUE CHOISI PAR 11 % DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Leur regard sur l'action locale : une majorité considère qu'il est possible d'agir à l'échelle locale. Toutefois les répondants sont partagés dans l'évaluation des actions déjà mises en œuvre.

Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



COHÉSION SOCIALE

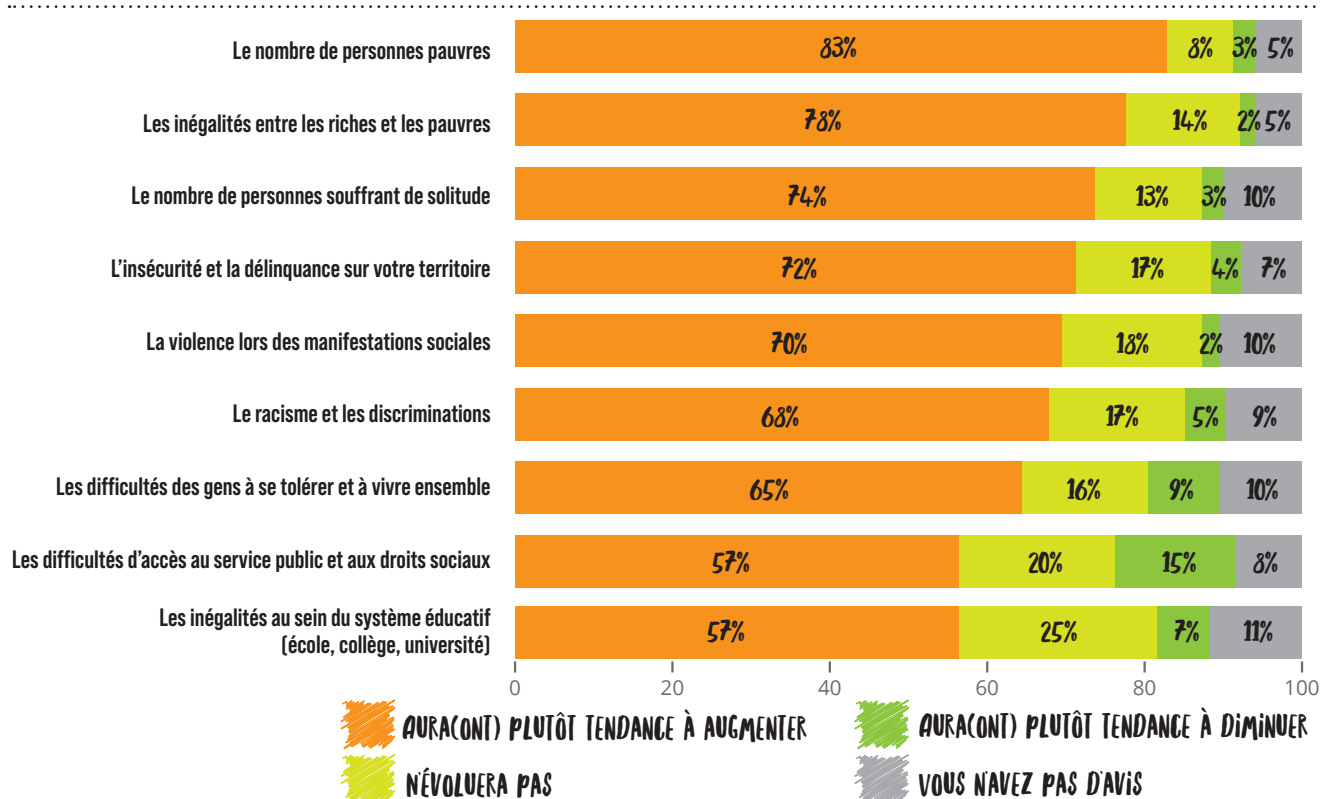
RISQUES LIÉS À LA DÉGRADATION DE LA SITUATION SOCIALE ET DU VIVRE ENSEMBLE



LES RISQUES CONSIDÉRÉS COMME PROBABLES SONT L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS, L'AUGMENTATION DE L'INSÉCURITÉ ET DE LA DÉLINQUANCE, INQUIÈTE LE PLUS.

QUELS RISQUES ONT ÉTÉ JUGÉS LES PLUS PROBABLES PAR LES HABITANTS ?

D'ici 10 ans, pensez-vous que...



97 % des habitants ont identifié au moins un risque du bloc comme « ayant plutôt tendance à augmenter ». Les habitants estiment que les risques liés à l'aggravation des précarités socio-économiques sont ceux qui vont augmenter dans les années à venir. Leur avis est plus partagé concernant l'évolution des risques liés à l'accès aux droits.

PARMI LES 973 HABITANTS AYANT CONSIDÉRÉ AU MOINS 1 RISQUE
COMME « AYANT TENDANCE À AUGMENTER ».

LES TROIS RISQUES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTS OU PRÉOCCUPANTS SONT :

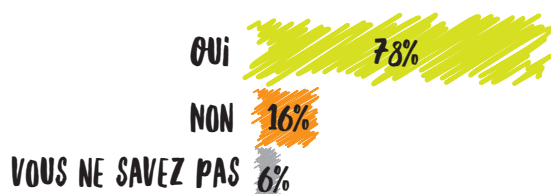


L'INSÉCURITÉ ET LA DÉLINQUANCE SUR VOTRE TERRITOIRE

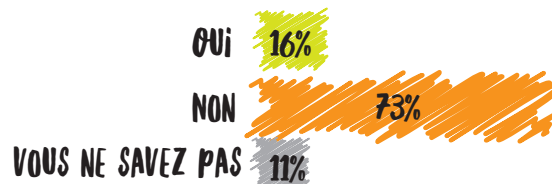
RISQUE CHOISI PAR 31 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : la majorité pense qu'une action locale est possible, mais très peu considèrent qu'aucune mesure permettant de limiter ce risque n'a été prise.

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?

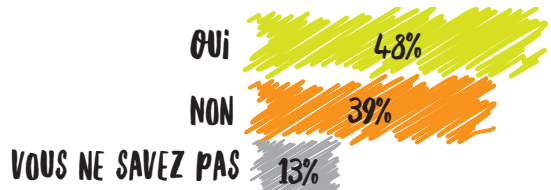


LES INÉGALITÉS ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

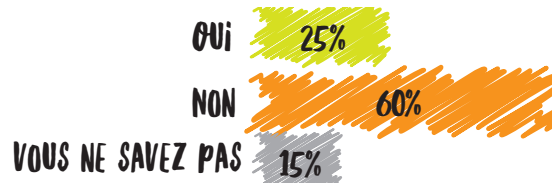
RISQUE CHOISI PAR 13 % DE CES HABITANTS

Leur regard sur l'action locale : les avis sont plus partagés sur une action locale possible. Cependant 60 % considèrent qu'aucune mesure permettant de limiter ce risque n'a été prise. Le risque de hausse du « nombre de personnes pauvres » a également été choisis comme le plus inquiétant par 96 personnes (10 % des habitants).

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



IL Y AURA DES DIFFICULTÉS POUR LES GENS À SE TOLÉRER ET À VIVRE ENSEMBLE

RISQUE CHOISI PAR 12 % DE CES HABITANTS

Pensez-vous qu'il soit possible d'agir à l'échelle locale ?



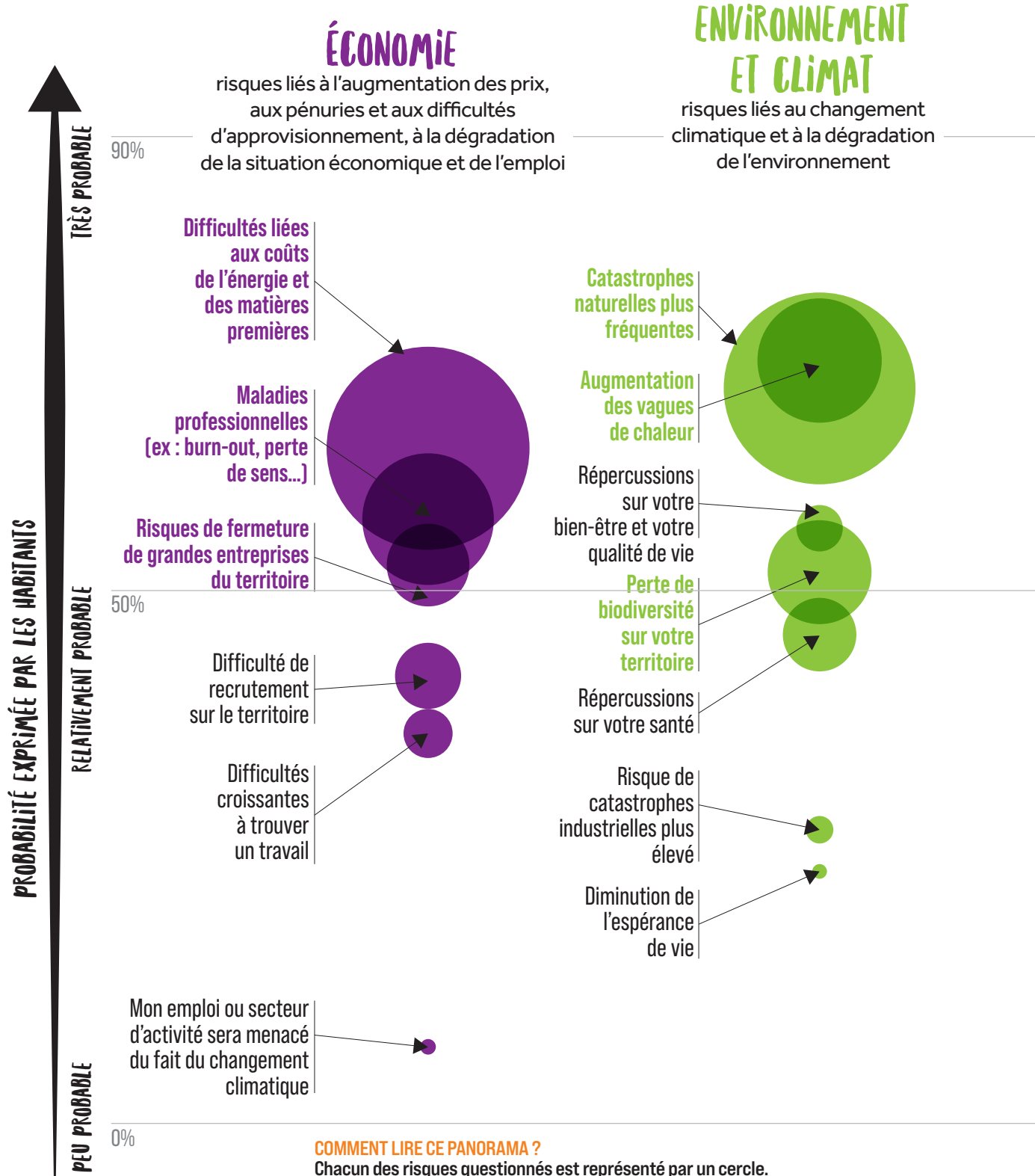
Le risque « racisme et discrimination » a également été identifié comme le plus inquiétant par 9 % des habitants.

Pensez-vous que les pouvoirs locaux ont pris des mesures permettant de limiter ce risque ?



PANORAMA GLOBAL SELON 4 BLOCS DE RISQUES

Pour des besoins liés à l'enquête, à l'analyse des réponses et à la visualisation des résultats, les risques locaux interrogés ont été regroupés en quatre « blocs » de risques :



COMMENT LIRE CE PANORAMA ?

Chacun des risques questionnés est représenté par un cercle. Plus le diamètre du cercle est important, plus ce risque a été sélectionné comme « le plus inquiétant » de son bloc de risques par l'enquête. En vertical, est représentée la probabilité moyenne d'occurrence du risque. Plus le risque est haut, plus il a été considéré comme « certain / très probable ».

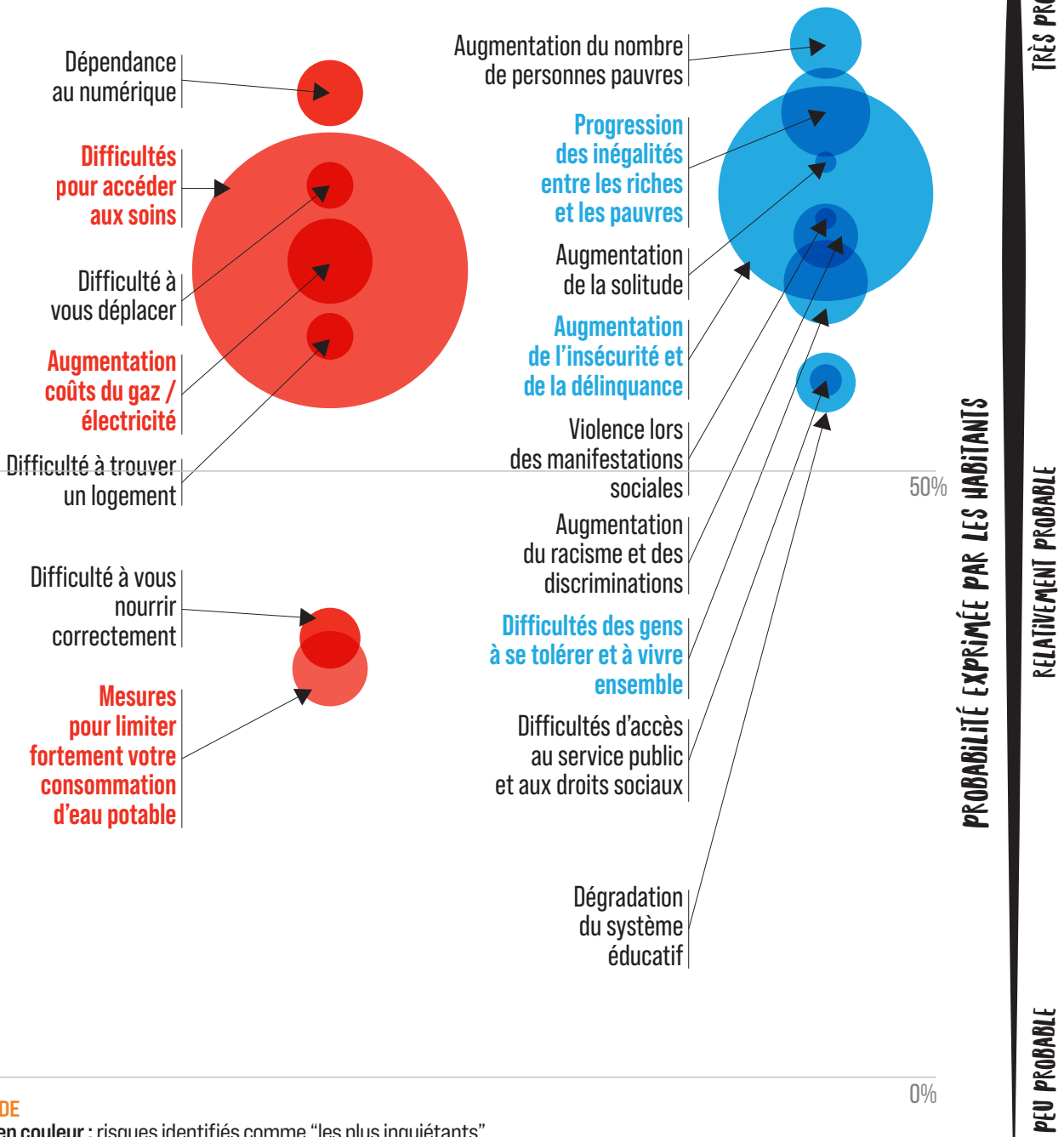
Les risques considérés par les habitants comme étant les plus inquiétants sont : les difficultés d'accès aux soins, l'augmentation de l'insécurité et de la délinquance, les catastrophes naturelles, les difficultés des entreprises à cause des coûts de l'énergie et des matières premières.

SERVICES PUBLICS

risques liés à la dégradation des services publics

COHÉSION SOCIALE

risques liés à la dégradation de la situation sociale et du vivre ensemble



LÉGENDE

Texte en couleur : risques identifiés comme "les plus inquiétants" par au moins 10 % de l'échantillon total des répondants.

Niveau d'inquiétude exprimé par les habitants :



QUELLE INFLUENCE DES FACTEURS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET POLITIQUES SUR LA REPRÉSENTATION DES RISQUES ?

L'analyse des réponses des habitants à l'enquête révèle des écarts de représentation selon les profils sociodémographiques et politiques.

Le niveau social (CSP, diplôme) et l'aisance financière sont les principales variables explicatives des représentations des risques et de la résilience. La sensibilité politique et en particulier le fait de se considérer, comme étant proche des idées défendues par le centre, est également un marqueur fort de différenciation des comportements de réponse. En revanche, l'âge, le genre et le type de territoire d'habitation ont, en moyenne, un impact faible sur la représentation des risques.

Les personnes en difficulté financière, les locataires HLM, les moins diplômés, les employés et ouvriers expriment des niveaux d'inquiétude nettement supérieurs à la moyenne, en particulier sur les risques économiques, climatiques et sociaux. Les professions intermédiaires sont également sensibles à ces risques, tandis que les cadres et les personnes qui se considèrent financièrement à l'aise se montrent plus rassurés, notamment sur les questions économiques.

Les femmes apparaissent plus préoccupées par les effets du changement climatique sur la santé et les services essentiels (eau, soins, alimentation).

Les 18-24 ans se montrent inquiets pour l'avenir de l'emploi et leur qualité de vie future, tandis que les 46-60 ans se distinguent par une forte inquiétude vis-à-vis du lien social, des inégalités, de la violence et de l'affaiblissement du système de protection sociale.

Le territoire de résidence influe sur deux sujets : les ruraux et périurbains s'inquiètent davantage de l'accès aux services publics (notamment l'accès aux démarches administratives) et des conséquences économiques locales.

Sur le plan politique, les personnes de gauche sont plus inquiètes du changement climatique et des inégalités, tandis que celles de droite expriment davantage de préoccupations sur la sécurité, les manifestations sociales et la capacité de l'État à faire face. Les personnes au centre, elles, se montrent globalement moins inquiètes.

Le statut familial joue aussi : les personnes seules et les couples avec enfants sont plus préoccupés par le changement climatique, tandis que les personnes seules ou les couples sans enfant sont préoccupés par l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la solitude.



EN DÉTAIL, LES ÉCARTS DE REPRÉSENTATION EN FONCTION DES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

■ CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (CSP)

Professions intermédiaires : plus inquiètes vis-à-vis du changement climatique et des risques économiques.

Cadres : davantage préoccupés par les risques d'inégalités et les inégalités éducatives, mais moins par la situation économique et l'emploi.

Employés et ouvriers : très sensibles aux enjeux économiques et d'emploi, inquiets des risques de fermeture d'entreprises, de maladies professionnelles et d'une incapacité des pouvoirs publics.

Professions intermédiaires et ouvriers : considèrent les risques économiques à venir comme les plus probables.

■ DIPLÔME

Peu diplômés : davantage inquiets des coupures de routes, de la violence en manifestation et du changement climatique sur leur secteur d'activité.

Diplômés : moins représentés dans les catégories exprimant une inquiétude marquée pour l'accès aux droits sociaux et les risques économiques.

■ NIVEAU DE REVENU

Personnes en difficulté financière : nettement plus préoccupées par l'ensemble des risques. Elles expriment une forte inquiétude concernant la dégradation des services publics, l'augmentation des prix et les pénuries, les inégalités, l'accès au logement, aux soins, et à l'alimentation.

Personnes aisées financièrement : moins inquiètes de la situation économique ; seule 1 personne sur 5 se déclare « très inquiète » à ce sujet.

■ SEXE

Femmes : plus préoccupées que la moyenne par les effets du changement climatique sur la santé, par les risques de pénurie d'eau, de difficultés à se nourrir, d'accès aux soins et d'inégalités éducatives.

Hommes : ne ressortent pas de façon notable.

■ ÂGE

Jeunes (18-30 ans) : plus inquiets des effets du changement climatique sur la qualité de vie et la santé. Ils considèrent comme plus probables les difficultés futures à trouver un emploi et les effets du climat sur leur secteur professionnel. Ils sont moins concernés par la dégradation des services publics.

31-45 ans : sont plus préoccupés par les inégalités éducatives.

46-60 ans : plus inquiets des dégradations du lien social, de la pauvreté, du racisme, de la violence sociale, et des difficultés d'accès aux droits.

Seniors / retraités : moins préoccupés que la moyenne par les pénuries, la hausse des prix et les enjeux économiques.

■ SITUATION FAMILIALE

Couples avec enfants : plus sensibles au changement climatique.

Couples sans enfants : inquiets des catastrophes industrielles, de la hausse des prix de l'essence, de la solitude et des maladies professionnelles.

Personnes seules : plus sensibles aux effets du climat (vagues de chaleur, qualité de vie), à la solitude et aux difficultés d'accès aux services.

■ STATUT D'OCCUPATION

Locataires HLM : très sensibles à l'ensemble des risques économiques, climatiques, et sociaux. Ils sont inquiets face à la précarité alimentaire, aux difficultés d'accès au logement, aux coupures de routes et aux inégalités éducatives.

Propriétaires et locataires du parc privé : moins préoccupés par les hausses de prix et les pénuries.

■ STATUT PROFESSIONNEL

Étudiants : inquiets des effets du climat sur la santé et la qualité de vie. Ils perçoivent comme probable la difficulté d'accès au logement et la précarité de l'emploi futur.

Personnes sans emploi : plus sensibles à la solitude et aux risques sociaux.

■ TERRITOIRE DE RÉSIDENCE

Habitants des zones rurales et périurbaines : plus inquiets de la dégradation des services publics, notamment de l'accès aux démarches administratives. Ils redoutent davantage les conséquences économiques pour les entreprises locales (énergie, matières premières).

Habitants des grandes villes : moins préoccupés par les enjeux de services publics.

■ POSITIONNEMENT POLITIQUE

Personnes à gauche : très inquiètes du changement climatique et sensibles aux inégalités sociales, éducatives, et à la pauvreté.

Personnes au centre : moins concernées par les risques économiques et climatiques.

Personnes à droite : moins inquiètes du changement climatique. Elles sont plus inquiètes des risques liés à l'incapacité des pouvoirs publics, à l'emploi, à la délinquance, aux violences sociales et au coût de l'essence.



DOCUMENTER LES RISQUES À LA UNE DANS L'AIRE GRENOBLOISE

ANNEXE 2

UNE MISE EN DIALOGUE DE LA PRESSE LOCALE ET DES ÉTUDES

La phase Documenter a pour vocation d'offrir la connaissance la meilleure et la plus objective possible des risques locaux. Cette partie traite en synthèse des risques qui ont marqué l'actualité dans la presse locale ou bénéficié de l'apport de connaissances nouvelles depuis l'édition précédente (2024). Elle s'attache autant que possible à mettre en perspective la vision qui est portée par les médias « à chaud » lors de la survenue d'un événement et celle des chercheurs ou analystes à travers leurs travaux locaux scientifiques au long cours.

SOMMAIRE ANNEXE 2

- P.66 FAMILLE DE RISQUES A : CHANGEMENT CLIMATIQUE, POLLUTIONS, EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES ET CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES
- P.68 FAMILLE DE RISQUES B : (IN) DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ET (DYS) FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX
- P.70 FAMILLE DE RISQUES C : ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
- P.72 FAMILLE DE RISQUES D : (IN) CAPACITÉ D'ACTION, D'ANTICIPATION ET DE TRANSFORMATION
- P.74 FAMILLE DE RISQUES E : (IN) CAPACITÉ DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIAUX
- P.77 FAMILLE DE RISQUES F : COHÉSION SOCIALE



À NOTER

La première édition du RARRe (2024) comportait six Livrets-Risques qui détaillent les informations disponibles localement à cette date pour chaque risque. Elles constituent un corpus de référence, actualisé a minima chaque année et entièrement mis à jour tous les deux ans (objectif 2026).

POINTS DE REPÈRE



La revue de presse locale :
Le Dauphiné libéré,
Les Affiches, L'Essor.



Les études, données
d'observation et démarches
locales (identifiées par l'Agence
d'urbanisme et les membres
de l'Atelier des Futurs).



Accéder à la version
détaillée avec les sources

LA FAMILLE DE RISQUES



CHANGEMENT CLIMATIQUE,
POLLUTIONS,
EFFONDREMENT DES ÉCOSYSTÈMES
ET CATASTROPHES NATURELLES
OU TECHNOLOGIQUES

HAUSSE DES CATASTROPHES NATURELLES LIÉES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE [RISQUE A1]



Différentes catastrophes naturelles ont marqué l'actualité. À l'automne 2023, des épisodes de forte pluie, combinés à des redoux générant une fonte des neiges à haute altitude, ont entraîné des **crues importantes de l'Isère** (sans dégâts majeurs grâce au système d'endiguement) ainsi que des **inondations et glissements de terrain en Oisans et en Belledonne**. En juin 2024, des **laves torrentielles ont détruit le hameau de la Bérarde** en Oisans. Des articles de presse évoquent des **risques naturels émergents ou susceptibles de changer d'échelle** : crues torrentielles, incendies de forêt, risques induits par la fonte des glaciers (vidange de lacs et poches d'eau, avalanches glaciaires, éboulements liés à la fonte du permafrost).



La thèse d'Antoine Blanc, soutenue en mai 2022, porte sur l'évolution des précipitations extrêmes à l'échelle des bassins versants du Drac et de l'Isère. Dans le scénario le plus pessimiste, l'occurrence des situations propices à la mise en place de précipitations extrêmes sur les Alpes du nord françaises pourrait augmenter de 30 % d'ici la fin du siècle (hypothèse à affiner et à consolider en croisant avec d'autres outils de simulation).

FRAGILISATION DE FILIÈRES ÉCONOMIQUES OU ÉNERGÉTIQUES [RISQUE A2]



La succession d'hivers très doux pénalise les stations de ski de moyenne montagne avec des **menaces de fermeture de stations** (l'Alpe du Grand-Serre), des **interrogations sur leur pérennité à moyen terme** (Gresse-en-Vercors, Autrans-Méaudre) ou la **mise en œuvre de plans de diversification** de l'activité et/ou de **redéploiement – réduction de l'activité ski** (ex. Saint-Pierre-de-Chartreuse / Le Planolet).



Le rapport de la Cour des Comptes sur l'adaptation des stations de montagne au changement climatique (février 2024) propose une **analyse inédite de la vulnérabilité des stations de ski alpin françaises face au changement climatique à l'horizon 2050 construite avec des chercheurs.** Dans l'aire grenobloise, cette analyse souligne que trois stations de l'Oisans (offrant des domaines de haute altitude) pourraient maintenir leur activité ski malgré le changement climatique tout en disposant d'une surface financière permettant de financer leur adaptation et diversification. Inversement, l'activité de onze stations de basse altitude – déjà très impactées par le changement climatique – est susceptible d'être remise en cause à moyen terme. Enfin, cinq stations de moyenne altitude verront leur activité ski fortement impactée par le changement climatique tout en disposant de leviers d'adaptation pour la maintenir, notamment sur les parties les plus hautes de leur domaine, ce qui n'exclut pas d'aller vers une diversification des activités. Toutefois, certaines de ces stations ont une surface financière modeste pouvant altérer le financement des actions d'adaptation et de diversification.



© Lou Herrmann

DÉGRADATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES POPULATIONS [RISQUE A3]



L'année 2024 a été marquée par une prise de conscience de l'omniprésence des PFAS (polluants perfluorés dits éternels) et de leurs effets négatifs sur la santé. Les campagnes de mesures de l'ARS soulignent leur présence dans les eaux de rejet de nombreux sites industriels de l'aire grenobloise.

L'actualité épidémique a été marquée par la recrudescence des cas de coqueluche et une sévère épidémie de grippe en 2024-2025. Ainsi que par la prise de conscience du risque d'enracinement du virus de la Dengue en région Auvergne-Rhône-Alpes lié à une hausse importante du nombre de cas « importés » et à la prolifération des moustiques tigres.

DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DE VIE EN VILLE [RISQUE A4]



À l'échelle de Grenoble Alpes Métropole, une étude conduite par le géographe climatologue Xavier Foissard a permis d'affiner la connaissance des îlots de chaleur urbains grâce à un réseau de 150 capteurs ayant fonctionné durant l'été 2023. Par ailleurs, l'enquête « pratiques écologiques » réalisée au printemps 2022 auprès d'habitants de la Métropole via le Panel de recherche GEM indique que 41 % des habitants de Grenoble Alpes Métropole estiment vivre dans un logement où la température est peu confortable en été.

Par ailleurs, l'Agence d'urbanisme réalise pour le compte de la Ville de Grenoble une analyse croisant vulnérabilités environnementales et de santé publique et vulnérabilités sociales. Sur cette thématique, les premiers résultats de l'enquête « inégalités écologiques » réalisée en 2024 via le Panel de recherche GEM (habitants de Grenoble Alpes Métropole) soulignent le lien statistique suivant : être en mauvaise santé, pauvre monétairement, isolé socialement, ou être une femme, c'est être en moyenne plus exposé : au bruit, aux températures chaudes ou froides dans son logement et à la pollution de l'air ou visuelle.

RÉDUCTION DES CAPACITÉS LOCALES DE PRODUCTION AGRICOLE & ALIMENTAIRE [RISQUE A6]



La colère agricole s'est traduite localement par de nombreuses manifestations et neuf jours de blocage de l'autoroute A480 à Grenoble. L'agriculture locale a été impactée par des aléas météorologiques (printemps très maussade et pluvieux pénalisant les récoltes 2024 de blé, de fruits et de miel), par la fièvre catarrhale

ovine et bovine ou par la poursuite de la crise de la filière nucicole (chute des cours de la noix en 2022 puis très mauvaise récolte en 2023). Plus largement, la réduction de la surface agricole utile continue. De nombreux agriculteurs partant à la retraite peinent à trouver un repreneur.

RISQUES TECHNOLOGIQUES & INDUSTRIELS [RISQUE A7]



En juillet 2024, un éboulement majeur (plus d'1 million de m³ de roches) provoque la coupure sine die de la RD1532 au niveau de La Rivière et de Saint-Gervais. Les communes concernées n'ont pas été reconnues en état de

catastrophe naturelle, car « des facteurs d'origine anthropique sont prédominants dans le déclenchement du mouvement de terrain : terrassements liés à l'exploitation d'une carrière ».

LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) DISPONIBILITÉ
DES RESSOURCES ET
(DYS) FONCTIONNEMENT
DES RÉSEAUX

TENSIONS SUR LES RESSOURCES EN EAU [RISQUE B1]



La forte pluviométrie observée de novembre 2023 à février 2025 a permis la levée progressive des arrêtés de vigilance ou d'alerte sécheresse. Toutefois, **la ressource en eau est restée un sujet d'actualité, avec des problématiques de pollution** (nappe phréatique du Drac qui circule sous la cuvette grenobloise, PFAS) et la poursuite de la contestation des projets d'extension de STMicroelectronics et de Soitec, notamment en raison de leurs impacts sur la consommation d'eau et des rejets polluants.



L'étude « Eaux et Changement Climatique », portée par le Département, éclaire la prospective 2050 de la ressource en eau en Isère. Si les précipitations annuelles devaient rester constantes, leur répartition saisonnière pourrait évoluer : hausse de la pluviométrie en hiver, baisse en été, réduction importante de l'enneigement. Il en résultera des étiages plus marqués et plus longs des cours d'eau entre la fin du printemps et le milieu de l'automne, pouvant nuire à la qualité des eaux. La hausse des températures entraînera une augmentation de l'évapotranspiration et la réduction de l'humidité des sols sur une période estivale élargie (pouvant accroître les besoins d'irrigation).



À NOTER Le lancement du **projet de recherche POPSU – Retrouver les voi(es)x de l'eau** devrait apporter des éclairages sur les usages, les acteurs et la gouvernance de l'eau à l'échelle de la Métropole et de ses territoires voisins.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE [RISQUE B2]



La précarité alimentaire reste un sujet de préoccupation qui met en alerte les associations caritatives. Des initiatives locales sont menées : depuis 2024, la banque alimentaire de l'Isère achète 10 t/an de denrées alimentaires à des producteurs locaux (dans le cadre d'un partenariat avec le projet alimentaire territorial du département) ; la Ville de Grenoble a voté la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation.



L'enquête Ibest 2023 souligne que 34 % des ménages de Grenoble Alpes Métropole estiment que les dépenses alimentaires sont très importantes dans leur budget. Cette proportion monte à 56 % des ménages qui habitent dans un quartier prioritaire politique de la ville de Grenoble. L'étude sur l'insécurité sociale en milieu rural en Isère souligne qu'en zone rurale, dans un contexte de déficit de l'offre de commerces alimentaires, le coût d'accès à l'alimentation est indissociable du coût de la mobilité automobile, ce qui pénalise d'autant plus les ménages modestes.

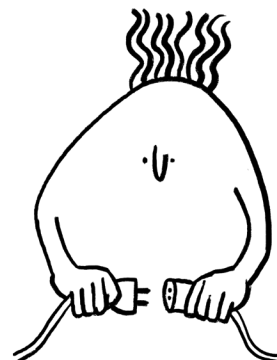
DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE [RISQUE B3]



En 2021, 13 % des ménages isérois sont en situation de précarité énergétique d'après l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE). C'est-à-dire qu'ils comptent parmi les 30 % des ménages les moins aisés du territoire et consacrent plus de 12 % de leurs revenus disponibles pour les dépenses d'énergie du logement, et/ou plus de 8 % pour les dépenses de carburant. À suivre pour cerner l'impact des fortes hausses des coûts de l'énergie en 2022 et 2023.



À NOTER Les tensions sur les prix de l'énergie (*Difficultés d'approvisionnement énergétique [risque B3]*) ont largement disparu des radars de l'actualité locale, de même que les *difficultés d'approvisionnement en matériaux et matières premières [risque B4]*.



© Lou Herrmann

TENSIONS SUR L'USAGE DU FONCIER [RISQUE B5]



La synthèse des enseignements des « Petits-déj' Parlon'ZAN » (7 rencontres avec les acteurs de la fabrique de la ville proposées par l'Agence d'urbanisme en 2024) corrobore la fiche-risque de l'édition 1. Le ZAN (Zéro artificialisation nette) impose un changement de paradigme car l'extension sur des terres agricoles ou des espaces naturels doit céder la place au recyclage urbain, plus complexe et plus coûteux. Cela implique

un changement de modèle et de savoir-faire pour les bailleurs sociaux, promoteurs, aménageurs... et une intervention accrue des collectivités, dans un contexte de raréfaction des finances publiques. La rénovation du bâti existant souffre de l'absence d'une filière complète de la rénovation, ce qui complexifie la production de logement abordable ainsi que de locaux d'activité (hors bureaux).

DÉGRADATION OU INTERRUPTION DES RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT [RISQUE B5]



Il s'agira d'être en veille sur les enseignements de l'étude des vulnérabilités des territoires et des routes de montagne lancée par le Département avec l'UGA, le Céréma et la DDT (dont les résultats devraient être publiés courant 2025).

LA FAMILLE DE RISQUES



ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

CRISE ÉCONOMIQUE [RISQUE C1]



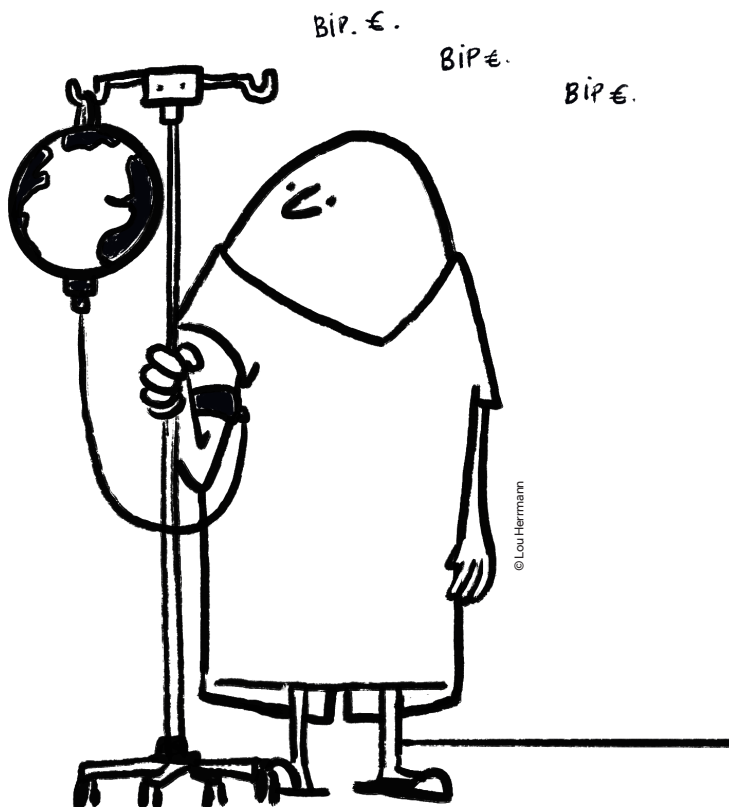
La situation économique de l'aire grenobloise particulièrement florissante est marquée, à partir de 2024, par un **net retournement de conjoncture : baisse des intentions de recrutement** des employeurs, **remontée du chômage, hausse des défaillances d'entreprises** et des **annonces de fermetures d'entreprises ou de réduction d'emploi** dans différents secteurs : chimie (Vencorex et Arkéma), bâtiment et travaux publics, industries de pointe avec, par exemple, des inquiétudes sur le maintien des effectifs chez STMicroelectronics.

La situation du **commerce de centre-ville à Grenoble est marquée par une augmentation de la vacance et la concurrence** des centres commerciaux et du e-commerce.

Toutefois, en 2023, **le commerce de détail a créé des emplois (+1,1 % sur l'année)** à l'échelle de l'aire d'attraction de Grenoble.



Le taux de chômage mesuré par l'Insee est en légère hausse par rapport à son minimum récent, tant sur la zone d'emploi de Grenoble (6,2 % de la population active au 3^e trimestre 2024 contre 5,9 % entre le 4^e trimestre 2022 et le 2^e trimestre 2023), que sur celle de Voiron (5,2 % de la population active au 3^e trimestre 2024 contre 2,9 % entre le 4^e trimestre 2022 et le 1^{er} trimestre 2023). Entre le 2^e trimestre 2023 et le 2^e trimestre 2024, **le rythme de progression du nombre d'emplois salariés privés tend à ralentir** à l'échelle des zones d'emploi de Grenoble et de Voiron tout en restant positif (+940 emplois à l'échelle de ces deux territoires). Quant à la **forte chute des créations d'emplois dans l'intérim observée sur l'année 2023**, elle fait craindre une future évolution défavorable de l'emploi global. Ce d'autant plus que l'enquête « besoins de main d'œuvre » 2024 indique **une baisse de 13 % du nombre de projets de recrutement (par rapport à l'année 2023)** à l'échelle des bassins de main d'œuvre de Grenoble et de Voiron.



BAISSE D'ATTRACTIVITÉ DE CERTAINS EMPLOIS, MÉTIERS OU SECTEURS D'ACTIVITÉ [RISQUE C3]



La dégradation des conditions de travail et les sous-effectifs ont été à l'origine de plusieurs mouvements sociaux dans

l'industrie (Soitec), les transports (M-Tag), les services (femmes de ménage) ou la fonction publique.



La nouvelle vague de l'enquête Ibest (indicateur de bien-être soutenable) – réalisée en 2023 auprès des habitants de

Grenoble Alpes Métropole via le panel de recherche Grenoble École de Management (GEM) – montre que **11 % des habitants de la Métropole interrogés déclarent être insatisfaits de leur travail. Cette proportion restant stable par rapport aux enquêtes de 2012 et 2018.**

Inversement, 56 % des personnes interrogées se déclarent assez satisfaites de leur travail et 33 % très satisfaites (cette proportion est en baisse par rapport à 2018 : 49 %, mais en hausse par rapport à 2012, 28 %).



DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT POUVANT ÊTRE ACCRUES À TERME PAR UNE BAISSÉ DE LA POPULATION ACTIVE [RISQUE C1]



Malgré le retournement de conjoncture, les difficultés de recrutement continuent de pénaliser de nombreux secteurs :

santé et action sociale, construction, hébergement et restauration, services aux entreprises, transports...



L'enquête « besoins de main d'œuvre » 2024 souligne que les difficultés de recrutement persistent malgré la baisse des intentions d'embauche.

À l'échelle du « bassin de main d'œuvre » de Grenoble, 53 % des projets de recrutement sont jugés difficiles à réaliser par les employeurs. Ce taux monte à 67 % sur le bassin de main d'œuvre de Voiron.

LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) CAPACITÉ
D'ACTION,
D'ANTICIPATION
ET DE TRANSFORMATION

BAISSE DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS DONT DISPOSENT LES ACTEURS PUBLICS [RISQUE D1]



L'aggravation des tensions sur le budget des collectivités territoriales semble être une tendance de fond pour les prochaines

années : poursuite de la réduction des dotations de l'État, incertitudes sur les recettes fiscales en raison de la dégradation de la situation économique, hausse structurelle de certaines charges (salaires et cotisations retraites des agents, aides sociales, assurances, impact des dégâts croissants liés aux aléas climatiques ou aux actes de malveillance sur les infrastructures et le patrimoine, surcoût des grands

chantiers du fait notamment de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières...). Cette situation invite les collectivités à réduire et/ou prioriser leurs dépenses, avec des effets domino sur le financement d'acteurs associatifs intervenant dans les champs de l'action sociale et socio-culturelle ou encore, sur le cofinancement de certains projets par différentes collectivités. Les tensions budgétaires concernent également d'autres opérateurs publics comme l'Université Grenoble Alpes.

MANQUE DE PRÉPARATION FACE À CERTAINS RISQUES CONNUS OU ÉMERGENTS [RISQUE D6]



Différentes collectivités (le Département de l'Isère avec sa stratégie Isère Durable, la Ville de Grenoble avec sa stratégie de résilience territoriale) mettent en place des feuilles de route et des actions pour anticiper et faire face au dérèglement climatique et aux défis sociétaux. À noter également l'initiative du Département de l'Isère qui prévoit dans son budget 2025 la création d'un fonds de réserve et de prudence de plus de 20 M€ pour faire face à d'éventuels risques et catastrophes. Toutefois, les collectivités ont de plus en plus de difficultés pour assurer leur patrimoine immobilier (résiliation de contrat, manque de réponses aux appels d'offre, hausse des primes et des franchises) dans un contexte marqué par la hausse des sinistres lié aux aléas climatiques et aux actes de malveillance (séquelle des émeutes de juin 2023, développement des cyberattaques).

Par ailleurs, la crise du bénévolat pénalise le recrutement des secouristes bénévoles et des sapeurs-pompiers volontaires. Ces derniers sont de plus en plus sollicités pour des interventions de secours aux personnes en raison du vieillissement de la population et de la dégradation de l'offre de soins. Dans ce contexte, en Isère, fin février 2025, une vingtaine de casernes de pompiers sont en manque de volontaires face à une demande opérationnelle croissante.

INCAPACITÉ DES ACTEURS PUBLICS OU PRIVÉS À GÉNÉRER DE LA CONFIANCE OU DE L'ADHÉSION [RISQUE D3]



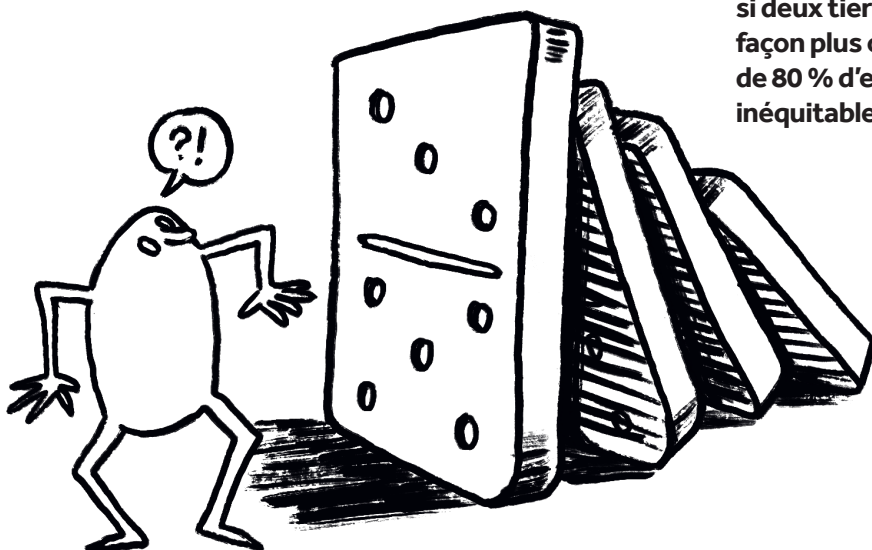
Une radicalisation de certaines postures hostiles aux politiques de transition

est observée : contestation virulente de projets impactant la place de la voiture dans l'espace public, prises de position appelant les élus locaux à ne pas respecter le zéro artificialisation nette... Ces oppositions s'inscrivent plus largement dans un climat de défiance vis-à-vis de certains dispositifs de concertation et d'élaboration des politiques publiques, et plus largement par la montée des incompréhensions et des oppositions face à certaines décisions publiques.



L'enquête du RARRe réalisée en novembre 2024 souligne un manque de confiance dans la capacité des

acteurs publics à faire face aux risques. Près de deux tiers des personnes interrogées n'ont plutôt pas confiance, ou pas du tout confiance, dans les acteurs publics pour protéger les populations des risques auxquelles elles sont exposées. Et près de 60 % des personnes interrogées pensent qu'il est assez improbable que les habitants aient de plus en plus confiance dans les institutions locales dans les années à venir face aux risques et défis. Par ailleurs, les politiques de transition écologique ou énergétiques peuvent susciter de la défiance car elles sont souvent perçues comme socialement injustes. Ainsi, plus de la moitié des habitants de Grenoble Alpes Métropole considèrent que **les plus aisés sont les principaux responsables des problèmes environnementaux et 45 % estiment que les politiques publiques environnementales détériorent avant tout la situation des ménages les plus modestes.** Ce résultat est issu de l'enquête « inégalités socio-écologiques » réalisée en 2024 par l'intermédiaire du panel GEM regroupant des habitants de Grenoble Alpes Métropole. Il interroge sur l'acceptabilité des politiques environnementales, les plus aisés étant perçus à la fois comme les plus responsables et les moins mis à contribution. On retrouve cette forte perception des inégalités induites par les politiques environnementales dans le cadre des mobilités avec la zone à faible émission (ZFE) : une enquête réalisée en 2024 (avant l'entrée en vigueur de la ZFE pour les Crit'air 3) souligne que **si deux tiers des automobilistes soutiennent de façon plus ou moins forte le projet de ZFE, près de 80 % d'entre eux alertent sur le caractère jugé inéquitable et/ou injuste de cette mesure.**



LA FAMILLE DE RISQUES



(IN) CAPACITÉ
DE RÉPONSE AUX
BESOINS SOCIAUX

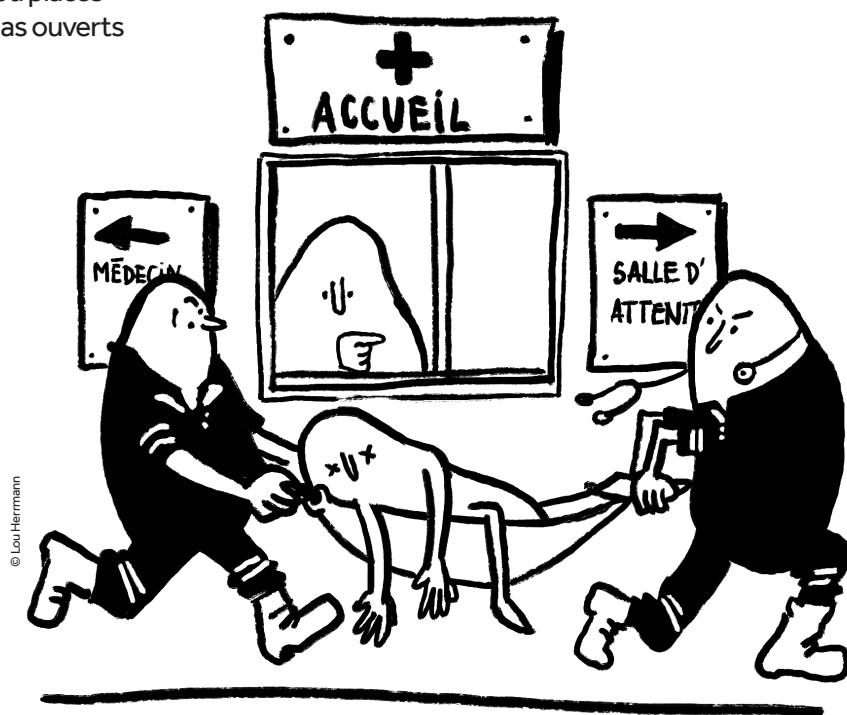
DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS [RISQUE ET]



L'augmentation de la demande de soins renforce les tensions qui pèsent sur l'offre, par ailleurs impactée par le départ en retraite en cours ou à venir dans les 5 à 10 ans de nombreux médecins généralistes et spécialistes, se traduisant par une difficulté croissante d'accès à un rendez-vous médical. Concernant la prise en charge des soins non programmés, la médecine de ville est saturée et, selon la Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes, « l'organisation des urgences sur le Sud Isère ne répond plus aux besoins de la population » avec de nombreux services fonctionnant en mode dégradé (par ex. fermeture le soir et la nuit des urgences de l'hôpital de Voiron) ou souffrant d'un engorgement problématique (notamment pour les urgences « adulte » de l'Hôpital Nord qui restent le seul grand service d'urgence généraliste ouvert 24h sur 24 à l'échelle de l'aire grenobloise). **Cette crise des urgences s'explique notamment par des difficultés de recrutement et par un manque de lits d'aval** (permettant l'accueil des patients en post-urgence) : elle renvoie plus largement aux difficultés dont souffrent le CHU Grenoble Alpes et ses différents établissements. En 2023, 14 % des lits ou places d'hospitalisation du CHUGA n'étaient pas ouverts en raison d'un manque de personnel.



L'état des tensions sur l'offre de soin et l'analyse de ses causes ont été largement enrichis grâce au rapport de la Chambre régionale des comptes sur le CHU Grenoble Alpes et ses services urgences (publié en mars 2025), l'étude sur les médecins généralistes réalisée par la communauté territoriale des professionnels de santé de Grenoble (septembre 2023) ainsi que par l'analyse des indicateurs d'accessibilité potentielle localisée à l'offre de soin (indicateur développé par la Dress).



HAUSSE DU NOMBRE DE PERSONNES EN DEMANDE DE SOINS [RISQUE E2]



La demande de soins continue d'augmenter avec le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre de personnes souffrant d'une affection de longue durée, la dégradation de la santé mentale, la baisse de l'état de santé des jeunes enfants (les bilans de santé des 3-4 ans montrent une augmentation des cas de surpoids et des problèmes bucco-dentaires entre 2016 et 2022) et des adolescents (avec le cri d'alerte de professeurs d'EPS isérois sur la multiplication des cas d'obésité et d'apathie mais aussi une forte diminution des élèves titulaires d'une licence sportive) ou encore l'augmentation du nombre d'enfants souffrant de troubles du spectre autistique.



L'analyse 2016-2022 des bilans de santé des enfants de 0 à 3 ans souligne une hausse des cas de surpoids et de problèmes bucco-dentaires en Isère. L'analyse du Rehop (Registre des handicaps de l'enfant et observatoire périnatal) montre qu'en Isère, entre 2015 et 2021, la part d'enfants de 7 ans souffrant d'un trouble du spectre autistique a plus que doublé.

DÉGRADATION DE LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES VULNÉRABLES [RISQUE E3]



La prise en charge des personnes en situation de handicap, de dépendance ou de fragilité reste sous tension. Les Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) publics sont en difficulté financière et peinent à recruter, comme la plupart des établissements médicaux sociaux. La prise en charge des personnes en situation de handicap reste très difficile : manque de places en IME (institut médico éducatif) avec 750 enfants isérois en attente d'une place en 2024, manque d'AESH (accompagnants d'enfants en situation de handicap) à l'école, manque de structures d'accueil ou d'hébergements pour les adultes.



À noter également une **baisse du nombre de places d'accueil pour les 0-3 ans nettement plus rapide que celle des naissances**, liée à la réduction du nombre d'assistants maternels (non compensée par la création de places dans des structures collectives).

PERSISTANCE DE SITUATIONS DE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE ET DE DIFFICULTÉS D'INSERTION PROFESSIONNELLE [RISQUE E4]



La dégradation de la situation économique de l'aire grenobloise (cf. risque C1) se traduit par une hausse du chômage plus rapide que la moyenne nationale ou départementale. Cette hausse **touche principalement les moins de 26 ans et met fin à la diminution du nombre**

de chômeurs inscrits de plus d'un an observée ces dernières années. En 2024, 22 920 personnes sont inscrites à France Travail depuis plus d'un an, soit 40,6 % du total de personnes inscrites en catégories A/B/C.

MANQUE DE LOGEMENTS DÉCENTS ET ABORDABLES [RISQUE E5]



La crise du logement semble s'être encore aggravée depuis la première édition du

RARRe : hausse du nombre de personnes privées de domicile personnel et des expulsions locatives, allongement des files d'attente pour l'accès à un logement social qui atteignent des niveaux inédits en Isère, baisse de la production de logements sociaux, baisse des ventes dans le marché de l'ancien.

Le marché du neuf en accession est considéré à l'agonie dans l'agglomération grenobloise avec une baisse très importante du nombre de réservations. Les prix ne baissent pas, en raison de la rareté foncière, de la hausse du coût des matériaux et des conséquences des nouvelles normes et réglementations qui viennent renchérir le coût de la construction.

FRAGILISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF ET DE FORMATION [RISQUE E6]

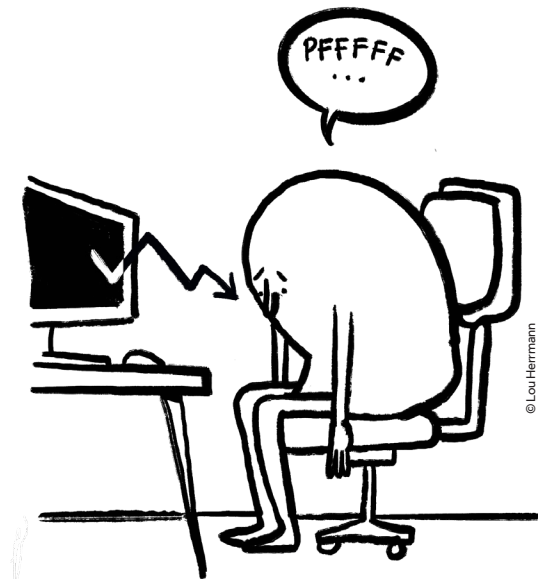


Une enquête du syndicat SNES / FSU réalisée en février 2025 souligne que

33 établissements collèges ou lycées isérois (dont 20 dans l'aire grenobloise) ont été concernés par au moins une absence de longue durée de professeur, non-remplacée depuis la rentrée de septembre 2024. Plus largement, les difficultés de recrutement des enseignants persistent. Cette pénurie de professeur touche plus particulièrement les lycées des territoires les plus défavorisés.

Le Rectorat souligne qu'à la rentrée 2024, la situation est meilleure que les années précédentes concernant le recrutement et le remplacement des enseignants.

En primaire et au collège, le nombre d'enseignants baisse moins vite que le nombre d'inscrits ce qui permet une **légère diminution du nombre d'élèves par classe.**



FRAGILISATION DE LA JUSTICE ET DE LA POLICE [RISQUE E7]



La situation reste difficile malgré une augmentation du nombre de postes.

En janvier 2024, le **Parquet de Grenoble estimait à 19 000 le nombre de procédures en attente de traitement sur les seules « zones police » de son ressort territorial**, et la Cour d'appel de Grenoble évaluait qu'il **manquait 600 places de prison** à cette échelle. La surpopulation carcérale reste critique à la prison de Varcès conduisant les avocats du barreau de

Grenoble à saisir le juge administratif. **La réforme de la police judiciaire mise en place en janvier 2024 est dénoncée** localement par les syndicats de policiers qui soulignent une **perte d'attractivité du métier d'enquêteur**. Ces derniers étant désormais noyés sous les dossiers courants sans pouvoir se concentrer sur les plus importants, au détriment de la lutte contre le narcotrafic, pourtant prioritaire dans l'aire grenobloise ([cf. risque F4](#))

LA FAMILLE DE RISQUES

COHÉSION SOCIALE

HAUSSE DE LA PAUVRETÉ [RISQUE F1]



Les associations caritatives continuent d'alerter sur la hausse continue du nombre de leurs bénéficiaires ainsi que sur

leur diversification (étudiants, jeunes, familles monoparentales, personnes en emploi, retraités...). Certaines associations, comme les Restos du Cœur, sont contraintes de mettre en place des critères d'éligibilité face à la hausse des demandes. La Banque de France note une **augmentation des situations de surendettement en Isère** (+8 % entre 2022 et 2023, +12 % entre 2023 et 2024).

ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS, REÇUL DE LA MIXITÉ SOCIALE [RISQUE F2]



L'étude sur l'insécurité sociale dans les territoires ruraux isérois souligne l'importance de dépasser l'approche par le seuil de

pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian) en prenant en compte les dépenses liées au logement, aux énergies, aux mobilités quotidiennes, à l'éducation des enfants...

Leur prise en compte permet de nuancer le diagnostic qui voudrait que la pauvreté soit beaucoup moins présente en milieu rural qu'en milieu urbain.

Selon l'enquête Ibest *Work Gender Covid*, la part d'habitants de la métropole indiquant souffrir de difficultés financières est restée stable entre 2018 et 2023. Mais cette proportion a fortement augmenté dans les groupes sociaux les plus exposés à la

pauvreté, ce qui pourrait souligner un **décrochage de la situation des plus pauvres, accentué par la forte inflation** observée jusque début 2023. **Les quartiers Politique de la ville (QPV) de la Métropole accueillent des publics toujours plus précaires**, d'après les témoignages de professionnels de l'action sociale (Observation continue du Contrat de ville métropolitain), **avec trois phénomènes :**

l'installation de populations primo-arrivantes, l'arrivée à la retraite de personnes aux carrières discontinues se traduisant par des pensions faibles, et la hausse du nombre de familles monoparentales.



© Lou Herrmann

PERTE D'ATTRACTIVITÉ DE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET INCAPACITÉ DE L'ÉCOLE À ASSURER L'ÉGALITÉ DES CHANCES [RISQUE F3]



L'actualisation des données sur les établissements de scolarisation des collégiens de Grenoble Alpes Métropole souligne que ce risque pourrait s'atténuer.

Ainsi, entre 2015 et 2022, la part d'élèves inscrits dans un établissement privé baisse de 4 points. Inversement, celle des élèves inscrits dans un collège public, autre que celui de leur secteur, augmente de

4 points. Il est difficile d'en conclure une volonté d'évitement de certains établissements. Cette enquête souligne également qu'entre 2015 et 2022, la part d'élèves des quartiers prioritaires de la politique de la ville inscrits dans leur collège public de secteur a augmenté de 6 points, principalement au détriment des collèges privés.

ENRACINEMENT D'ACTIVITÉS ILLÉGALES / CRIMINELLES [RISQUE F4]



L'aire grenobloise connaît depuis avril 2023 une vague sans précédent de fusillades et règlements de comptes liés au trafic de drogue. Entre avril 2023 et fin janvier 2025, Le Dauphiné Libéré a par exemple décompté 55 fusillades dans l'agglomération potentiellement liées au trafic de drogue. **Plus largement, le trafic de drogue semble s'enraciner dans l'agglomération grenobloise** malgré les efforts des forces de l'ordre pour démanteler ou assécher les points de deal, dans un contexte où les syndicats de police alertent sur le manque de moyens dont disposent les enquêteurs (cf. **risque E7**). Articles de presse et témoignages de professionnels soulignent que **le trafic de drogue impacte fortement la vie quotidienne** des habitants dans les quartiers concernés par les points de deal : contrôles, pressions et menaces exercés par les dealers, suspensions d'activités périscolaires ou sportives, destruction d'équipements publics, prise de contrôle d'appartements, voire d'immeubles.



Les témoignages de professionnels de l'action sociale (Observation continue du Contrat de ville métropolitain) ont permis d'approfondir la connaissance sur l'enracinement du trafic de drogue dans l'agglomération grenobloise et ses impacts sur la vie quotidienne des quartiers concernés et de leurs habitants.



© Lou Herrmann

HAUSSE DE LA PAUVRETÉ [RISQUE F5]



La presse locale relaie l'alerte des associations sur **l'accroissement des difficultés rencontrées localement par les migrants pour obtenir ou renouveler leur titre de séjour, et pour avoir accès à un hébergement** le temps de l'étude de leur première demande de titre de séjour.

DÉGRADATION DU « VIVRE ENSEMBLE » [RISQUE F6]



Dans un contexte où les Français perçoivent une dégradation du lien social à l'échelle nationale et locale (cf. résultats de la 3^e édition du baromètre du lien social révélés en avril 2025), la presse locale souligne l'**impact de certains événements** (conflit israélo-palestinien, dissolution

de l'Assemblée nationale et instabilité politique associée, montée de l'extrême droite, vagues de violence chez les jeunes, enracinement du narcotrafic...) qui **alimentent les tensions entre les communautés, les craintes au sein de la société et le sentiment de défiance vis-à-vis du politique.**

GÉNÉRALISATION DE LA PEUR DE L'AVENIR, DE L'ÉCO-ANXIÉTÉ, SENTIMENT D'IMPUISANCE [RISQUE F8]



L'enquête du RARRe édition 2 confirme un **fort niveau d'inquiétude des habitants de l'aire grenobloise concernant l'ensemble des familles de risques.**

RUPTURES DÉMOGRAPHIQUES [RISQUE F9]



Les données démographiques nationales soulignent la **poursuite de la baisse de la fécondité** (1,62 enfant / femme en 2024, soit le plus bas niveau observé depuis 1919) et du nombre de naissances annuels.

DÉVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION [RISQUE F10]



L'**actualité sociale a principalement été marquée par de nombreux mouvements sectoriels de protestation nationaux ou locaux contre la dégradation des conditions de travail et de rémunération, la menace sur la pérennité de certaines entreprises ou secteurs d'activité, la dénonciation des réformes touchant certains services publics.** Ces mouvements ont, par exemple, mobilisé les agriculteurs (avec 9 jours de blocage de l'A480 au cœur de Grenoble), les médecins, les infirmières libérales, les personnels hospitaliers, les policiers, les enseignants, les accompagnateurs d'enfants en situation de handicap, les salariés des plateformes

chimiques de Le Pont-de-Claix et de Jarrie en lien avec les menaces de fermeture de Vencorex et d'Arkéma, les salariés de Soitec, les femmes de ménage du groupe Elior-Derichbourg... **Les mouvements de protestation écologiques se sont concentrés sur la lutte contre les projets d'extension de STMicroelectronics et de Soitec ainsi que sur la dénonciation du festival Tomorrowland Winter à l'Alpe d'Huez. S'y ajoutent des protestations de riverains et de commerçants contre des projets venant remettre en cause la place de la voiture dans l'espace public** pouvant aller jusqu'à des tentatives d'envahissement de conseils municipaux ou métropolitains.

L'ATELIER DES FUTURS Le RARRe

www.aurg.fr

CETTE PUBLICATION EST LA SECONDE ÉDITION DU RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RÉSILIENCE DANS L'AIRE GRENOBLOISE : LE RARRe 2025.

Le Rapport annuel sur les risques et la résilience dans l'aire grenobloise est le fruit des travaux de l'Atelier des Futurs, un collectif d'acteurs institutionnels locaux impulsé par l'Agence d'urbanisme. Le RARRe a pour objectif de proposer aux décideurs locaux une vision large des risques qui affectent ou pourraient affecter le territoire, sous l'angle de la documentation et du ressenti.

La méthode exploratoire est directement inspirée du *Global Risks Report* porté par le Forum économique mondial (Forum de Davos). Elle repose sur l'identification d'une liste de risques et vulnérabilités, qu'elle s'attache à documenter (objectivation) et à questionner dans le cadre d'une enquête (représentation).

Le rapport final est au croisement des deux, complété des enseignements du Forum du 13 mai 2025 qui a réuni une majorité d'élus locaux. Il a été rédigé par l'Agence d'urbanisme, à l'initiative et cheville ouvrière du projet.

D'autres éditions suivront et enrichiront la démarche à intervalles réguliers.

Diverses ressources, notamment le rapport et les 6 livrets-familles de l'édition 2024, des vidéos, etc., sont accessibles sur le site Internet de l'Agence.



Conception et rédaction : Agence d'urbanisme de la région grenobloise, avec les apports du collectifs

Appui éditorial et rédactionnel : Anne Quantin Pottecher

Mise en page : ça créé Val

Illustrations des risques : ©Lou Herrmann
Publié le 9 octobre 2025

Imprimé par GONNET IMPRIMEUR,
certifié IMPRIM'VERT, sur papier issu de forêts gérées durablement avec encres végétales

